

Table des matières

RÉSUMÉ.....	II
REMERCIEMENTS.....	IV
TABLE DES MATIÈRES.....	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VII
INTRODUCTION.....	8
L'histoire de l'immigration.....	13
a. Le concept de réfugiés.....	20
b. L'espace public créé par les journaux et l'opinion publique.....	23
c. La presse et les nouvelles internationales.....	26
CHAPITRE 1 - L'ARTICULATION D'UN DÉBAT.....	29
Les politiques fédérales sur les réfugiés.....	29
Les questions qui guident notre analyse.....	34
L'utilisation des journaux pour cerner le débat.....	36
Le «moment discursif».....	41
L'analyse de contenu et de discours.....	43
CHAPITRE 2 - LES ÉDITORIALISTES FACE À LA CRISE.....	45
Le débat au fil des mois.....	49
Un débat modulé par les événements internationaux.....	61
CHAPITRE 3 - LES LETTRES DES LECTEURS: UNE PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE.....	63
I. Les lecteurs: des représentants de la société civile et des politiciens.....	63
Les politiciens prennent (encore) la parole.....	65

	VI
Des organismes interpellés par le sort des réfugiés.....	68
Les leaders religieux: un soutien unanime	72
Les voix des immigrants: solidarité ou mise à distance	73
Une intervention syndicale.....	74
Les membres des professions libérales: une vision positive	75
II. Questions et préoccupations récurrentes du débat.....	76
Réponses à la <i>National Citizens' Coalition</i>	76
L'aide humanitaire	78
a. Le Canada comme leader.....	81
b. Un nouvel holocauste?	82
Une question politique	83
L'économie avant tout.	85
La peur d'un contrecoup.	86
Quelques questions moins dominantes.	90
CONCLUSION.....	93
ANNEXE 1 - LES CARICATURES.....	98
ANNEXE 2 - LES PUBLICITÉS DE LA <i>NATIONAL CITIZENS' COALITION</i>	108
BIBLIOGRAPHIE.....	111

LISTE DES TABLEAUX

Graphique 1 - Distribution totale des articles (agences de presse, journalistes locaux, éditoriaux et lettres des lecteurs) selon le mois de publication pour <i>The Globe and Mail</i> , <i>La Presse</i> , <i>le Devoir</i> , <i>le Montreal Star</i> et <i>The Gazette</i>	39
Graphique 2 - Distribution des éditoriaux selon le journal dépouillé, juin à décembre 1979	49
Graphique 3 - Distribution des éditoriaux et des lettres des lecteurs selon le journal dépouillé, juin à décembre 1979.	64

INTRODUCTION

Le 30 avril 1975, la chute de Saigon marque la fin de la guerre du Vietnam. La prise de pouvoir par le régime communiste pousse des milliers de Vietnamiens, souvent partisans de l'ancien régime, à fuir le pays. L'implantation du nouveau régime au Vietnam crée un climat de précarité dans les pays du Sud-Est asiatique. En effet, les tensions entre le régime communiste vietnamien, soutenu par l'URSS, et le régime communiste Khmer du Cambodge s'accroissent à un tel point qu'en 1979 la Chine se mêle au conflit en prenant position, bien sûr, en faveur du Cambodge. Le Vietnam est donc en guerre frontalière à l'ouest, avec le Cambodge, et au nord, avec la Chine. On peut dire que ces conflits sont aussi une représentation des conflits idéologiques opposant la Chine et l'URSS. Des Vietnamiens d'origine chinoise, installés depuis des générations au Vietnam, sont ostracisés. L'exode des Indochinois, amorcé depuis la chute de Saigon, s'intensifie de façon dramatique. La situation instable dans ces pays pousse ainsi des Vietnamiens, des Cambodgiens et des Laotiens à les quitter. Ces réfugiés fuient dans des rafiots, par la mer, d'où leur surnom de Boat people.¹

¹ Pour plus de détails sur le contexte vietnamien, consultez les publications suivantes: Barbara VAILLANT, *Boat people vietnamiens: entre mémoire et diaspora*, Paris, L'Harmattan, 2013: 12-31; Norman Buchignani INDRA, Doreen MARIE, Ram SRIVASTAVA, *Le voyage continu: Histoire sociale des Sud-Asiatiques au Canada*, Ottawa, Multiculturalisme et citoyenneté Canada, 1989, 271p. et Howard ADELMAN, *Canada and the Indochinese Refugees*, Regina, L.A. Weigl Educational Associates, 1982, 168p.

Louis-Jacques DORAIS, « Les Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens au Canada ». *La société historique du Canada*, Les groupes ethniques du Canada, Brochure No 28, 2000: 1-35.

Le terme Boat people, utilisé en français et que l'on a aussi traduit par « réfugiés de la mer », commence à être employé dès 1975 mais il est attesté en mai 1979 et popularisé par les médias cette même année, qui marque le plus fort de ce que l'on a considéré comme une crise de dimensions internationales². Au fil des années, ce terme est aussi attribué à d'autres réfugiés fuyant leur pays par voie maritime. On pense, entre autres, aux réfugiés cubains qui tentent d'atteindre la Floride au début des années 1980. Dans le cas présent, nous l'utiliserons uniquement pour désigner les réfugiés indochinois.

Plusieurs pays, dont le Canada, négocient la relocalisation de ces milliers de Boat people et l'accueil d'une partie d'entre eux sur leur territoire respectif. Entre avril 1975 et juillet 1979, le Canada admet pour sa part 15 076 réfugiés indochinois, ce qui en fait le cinquième plus important pays d'accueil, loin après la Chine toutefois, qui reçoit 230 000 de ces réfugiés, les États-Unis 220 000, la France 50 637 et l'Australie 22 759. À la fin de juillet 1979, on estime à 955 000 le nombre de réfugiés indochinois dont 655 000 ont quitté le Vietnam et 300 000 ont fui le Cambodge et le Laos³. Lors du sommet du G7 à Tokyo, les 28 et 29 juin 1979, les pays présents, soit le Canada, la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne fédérale et le Japon, discutent du problème des réfugiés de l'Asie du Sud-Est et s'engagent tous à leur ouvrir davantage leurs portes. De

² *Le Petit Robert*. Site Internet. « Boat people ». <http://www.lepetitrobert.fr/les-neologismes/boat-people> [en français]. Mise à jour en 2012. Page consulté le 17 mars 2015.

³ Emily MACFARQUHAR, «The survivors who seek their place in paradise», *The Economist*, 21 juillet 1979, p.26
Hugo DOBSON, *Japan and the G7/8, 1975-2002*, Londres, Routledge, 2004, p.36.

fait, à la suite de ce sommet, entre 1979 et 1980, le Canada accueille 60 000 Boat people⁴. Entretemps, le 20 juillet 1979, débute à Genève une nouvelle conférence sur la question de ces réfugiés. Cette conférence internationale est organisée à la suite du refus de la Malaisie et de la Thaïlande d'accepter d'autres réfugiés sur leur territoire. Une section de la conférence de Genève, initiée par l'ONU, compte 65 pays présents et se penche sur cet urgent besoin de relocalisation⁵. Les participants se concentrent en effet sur le problème humanitaire de cette crise dans le but d'éviter toute polémique. On peut dire que la conférence de Genève est une réussite puisque les pays participants révisent encore une fois à la hausse leurs engagements et Hanoi s'engage pour sa part à freiner l'exode de sa population.⁶

Nous sommes en période de Guerre froide et les tensions sont palpables entre les États-Unis et l'URSS. La prise de pouvoir par le régime communiste vietnamien est une nouvelle particulièrement inquiétante pour les pays du bloc de l'Ouest qui souhaitent contrer cette avancée. Les années 1970 sont également celles de la crise pétrolière qui

⁴ Citoyenneté et Immigration Canada. Site Internet. «Les artisans de notre patrimoine: La citoyenneté et l'immigration au Canada de 1900 à 1977». <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/publications/patrimoine/chap-6a.asp#chap6-16> [en français]. Mise à jour le 1er Octobre 2000. Page consulté de 22 septembre 2014.

⁵ W. Courtland ROBINSON, «The Comprehensive Plan of Action for Indochinese Refugees, 1989-1997: Sharing the Burden and Passing the Buck», *Journal of Refugee Studies*, Vol. 17, No 3, 2004, p.319.

⁶ Barry STEIN, «The Geneva Conference and the Indochinese Refugees Crisis», *International Migration Review*, Vol. 13, No 4, 1979, p.721 et 722. Perspective monde. Site Internet. «20 juillet 1979, Ouverture d'une conférence internationale sur les réfugiés de la mer en Asie du Sud-Est». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=771> [en français], Mise à jours en 2014. Page consulté le 17 mars 2015.

affecte fortement l'économie canadienne, causant une hausse considérable du coût d'achat des produits et la fermeture d'entreprises. Le premier choc pétrolier a lieu en 1973 et le second en 1979, ce qui cause la crise monétaire de 1980 et touche la plupart des pays importateurs de pétrole. Dans ce contexte, l'arrivée d'un important groupe de réfugiés (toutes proportions gardées) est propice à la formation d'un débat. En effet, la situation économique difficile et le chômage important⁷ (le taux de chômage augmente de 7 % à 12 % entre 1978 et 1983⁸) favorisent les préjugés contre les nouveaux arrivants, puisque ces derniers seront eux aussi à la recherche d'un emploi.

Rapport-gratuit.com
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES 

Enfin, l'arrivée des Boat people se produit à une époque où le Québec entame des négociations avec le gouvernement fédéral pour récupérer progressivement des pouvoirs en matière d'immigration que les provinces lui avaient délégués au début de la Confédération⁹. L'entrée des immigrants au Canada relève uniquement du gouvernement fédéral. Mais depuis la création du ministère québécois de l'Immigration, en 1968, cette province a la pleine responsabilité de l'intégration de ceux qui s'établissent sur son territoire. Les ententes qu'elle conclut avec Ottawa au cours de la décennie suivante lui confèrent également certains pouvoirs dans la sélection des nouveaux venus. Une première entente

⁷ Paul-André LINTEAU, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Richard. *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930, tome II*. Montréal, Les éditions du Boréal, (8e impression) 2007, p.426-427.

⁸ Paul BEAUDRY et Thomas Lemieux, «Le chômage des années 80: leçon à tirer des comparaisons internationales», *L'Actualité économique*, Vol. 72, No 3, 1996, p.294

⁹ Michel-Ange PANTAL, « Immigration: L'Accord Canada-Québec », *Étude générale de la Bibliothèque du Parlement*, Ottawa, 2011, p.1.

est signée en 1971 entre ces deux gouvernements, à laquelle on donne les noms des ministres qui les signent. L'entente Lang-Cloutier permet à la province d'avoir des conseillers en immigration dans les institutions fédérales à l'étranger¹⁰. Bien que ces conseillers ne soient pas en mesure de participer au recrutement des immigrants, cet accord mène à de plus amples négociations. En 1975, ces deux gouvernements signent l'entente Andras-Bienvenue, qui autorise les conseillers québécois à se prononcer sur le choix des immigrants, bien que la décision finale soit prise par le gouvernement du Canada. Mais c'est avec la troisième entente, l'entente Cullen-Couture de 1979, que le Québec obtient davantage d'autonomie en matière d'immigration. La province peut alors décider d'accueillir des immigrants, même si ces derniers ne rencontrent pas toutes les normes canadiennes. À l'inverse, les immigrants accueillis par le Canada qui ne rencontrent pas les exigences du Québec pourraient ne pas être admis dans cette province¹¹. Finalement, l'entente Canada-Québec de 1991 conclut cette période de négociations en donnant au Québec de véritables pouvoirs en ce qui concerne la gestion de l'établissement des immigrants sur son territoire¹².

¹⁰ Chris KOSTOV, «Canada-Quebec Immigration Agreements (1971-1991) and Their Impact on Federalism», *American Review of Canadian Studies*, Vol. 38, No 1, 2008, p.93.

¹¹ Chris KOSTOV, «Canada-Quebec Immigration Agreements (1971-1991) and Their Impact on Federalism», *American Review of Canadian Studies*, Vol. 38, No 1, 2008, p.94 à 97.

¹² Chris KOSTOV, «Canada-Quebec Immigration Agreements (1971-1991) and Their Impact on Federalism», *American Review of Canadian Studies*, Vol. 38, No 1, 2008, p.98.

L'histoire de l'immigration

C'est à partir des années 1970 que les universitaires québécois et canadiens s'intéressent aux migrations et à l'immigration¹³. Au Canada anglais, la politique de multiculturalisme adoptée par le gouvernement fédéral en 1971 donne son coup d'envoi aux recherches dans ce domaine.¹⁴ Des chercheurs de toutes les sciences sociales et humaines ont participé à ce chantier. Au Québec toutefois, jusqu'à présent, peu d'historiens ont fait de l'immigration leur principal, ou même l'un de leurs principaux objets de recherche¹⁵. De fait, l'historiographie n'a pas suivi les mêmes orientations qu'on observe au Canada anglais, aux États-Unis, ou même dans d'autres pays où elle s'est développée. Ainsi, à l'exception de la communauté juive, de loin la plus étudiée, peu de travaux québécois traitent de groupes ethnoculturels particuliers. La plupart portent « non pas sur l'immigration elle-même et sur les immigrants, mais sur l'attitude que la société québécoise, et en particulier ses leaders d'opinion, ont entretenue à leur égard. »¹⁶. Dans la mesure où nous-même nous nous intéressons au débat provoqué par l'arrivée d'un groupe de migrants, nous pourrions par

¹³ Sylvie TASCHEREAU, « Migrations et relations ethniques ». Gilles Bibeau et Denise Lemieux, dir. *Traité de la culture*. Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC, 2002, p.201.

¹⁴ Sylvie TASCHEREAU, « Une historiographie sortie de l'enclave ? L'histoire des migrations et de l'ethnicité au Québec », à paraître dans Stéphan Gervais, Raffaele Iacovino, et Mary Anne Poutanen (dirs.) *Living in Québec: A Reader in Intercultural Relations*, McGill-Queen's University Press.

¹⁵ Sylvie TASCHEREAU, « Une historiographie sortie de l'enclave ? L'histoire des migrations et de l'ethnicité au Québec », à paraître dans Stéphan Gervais, Raffaele Iacovino, et Mary Anne Poutanen (dirs.) *Living in Québec: A Reader in Intercultural Relations*, McGill-Queen's University Press.

¹⁶ Sylvie TASCHEREAU, « Migrations et relations ethniques ». Gilles Bibeau et Denise Lemieux, dir. *Traité de la culture*. Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC, 2002, p.212

moments nous y référer. De même, nous mettrons à profit les quelques travaux de sociologie et d'anthropologie qui portent sur l'établissement des Vietnamiens au Québec et au Canada. Mais nous ferons également appel à une littérature scientifique internationale, en particulier pour discuter d'une dimension fondamentale de ce débat: son inscription dans l'histoire des réfugiés. Cette littérature plus spécialisée est moins abondante bien sûr que celle qui porte sur l'immigration — Vanessa Voisin la qualifie de « parent pauvre de l'historiographie »¹⁷ — et elle est particulièrement rare au Québec. Mais, bien que ce phénomène ne soit pas nouveau, dans le contexte contemporain où le nombre de réfugiés à travers le monde atteint des sommets sans précédent¹⁸ et provoque d'innombrables drames humains (dont les médias offrent fréquemment le spectacle), la question des réfugiés commence à retenir davantage l'attention des chercheurs. Ainsi, au cours de la dernière décennie, de nouvelles recherches historiques ont été entreprises dans ce domaine, dont quelques-unes par des chercheurs québécois et canadiens¹⁹. Les ouvrages généraux sur les

¹⁷ Vanessa VOISIN, « Réfugiés en Europe », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No 95, 2007, p.251.

¹⁸ The Guardian, Site Internet, «One in every 122 people is displaced by war, violence and persecution, says UN», <http://www.theguardian.com/global-development/2015/jun/18/59m-people-displaced-war-violence-persecution-says-un> [En anglais]. Mise à jour le 18 juin 2015, Page consultée le 25 juin 2015.

¹⁹ Notons les travaux de Sean Mills, sur les réfugiés haïtiens: Sean MILLS, «Quebec, Haiti, and the Deportation Crisis of 1974», *Histoire sociale/Social History*, Vol. 94, no3, Septembre 2013, 31p. ceux de Laura Madokoro, sur les réfugiés chinois: Laura MADOKORO, « 'Slotting' Chinese Families and Refugees, 1947-1967 », *Canadian Historical Review*, Vol. 93, No 1, 2012, 32p. ou encore l'article plus général de Franl Caestecker: Frank CAESTECKER, «Les réfugiés et l'État en Europe occidentale pendant les XIXe et XXe siècles», *Le mouvement social*, Vol. 4, No 225, 2008, 17p.

migrations²⁰ de même que les synthèses récentes sur l'histoire de l'immigration²¹ y sont aussi plus attentifs.

Dans ce cas également, la plupart des contributions à ce champ de recherche viennent d'autres disciplines que l'histoire : la sociologie, l'anthropologie, les sciences politiques, les relations internationales et plus récemment la psychologie, le travail social et le droit²². Nous retiendrons en particulier les quelques travaux qu'ont menés sur ce sujet des anthropologues et des politologues canadiens. Ces derniers mettent en lumière d'une part l'expérience des réfugiés, le regard qu'ils portent sur leur société d'accueil, et d'autre part les structures étatiques d'aide à l'intégration²³. En général, leur préoccupation est d'ordre social, touchant à la fois les thématiques de l'intégration à la société d'accueil, le transnationalisme, c'est-à-dire les liens psychologiques et sociaux ainsi que les appartenances qui existent au delà des frontières nationales, l'identité de ces nouveaux arrivants et les changements identitaires qu'amène une adaptation à un nouveau mode de vie très différent.

²⁰ C'est le cas de l'ouvrage de Catherine Wihtol de Wenden, où la sociologue et politicologue fait le lien entre les relations internationales et les migrations : Catherine WIHTOL DE WENDEN, *La question migratoire au XXIe siècle*, Condé-sur-Noireau, Sciences Po. Les Presses, 2010, 243p.

²¹ Notamment celle de Valerie Knowles, qui présente le paysage migratoire canadien en expliquant l'évolution des politiques d'accueil : Valerie KNOWLES, *Strangers at Our Gates: Canadian Immigration Policy, 1540-2007*, Toronto, Dundurn, 3e édition, 2007, 312p.

²² Philip MARFLEET, «Refugees and History: Why We Must Address the Past», *Refugee Survey Quarterly*, Vol. 26, No 3, 2007, p.136.

²³ C'est le cas des études de Louis-Jacques Dorais ou de celles de Lawrence Lam, entre autres.

L'anthropologue Louis-Jacques Dorais est l'un des chercheurs pionniers de l'histoire des Vietnamiens au Canada. C'est à ce spécialiste que l'on a confié la rédaction d'une brochure de la société historique du Canada qui fait le point sur l'immigration et le parcours des Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens dans ce pays²⁴. Peu nombreux avant 1975, ces immigrants forment aujourd'hui une communauté assez importante au Québec²⁵. Dorais met en relief les nombreuses associations créées par ces réfugiés. En 1990, on compte déjà dans cette province, principalement à Montréal, une soixantaine d'organismes communautaires vietnamiens qui touchent à tous les domaines. Plusieurs de ces organismes, axés sur l'entraide, ont pris part, nous le verrons, aux efforts de parrainage des réfugiés Vietnamiens des années 1970. Dans une de ses études, « L'étranger aux yeux du francophone de Québec », il analyse l'opinion que les francophones de la ville de Québec ont des immigrants²⁶. L'auteur trouve intéressant de choisir la vieille capitale pour cette étude puisque la diversité ethnique y est beaucoup moins forte qu'à Montréal. Plus des trois quarts des répondants de son enquête ont une attitude positive face à la présence d'immigrants. Cependant la majorité d'entre eux associe la capacité de s'intégrer facilement et rapidement à la société québécoise non seulement à la connaissance du

²⁴ Louis-Jacques DORAIS. «Les Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens au Canada». *La société historique du Canada*, Les groupes ethniques du Canada, Brochure No 28, 2000, p.7 .

²⁵ Selon Dorais, le recensement de 1991 au Canada indique qu'il y aurait 94 255 Vietnamiens, 18 620 Cambodgiens et 14 840 Laotiens.

²⁶ Louis-Jacques DORAIS. «L'étranger aux yeux des francophone de Québec». *Recherches sociographiques*, Vol. 31 No 1, 1990:11 à 23. Cette recherche est réalisée à partir d'un groupe témoin constitué selon une technique d'échantillonnage aléatoire.

français, mais aussi à des traits physiques similaires à ceux des Québécois d'origine canadienne-française. Lorsque Dorais dresse la liste des groupes immigrants selon la représentation que les Québécois d'origine canadienne-française se font de leur adaptabilité et selon la sympathie qu'ils leur inspirent, les Américains arrivent en tête de liste. Les Français, qui s'intégreraient normalement plus facilement au Québec à cause de la langue commune, sont considérés comme étant des plus antipathiques. Les Vietnamiens se trouvent à mi-chemin entre ces deux groupes puisque : « Les Asiatiques [...] sont jugés assez peu adaptables, mais plutôt sympathiques »²⁷. Une des conclusions importantes de cette étude en ce qui concerne la perception qu'on a des étrangers est que plus on est en contact fréquent avec eux, mieux on les comprend et plus on les accepte malgré leur différences physiques ou de langue.

Le philosophe Howard Adelman s'intéresse lui aussi au rapport entre l'opinion publique et les réfugiés vietnamiens. Dans «*Canada and the Indochinese Refugees*», l'auteur dédie un chapitre complet à l'influence des médias ontariens sur l'arrivée des réfugiés vietnamiens²⁸. Selon lui, la couverture médiatique, en Ontario, est telle que l'on compare rapidement les communistes vietnamiens aux nazis et les réfugiés qui fuient leur régime aux Juifs. Il faut préciser que cette vague de réfugiés est la plus importante à

²⁷ Louis-Jacques DORAIS. «L'étranger aux yeux des francophone de Québec». *Recherches sociographiques*, Vol. 31 No 1, 1990, p.22.

²⁸ Howard ADELMAN. *Canada and the Indochinese Refugees*. Regina, L.A. Weigl Educational Associates, 1982, p.17 à 31.

toucher le Canada depuis la Seconde Guerre mondiale. Du 17 juin au 25 août 1979, Adelman dénombre 177 articles sur le sujet, publiés dans le *Toronto Star* et le *Globe and Mail*. Cette multiplication d'articles et la visibilité qu'elle donne à ces événements créent un élan de sympathie à l'égard de ces réfugiés. Le philosophe précise cependant que les médias ont joué un rôle à double tranchant. Certes, ils ont permis de renseigner la population sur la situation critique vécue par des milliers de Vietnamiens devenus réfugiés, mais ils ont tout aussi bien perpétué des stéréotypes sur ces derniers. L'ouvrage de Adelman présente pour nous un autre intérêt : il retrace en différentes étapes les décisions prises par le gouvernement canadien quant à l'admission de ces réfugiés. La chronologie qu'il établit permet de constater que l'arrivée des réfugiés vietnamiens s'est effectuée petit à petit entre 1975 et 1980. Il étudie ensuite les décisions politiques qui portent sur les moyens à prendre pour l'intégration de ces réfugiés et conclut en précisant que si le Canada a été aussi prompt à s'impliquer dans l'accueil des réfugiés vietnamiens, c'est en partie dû à la pression des médias canadiens et internationaux qui ont fait du départ de plusieurs milliers de Vietnamiens une véritable crise mondiale.

Le sociologue Lawrence Lam s'intéresse plus spécifiquement à l'intégration des réfugiés vietnamiens au Québec. Dans *From Being Uprooted to Surviving : Resettlement of Vietnamese-Chinese "Boat People" in Montreal, 1980-1990*, il explique brièvement, en se basant sur les écrits de Adelman, que les médias ont joué un rôle crucial lors de la fuite de

ces Vietnamiens et de leur établissement, entre autres, au Québec, à Montréal²⁹. En effet, rappelle-t-il, en couvrant ces événements, les médias attirent l'attention du public canadien sur le sort de milliers de réfugiés. L'analyse qu'il fait de l'intervention des médias est cependant extrêmement limitée. Lam examine davantage le processus de relocalisation et d'intégration de ces immigrants. Il définit trois phases d'établissement par lesquelles, selon lui, sont passés les Vietnamiens. La première, l'exode, est la plus difficile pour les réfugiés puisqu'elle comprend souvent une fuite dans un rafioteur par la mer et un séjour dans un camp de réfugiés. La seconde phase, qui selon lui correspond aux trois premières années d'établissement, comporte un lot de difficultés liées, entre autres, à l'ajustement économique et à l'apprentissage d'une nouvelle langue. La troisième phase, celle de la relocalisation à long terme, fait ressortir certains problèmes d'intégration. Cependant, on constate que ces immigrants jouissent généralement d'une meilleure indépendance économique et sont donc plus satisfaits de leur nouvelle vie qu'au cours des premières phases.

Toutefois, ainsi que le fait remarquer Philip Marfleet, il faut plus de recherches dans ce domaine pour comprendre comment les différents acteurs d'une société répondent aux migrants dans les grandes crises internationales de réfugiés³⁰. C'est ce que nous souhaitons faire ici. En effet, bien qu'il soit important de situer l'arrivée des réfugiés indochinois et les

²⁹ Lawrence LAM. *From Being Uprooted to Surviving: Resettlement of Vietnamese-Chinese "Boat People" in Montreal, 1980-1990*. Toronto, York Lanes Press, 1996, p.4-5.

³⁰ Philip MARFLEET, «Refugees and History: Why We Must Address the Past», *Refugee Survey Quarterly*, Vol. 26, No 3, 2007, p.137.

enjeux qui y sont liés dans le contexte international que nous venons d'évoquer, nous nous intéressons davantage au débat qu'elle provoque dans la société canadienne et plus encore dans la société québécoise. Ce sont principalement les réactions de cette dernière, en tant que société-hôte, à l'arrivée soudaine et massive des Boat people des années 1970, que nous analyserons. Bien sur, les contraintes de temps et d'espace imposées par un mémoire de maîtrise nous obligent à ne retenir que certaines dimensions de ce débat public au détriment d'autres. Notre objet d'étude est donc plus spécifiquement le débat tel qu'il apparaît dans les journaux, c'est-à-dire tel qu'il peut être suivi par leurs lecteurs et tel qu'il leur est présenté. Notre terrain d'étude est donc l'espace public que représentent les journaux québécois et canadiens qui couvrent ce débat et qui y participent. Ce choix a aussi été dicté par l'abondance des articles que nous avons pu relever.

a. Le concept de réfugiés

Rapport-gratuit.com 
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

Le terme réfugié est couramment utilisé dans ce débat par les journalistes, les éditorialistes et tous les participants. Comme le précise Louis-Jacques Dorais : « Les Vietnamiens arrivés au Canada en 1975 et dans les années subséquentes étaient considérés comme des réfugiés. Les médias, l'opinion publique et les autorités gouvernementales en parlaient comme des "réfugiés vietnamiens", "réfugiés indochinois" ou "réfugiés de la mer (boat people)" ». ³¹ Ces trois appellations sont bien présentes dans les sources que nous

³¹Louis-Jacques DORAIS, «À propos de migration transnationales: l'exemple de Canadiens d'origine vietnamienne», *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 20, No 3, 2004, p.49.

utilisons et sont normalement présentées comme synonymes les unes des autres. Ce sont aussi des réfugiés au sens où l'entend l'ONU. C'est après la Seconde Guerre mondiale que prennent forme les normes internationales sur le statut de réfugié. Sa définition est établie par la Convention de Genève de 1951³². Selon cette dernière, un réfugié est une personne qui:

craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.³³

C'est ainsi que l'on distingue les réfugiés de ceux que l'on appelle aujourd'hui, par contraste, des migrants économiques³⁴. Les Boat people indochinois sont par conséquent clairement des réfugiés. En tant que tels, comment sont-ils perçus par les Québécois? Ainsi que le souligne le politicologue Sompong Suchakitkull, « [les réfugiés] ne peuvent guère se comparer à des immigrants que tous les pays souhaitent recueillir »³⁵ En effet, chaque pays

³² Frank CAESTECKER, «Les réfugiés et l'État en Europe occidentale pendant les XIXe et XXe siècles», *Le mouvement social*, Vol. 4, No 225, 2008, p.21.

³³ Haut commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies. Site internet. «Convention relative au statut des réfugiés». <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/StatusOfRefugees.aspx> [En français]. Mise à jour en 2015, Page consultée le 15 avril 2015.

³⁴ Onnig BEYLERIAN, «Déplacés et réfugiés: droit humanitaire et action internationale», *Études internationales*, Vo. 31, No 1, 2000, p.167.

³⁵ Sompong SUCHARITKUL, «Quelques questions juridiques à l'égard des "boat people" en tant que réfugiés politiques», *Annuaire français de droit international*, Vol.35, 1989, p.479.

est libre d'accueillir ou non des réfugiés et, s'il le fait, d'adopter son propre cadre pour baliser ses politiques d'accueil. Ce type de migrants n'est pas sélectionné selon les mêmes critères que les immigrants.

D'abord très restrictives, les politiques canadiennes à l'égard des réfugiés ont évolué de façon exceptionnelle depuis le début du 20e siècle. Étant d'abord créées spécifiquement pour certains groupes ethniques (on pense à la réglementation discriminatoire contre les Chinois au début du siècle³⁶) dans les années 1970, à l'ère des droits humains, ces politiques deviennent plus inclusives. Dans un État libéral, souligne Frank Caestecker, « Le fait d'accorder l'asile à l'individu privé ailleurs de ses droits est [non seulement un geste d'aide concret mais également] un acte symbolique [...]. »³⁷ Or les Boat people, fuyant un régime communiste, sont rapidement considérés comme réfugiés par les pays du bloc occidental qui présentent cette crise comme une preuve de leur « supériorité morale »³⁸. Ainsi que nous le montrerons dans notre étude, les observations faites par Philip Marfleet s'appliquent assez bien elles aussi au cas qui nous intéresse: « *Political authorities may champion certain migrants by presenting them as victims deserving of refuge and support, especially in*

³⁶ Denise HELLY, *Les Chinois à Montréal*, Québec, Institut de recherche sur la culture, 1987, 315p.

³⁷ Frank CAESTECKER, « Les réfugiés et l'État en Europe occidentale pendant les XIXe et XXe siècles », *Le mouvement social*, Vol. 4, No 225, 2008, p.9.

³⁸ Frank CAESTECKER, « Les réfugiés et l'État en Europe occidentale pendant les XIXe et XXe siècles », *Le mouvement social*, Vol. 4, No 225, 2008, p.22.

*receiving states embracing those displaced by rivals or enemy forces.»*³⁹. Selon James Hollifield, les réformes des lois d'immigration dans les années 1970 à 1980 témoignent d'un nouveau « consensus libéral » quant au respect des droits humanitaires qui incite à reconnaître davantage les droits politiques et sociaux des immigrants⁴⁰. Par contraste, comme le mentionnait Louis-Jacques Dorais dans son étude sur la vision des francophones de Québec des étrangers⁴¹, les réfugiés font souvent naître la méfiance des populations hôtes⁴².

b. L'espace public créé par les journaux et l'opinion publique

Quelques chercheurs se sont intéressés à la dimension médiatique de l'accueil des réfugiés. Ainsi, dans un article très théorique sur les réfugiés et l'espace public, les anthropologues Francine Saillant et Karoline Truchon affirment que le corps des réfugiés devient un objet médiatique de par la médiatisation de leur souffrance⁴³. Les médias, soulignent-elles, livrent la vie dramatique des réfugiés au public. Bien sûr, cette

³⁹ Philip MARFLEET, «Refugees and History: Why We Must Address the Past», *Refugee Survey Quarterly*, Vol. 26, No 3, 2007, p.142.

⁴⁰ James F. HOLLIFIELD, «Immigration et logiques d'États dans les relations internationales», *Études internationales*, Vol. 24, No 1, 1993, p.36.

⁴¹ Louis-Jacques DORAIS. « L'étranger aux yeux des francophone de Québec ». *Recherches sociographiques*, Vol. 31 No 1, 1990:11 à 23.

⁴² Vanessa VOISIN, « Réfugiés en Europe », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No 95, 2007, p.252.

⁴³ Francine SAILLANT et Karoline Truchon, « Être plus que corps. Figure des réfugiés dans l'espace public », *Lien social et Politiques*, No 59, 2008, p.64.

médiatisation l'informe de la situation terrible vécue par ces exilés et favorise aussi la promotion des droits de la personne. Mais le sensationnalisme de la presse gêne, selon elles, la véritable compréhension des événements. Nous pouvons nous demander dans quelle mesure ce phénomène de médiatisation se vérifie dans la couverture qui est faite de l'arrivée des réfugiés indochinois par la presse québécoise. Si c'est le cas, les réactions qu'il suscite laissent-elles place à des réflexions dont la presse rendrait compte également?

Plus récemment, l'historien Sean Mills a étudié une autre crise impliquant un groupe de réfugiés au Québec. Les événements auxquels il s'intéresse se produisent quelques années seulement avant ceux que nous étudions. En 1974, les politiques canadiennes concernant les réfugiés sont modifiées de façon abrupte et les quelques milliers d'Haïtiens qui fuient à la fois la misère et le régime Duvalier font face à la menace d'une déportation imminente. En étudiant le débat qui se fait dans les journaux, Mills met en valeur les interventions de la communauté haïtienne elle-même dans l'espace public créé par la presse. Ces interventions contribuent beaucoup à orienter l'opinion publique en faveur des réfugiés haïtiens⁴⁴. Incontournable, cet article nous incite à nous poser des questions quant aux interventions faites, et aux revendications portées par les Vietnamiens eux-mêmes. Sont-ils, comme les Haïtiens quelques années plus tôt, aussi actifs sur la place publique pour défendre leurs intérêts? Certains, ayant aussi une très bonne connaissance de la langue française, s'en serviront-ils pour attirer l'attention médiatique vers eux?

⁴⁴ Sean MILLS, «Quebec, Haiti, and the Deportation Crisis of 1974», *Histoire sociale/Social History*, Vol. 94, no3, Septembre 2013, p.28.

La notion d'opinion publique est aussi au cœur de notre étude. Définir cette notion est une tâche ardue puisque les chercheurs ne sont jamais arrivés à un véritable consensus. Parfois utilisée comme simple synonyme de sondage, l'opinion publique est aussi, dans certains cas, décrite comme étant l'opinion qui atteint les décideurs ou le gouvernement⁴⁵. Bien que Sean Mills n'en donne pas de définition précise, il semble que ce soit celle qu'il retient. La définition qu'en donne Irving Crespi, beaucoup plus approfondie que toutes celles que nous avons trouvées, correspond davantage à notre façon de la concevoir. Pour Crespi, l'opinion publique est «*An interactive, multidimensional, continuously changing phenomenon whose diverse aspect form causally interrelated patternings.*»⁴⁶. En effet, l'opinion publique devient un facteur multidimensionnel qui change constamment au gré de l'évolution des décisions gouvernementales et des événements internationaux. Assurément, l'opinion des Québécois face à l'arrivée des immigrants indochinois n'est pas la même pour tous les acteurs, dépendamment de leur sexe, leur origine ethnique, leur religion et leur éducation. Elle évolue au cours des mois où nous l'étudions. De ce fait, notre étude de l'opinion publique québécoise tiendra compte de cette multidimensionalité. Grâce aux articles d'opinion, comme les éditoriaux mais aussi parfois les lettres des lecteurs, les médias jouent un rôle déterminant dans la perception que l'on se forge des réfugiés et des

⁴⁵ David J. KENNAMER, *Public Opinion, the Press, and Public Policy*, London, Praeger, p.2 et James B. LEMERT, *Effective Public Opinion*, Westport, Greenwood Publishing Group, 1994, p.42-43.

⁴⁶ Irving CRESPI, *The Public Opinion Process: How the People Speak*, Mahwah, Lawrence Erlbaum Associates, 1997, p.ix.

enjeux liés à leur arrivée⁴⁷. En effet, «*The media are powerful institutions that harbor the capacity to shape public discourse.*»⁴⁸. Nous verrons aussi dans quelle mesure les articles d'opinion orientent le débat qui nous intéresse de par l'interaction entre les gouvernements, les journalistes et les lecteurs.

c. La presse et les nouvelles internationales

Des chercheurs canadiens de différentes disciplines ont noté les déficiences de la couverture médiatique qui est faite de la scène internationale au Canada et déconseillent l'utilisation des journaux comme source pour l'étudier⁴⁹. Pourtant, l'ampleur de la couverture médiatique de l'arrivée des Boat people vietnamiens paraît réfuter ces propos. Bien sûr, comme le mentionne le journaliste Jean-Pierre Rogel, la majorité des articles touchant l'actualité internationale est distribuée par des agences de presse très peu originales les unes par rapport aux autres⁵⁰. Le nombre de ceux que nous avons trouvés est

⁴⁷ Stephanie A. FRYBERG, Nicole M. STEPHENS, Rebecca COVARRUBIAS, Hazel Rose MARKUS, Erin D. CARTER, Giselle A. LAIDUC et Anna J. SALIDO, «How the Media Frames the Immigration Debate: The Critical Role of Location and Politics», *Analyses of Social Issues and Public Policy*, Vol. 12, No 1, 2012, p.108.

⁴⁸ Harald BAUDER, «Immigration Debate in Canada: How Newspapers Reported, 1996-2004», *International Migration & Integration*, Vol. 9, 2008, p.290.

⁴⁹ Voir Denis STAIRS, «The Press and Foreign Policy in Canada», *International Journal*, Vol. 31, No 2, 1976, p. 230 ; T.A. KEENLEYSIDE, B.E. BURTON et W.C. SODERLUND, «La presse et la politique étrangère canadienne», *Études Internationales*, Vol. 18, No 3, 1987, p.514 ainsi que Jacques PORTES, « Le monde vu du Canada (1970-1990) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 31, 1991, p.53.

⁵⁰ Jean-Pierre ROGEL, « La presse québécoise et l'information sur la politique internationale », *Études Internationales*, Vol. 5, No 4, 1974, p.704.

néanmoins un indicateur de l'intérêt que l'on porte à ce qui devient bientôt une crise humanitaire internationale. L'abondance des éditoriaux et des lettres de lecteurs qui se rapportent aussi à ces événements confirme cet intérêt et nous permet d'aborder les questions qui nous préoccupent.

Notre étude porte sur un aspect encore inexploré de l'arrivée des réfugiés indochinois au Canada. De fait, ces événements, et notamment l'ampleur de la couverture médiatique du débat dont ils ont fait l'objet, sont encore très peu connus. Plutôt que d'étudier comment ces réfugiés sont arrivés au pays et comment ils s'y sont intégrés, nous nous demandons comment l'arrivée de ces réfugiés a été perçue par la population canadienne et surtout québécoise. Nous analyserons le débat qu'elle suscite à travers un imposant ensemble d'articles de journaux. Nous n'étudierons pas tous les aspects de ces événements, mais nous nous concentrerons plutôt sur ce qu'en dit la presse. Dans le chapitre 1, nous présenterons nos sources de façon plus précise et nous expliquerons avec quelle méthodologie nous avons pu constitué notre corpus d'éditoriaux et de lettres de lecteurs sur lequel se base notre analyse. Dans le second chapitre, nous verrons quelle est la place des éditoriaux dans le débat. Nous verrons quelles sont les décisions gouvernementales qui ont fait le plus parler d'elles et nous verrons comment le débat évolue au fil des mois. Ensuite, dans le chapitre 3, nous analyserons les lettres des lecteurs, ce quelles disent du débat et compareront ces dernières aux éditoriaux. Nous décrirons aussi les principales thématiques de ce débat et les arguments mis de l'avant de manière à comprendre les aspects qui touchent davantage la population canadienne et québécoise. Les

préoccupations les plus souvent exprimées dans les articles retenus seront analysées plus en profondeur dans ce chapitre.

CHAPITRE 1

L'ARTICULATION DU DÉBAT

L'exode considérable des Indochinois crée une crise internationale et pousse les gouvernements du Canada et du Québec à agir. Lorsqu'on tente d'analyser le débat que provoque l'arrivée au Canada de ces milliers de réfugiés, les décisions prises par les gouvernements fédéral et provinciaux sont d'une importance capitale. Au Canada, c'est principalement au ministre de l'immigration Ronald Atkey et à la ministre des affaires étrangères Flora MacDonald de gérer la crise des réfugiés indochinois. Dans le chapitre qui suit, nous reviendrons sur les grandes lignes des politiques canadiennes sur les réfugiés puisqu'elles sont largement discutées. Nous préciserons quelles sont les questions de recherche qui guident notre analyse du débat. Enfin, nous présenterons nos sources, les journaux, sur lesquelles nous nous basons pour constituer un corpus documentaire en expliquant quelles méthodes d'analyse nous utiliserons dans les chapitres suivants.

Les politiques fédérales sur les réfugiés

Seul le gouvernement canadien peut déterminer qui a le droit d'entrer au pays. Il a pleins pouvoirs en ce qui concerne le nombre de réfugiés admis et leurs conditions d'admission. Au début du XXe siècle, les politiques canadiennes concernant les réfugiés n'étaient pas définies — un problème ou une situation provoquait la création d'un règlement spécifique — et peu inclusives. C'est surtout à partir des années 1970 que l'on établit des lignes directrices et que ces politiques deviennent plus inclusives. C'est un phénomène qu'il

faut certainement lier à la plus grande attention portée aux droits humains par le Canada et par la communauté internationale⁵¹. Un réfugié est alors admis en principe sans égard à la couleur de sa peau ou à ses croyances religieuses. Cela dit, l'État canadien détermine, à l'aide de critères d'admissibilité plus clairement établis —principalement, dans la seconde moitié du XXe siècle, la connaissance des langues officielles, la scolarité et les besoins du marché du travail—, de même qu'en fonction de préférences moins officielles ou affichées, si un réfugié peut être accepté au Canada⁵².

Les principales interventions des gouvernements fédéral et provincial au moment de la crise des réfugiés indochinois sont les programmes de parrainage qu'ils créent afin de faciliter leur entrée au pays. Le système du parrainage n'est pas nouveau. Déjà dans l'après-guerre, rappelle Gerald Dirks, plusieurs réfugiés sont ainsi parrainés au Canada⁵³. En ce qui concerne la relocalisation des réfugiés indochinois, un programme de parrainage est créé par le gouvernement fédéral en juillet 1979 qui a pour but, explique-t-on dans *La Presse*, de permettre une participation de la population à l'effort de relocalisation. Le Canada autorise les familles ou les groupes rassemblés ou non en une association reconnue à parrainer une famille de réfugiés. Ces gens s'engagent ainsi à être responsables de la

⁵¹ James F. HOLLIFIELD, «Immigration et logiques d'États dans les relations internationales», *Études internationales*, Vol. 24, No 1, 1993, p.36.

⁵² L'identité ou l'appartenance et l'orientation politique des immigrants a depuis le début du XXe siècle été une préoccupation du gouvernement canadien. Voir: Gerald E. DIRKS, *Canada's Refugee Policy: Indifference Or Opportunism?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1977, p.16. Elle prendra une importance énorme au XXIe siècle.

⁵³ Gerald E. DIRKS, *Canada's Refugee Policy: Indifference Or Opportunism?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1977, p. 150.

subsistance de cette famille durant sa première année au pays, ce qui, estime-t-on, représente en moyenne des coûts de 5 000 \$⁵⁴. Ottawa fixe d'abord, dès l'annonce de ce programme, le nombre de réfugiés parrainés à un maximum de 50 000 au total. À la fin du mois de juin 1979, le ministre canadien de l'Emploi et de l'Immigration, Ronald Atkey, précise que des arrangements sont prévus pour accueillir dans un premier temps 8000 réfugiés. De ce nombre, 1 000 arriveront grâce au programme de réunification des familles et 3 000 arriveront au pays grâce au programme de parrainage.

Quelques semaines plus tard, le 20 juillet, s'ouvre la conférence de Genève⁵⁵ à laquelle 26 pays participent et qui a pour but de trouver une solution, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies, au problème des réfugiés indochinois. Devant la gravité de la situation, les représentants des pays occidentaux s'engagent à augmenter leur contribution financière et à accepter davantage de réfugiés indochinois. Le Vietnam, quant à lui, promet qu'il tentera de limiter l'exode de sa population⁵⁶. Mais déjà à la veille de la conférence, le 19 juillet, le Canada prend les devants en créant une politique du « un pour un » pour les réfugiés parrainés: autrement dit, le gouvernement canadien acceptera d'accueillir un réfugié chaque fois qu'un autre réfugié est parrainé par un groupe familial ou

⁵⁴ Vincent PRINCE, « Le Canada et les réfugiés indochinois », *La Presse*, 5 juillet 1979, p.A4

⁵⁵ S.A., «While the refugees wait», *The Globe and Mail*, 19 juillet 1979, p.6.

⁵⁶ Perspective Monde, «20 juillet 1979: Ouverture d'une conférence internationale sur les réfugiés de la mer en Asie du Sud-Est», mise à jour en 2014, vu le 11 février 2015 [<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=771>].

une association, et ce, jusqu'à ce qu'on atteigne la limite de 50 000 admissions⁵⁷. À la fin de juillet 1979, en réponse à la conférence de Genève, le gouvernement fédéral triple le nombre d'admission de réfugiés, qui atteint alors 3 000 par mois, chiffre auquel s'ajoute ceux de son programme de parrainage.

À la fin du mois de juin 1979, devant l'ampleur que prend alors l'exode des Indochinois et la pression internationale qui s'accroît, Atkey insiste sur le fait que le pays doit répondre à cette crise de manière humaine et efficace⁵⁸. Le ministre ajoute qu'il y a déjà des arrangements prévus pour accueillir 8 000 réfugiés. De ce nombre, 1 000 arriveront grâce au programme de réunification des familles et 3 000 arriveront au pays grâce au programme de parrainage. Depuis la fin de la guerre du Vietnam, en avril 1975, on compte 12 500 réfugiés indochinois au Canada, ce qui en fait l'un des quatre pays qui accueillent le plus grand nombre de ces réfugiés.⁵⁹ En plus de ce nombre, Ottawa contribue aussi de façon significative au fonds international pour le rétablissement des réfugiés, auquel il verse 2,7 millions de dollars.⁶⁰

⁵⁷ S.A., «While the refugees wait», *The Globe and Mail*, 19 juillet 1979, p.6.

⁵⁸ Hon. Ron ATKEY, «Canadians can help refugees», *The Globe and Mail*, 30 juin 1979, p.7.

⁵⁹ Hon. Ron ATKEY, «Canadians can help refugees», *The Globe and Mail*, 30 juin 1979, p.7.

⁶⁰ Michel ROY, «Le Canada et la tragédie indochinoise», *Le Devoir*, 29 juin 1979, p.4.

Pour sa part, depuis les années 1960, le Québec s'efforce d'être plus présent sur la scène internationale.⁶¹ Soutenu par la France et grâce à son implication avec d'autres pays de la francophonie, il a déjà établi les bases d'une telle présence à la fin de cette décennie.⁶² Lorsqu'en juin 1979 Ottawa demande le point de vue des provinces à propos de l'accueil des réfugiés indochinois, sa réponse est très favorable, alors que les autres provinces canadiennes semblent moins empressées.⁶³ Aucune réponse certaine ne peut être donnée, mais nous croyons que le fait que les plus scolarisés des réfugiés indochinois aient une excellente connaissance de la langue française peut expliquer cet empressement⁶⁴. Ces réfugiés deviendraient ainsi des immigrants que le Québec souhaite accueillir. De fait, le programme de parrainage du gouvernement fédéral obtient un franc succès au Québec qui accepte plus du tiers des 50 000 réfugiés admis au Canada par ce programme⁶⁵.

⁶¹ Louis BALTHAZAR, Louis Bélanger et Gordon Mace, *Trente ans de politique extérieure du Québec 1960-1999*, Québec, Septentrion, 1993, p.13.

⁶² Louis BALTHAZAR, Louis Bélanger et Gordon Mace, *Trente ans de politique extérieure du Québec 1960-1999*, Québec, Septentrion, 1993, p. 15-16.

⁶³ Sampad ROY, «Are we afraid of the boat people», *The Montreal Star*, 14 juillet 1979, p.B.

⁶⁴ Notons les ressemblances avec ce qu'étudie l'historien Sean Mills dans: Sean MILLS, «Quebec, Haiti, and the Deportation Crisis of 1974», *Histoire sociale/Social History*, Vol. 94, no3, Septembre 2013, 31p. et les travaux de Laura Madokoro, sur les réfugiés chinois: Laura MADOKORO, « 'Slotting' Chinese Families and Refugees, 1947-1967 », *Canadian Historical Review*, Vol. 93, No 1, 2012, 32p.

⁶⁵ Pierre BOURGAULT, «Why don't we? Why don't we?», *The Gazette*, 21 juillet 1979, p.19.

L'accueil des réfugiés relève du pouvoir fédéral, mais les négociations entre Ottawa et les provinces — d'après ce qu'en rapportent les journaux— en disent beaucoup sur le climat dans lequel ils sont accueillis. Or, dès juillet 1979, la réponse rapide et l'ouverture du Québec à cet accueil sont soulignées par la presse francophone, où l'on félicite le gouvernement de René Lévesque de sa générosité à l'égard des réfugiés. Certains intervenants suggèrent que ce modèle de bonne entente entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec est précisément le résultat des pouvoirs accrus obtenus par ce dernier en matière d'immigration⁶⁶.

Les questions qui guident notre analyse

Nous étudions le débat que provoque l'accueil, au Québec, des réfugiés du sud-est de l'Asie essentiellement à partir des journaux, de façon à le suivre et à en saisir les enjeux tels qu'il sont présentés à la majorité de la population, dans un espace public où s'expriment, inégalement, les représentants de différents secteurs de la société.

Comme nous l'avons expliqué dans notre introduction, la définition de l'opinion publique que nous avons retenue insiste sur son caractère multidimensionnel et interactif. Les journalistes et surtout les éditorialistes ont le pouvoir de créer un débat grâce à leurs textes. De plus, le courrier des lecteurs que publient les journaux fait aussi partie de l'espace public et alimente le débat en permettant à différents acteurs d'y prendre part puisque :

⁶⁶ Michel ROY, « Le défi de l'immigration », *Le Devoir*, 31 août 1979, p.4.

«News media serve as sources of information about public opinion and even serve as surrogate for it»⁶⁷.

Qui, au Canada et surtout au Québec, participe au débat sur l'arrivée de ces réfugiés? Quels en sont les principaux acteurs? Intéresse-t-il des groupes de populations particuliers, des secteurs spécifiques de la société québécoise? Suscite-t-il le même intérêt chez la population anglophone et francophone? Après avoir identifié les acteurs, nous nous demandons quels sont, aux yeux de ces participants, les enjeux liés à l'arrivée des réfugiés indochinois. Leur vision des choses évolue-elle?

Nous étudierons les principales questions débattues en lien avec l'arrivée et l'accueil des réfugiés, les préoccupations exprimées par les différents acteurs de ce débat, la façon dont elles évoluent et les arguments qu'ils font valoir. La littérature scientifique et nos premières recherches nous apprennent que la question de l'aide humanitaire est intensément discutée. Nous pouvons alors nous demander à quel point le positionnement du Canada en tant que leader humanitaire est important pour les acteurs du débat. Le contexte international, nous l'avons dit, est aussi marqué par la Guerre froide et la peur du communisme. La fin de la guerre du Vietnam en avril 1975, gagnée par les communistes du Nord du pays, est directement liée à l'exode des Boat people. Le débat reflète-t-il ce contexte de guerre froide? En ce sens, la peur du communisme peut aussi teinter les représentations des acteurs. Comment se représentent-ils les réfugiés? Dans quelle mesure

⁶⁷ David J. KENNAMER, *Public Opinion, the Press, and Public Policy*, London, Praeger, 1994, p.2.

expriment-ils, par moments, de la peur, de la méfiance ou de l'appréhension face à ces nouveaux arrivants?

Le gouvernement fédéral a toute autorité pour décider qui peut entrer au pays. Le Québec, depuis les années 1970 peut se prononcer davantage sur le choix des nouveaux arrivants. Partant de ces faits, nous pouvons croire que les politiques des gouvernements canadiens et québécois, leurs interventions en réponse à la crise internationale provoquée par la fuite des réfugiés indochinois (leurs décisions d'en accueillir un certain nombre et les programmes qu'ils créent pour organiser leur accueil) orientent fortement le débat. Que publient les journaux des décisions prises par ces gouvernements concernant l'accueil des réfugiés et comment ces décisions sont-elles perçues? Dans quelle mesure sont-elles discutées? Dans quelle mesure les participants s'y réfèrent-ils pour fonder leurs opinions? À l'inverse, l'opinion publique semble-t-elle avoir un effet sur les décisions gouvernementales?

L'utilisation de journaux pour cerner le débat

L'ampleur de la couverture médiatique de l'arrivée des réfugiés indochinois au Canada et au Québec nous a incitée à nous concentrer presque exclusivement sur les journaux comme source primaire pour mener notre étude. Effectivement, des sources différentes, en particulier des documents gouvernementaux, pourraient apporter un autre éclairage à ce débat et révéler notamment les négociations auxquelles l'établissement de ces réfugiés a certainement donné lieu entre les gouvernements fédéral et québécois. Nous ne

pourrons en rendre compte. En revanche, nous serons attentive à ce que les journaux publient de ces négociations et à la façon dont elles sont perçues par différents acteurs.

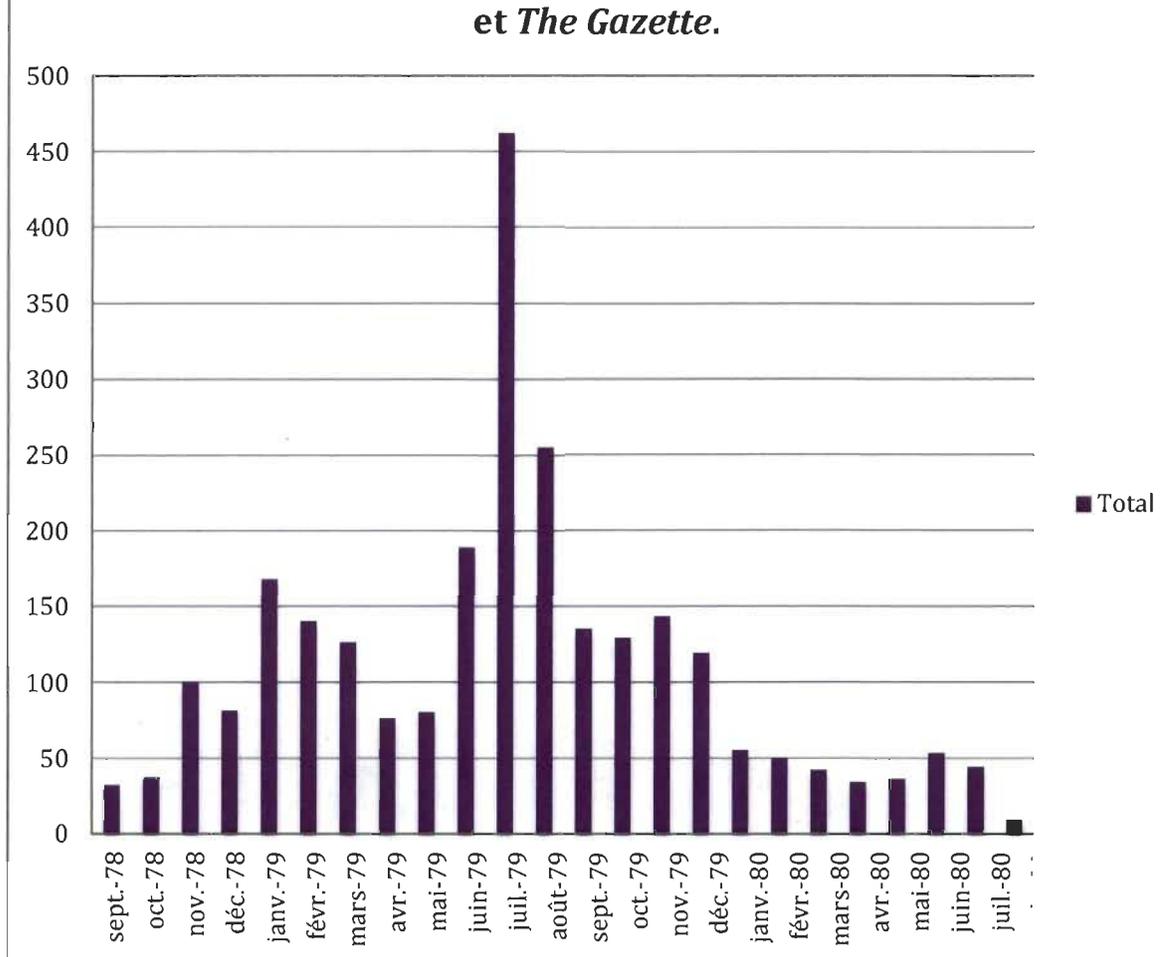
De façon générale, les ouvrages de référence et les articles scientifiques nous aideront à situer ce débat dans son contexte historique et à bien comprendre le sens des interventions gouvernementales. Mais nos principales sources sont les éditoriaux, une collaboration spéciale et les lettres des lecteurs parus dans les principaux journaux francophones et anglophones de Montréal, soit *La Presse*, le *Devoir*, le *Montreal Star* et la *Gazette*. Une étude similaire menée dans le *Globe and Mail* nous aidera à suivre ce débat à l'échelle canadienne et à suivre, au même niveau, ce qui est dit des rapports entre les gouvernements du Québec et du Canada.

Nos recherches préliminaires ont rapidement démontré l'ampleur de la couverture de presse qui a été faite de ces événements. Pour respecter les limites imposées à un travail de maîtrise, il nous a donc fallu faire des choix. D'une part, nous avons limité notre analyse dans le temps. Une publication du gouvernement du Québec qui établit le bilan de l'opération des réfugiés du sud-est de l'Asie présente l'année 1979 comme étant celle où cette immigration et la couverture qu'en font les médias prennent véritablement de l'ampleur⁶⁸. Paru en 1982, ce document prouve qu'à ce moment l'arrivée des réfugiés a déjà sensiblement diminué et que l'on juge possible d'en faire un bilan et de formuler des recommandations sur la manière de traiter une situation semblable, si elle se reproduisait.

⁶⁸ Province de Québec, *Bilan de l'opération des réfugiés du Sud-est asiatique*, Québec, Ministère des communautés culturelles et de l'Immigration, 1982, 106p.

Plus précisément, c'est à la suite du sommet du G7 de juin 1979 que l'arrivée des réfugiés indochinois prend l'allure d'un phénomène de masse. Le dépouillement que nous avons effectué dans les journaux mentionnés plus haut (voir le graphique 1) montre que le débat qui nous intéresse est particulièrement intense à partir de cette date et ce, jusqu'en décembre de la même année. De fait, c'est à ce moment que les enjeux internationaux de cette crise seront discutés entre les pays d'accueil. De même, les discussions entre les gouvernements fédéral et provinciaux s'intensifient et, dans les journaux, la participation à ce débat s'élargit: les lettres des lecteurs affluent. C'est alors sur cette période, qui va de juin à décembre 1979, que se concentre notre étude. En réalité, notre dépouillement a été plus large, il débute au mois de septembre 1978, au moment où le bateau Haï Hong fait les manchettes. Ce navire, avec à son bord des centaines de réfugiés cherchant asile, devient l'image emblématique du début de la fuite des Boat people. Ce phénomène attire de plus en plus l'attention internationale jusqu'en juin 1979. Notre dépouillement se termine en août 1980. À ce moment, les articles dans les journaux, beaucoup moins nombreux, n'abordent plus l'arrivée de ces réfugiés au pays, mais plutôt les questions relatives à leur intégration.

Graphique 1: Distribution totale des articles (agences de presse, journalistes locaux, éditoriaux et lettres des lecteurs) selon le mois de publication pour *The Globe and Mail*, *La Presse*, *le Devoir*, *le Montreal Star* et *The Gazette*.



Enfin, pour que notre étude conserve une ampleur raisonnable, nous avons également décidé de limiter le nombre d'articles sur lesquels porte notre analyse en ne retenant que des articles d'opinion, soit les éditoriaux et le courrier des lecteurs. Nous resterons toutefois attentive à certaines des publicités faites par des organismes d'entraide puisqu'elles sont discutées dans plusieurs articles. Ainsi, nous retenons 51 éditoriaux et 234

lettres des lecteurs qui rendent compte, selon nous, des principaux aspects de ce débat et nous donnent le pouls de la société québécoise sur cette question.

Bien entendu, notre analyse tient compte de la nature des journaux dépouillés. En effet, l'idéologie et les opinions véhiculées dans le *Globe and Mail*, un journal pancanadien anglophone associé principalement à l'élite ontarienne conservatrice, sont différentes de celles que l'on retrouve dans *Le Devoir*, journal québécois francophone et nationaliste. Ces deux quotidiens publient cependant plus d'articles de fond que ne le font les autres journaux que nous avons dépouillés, *La Presse*, *la Gazette* et le *Montreal Star*. *La Gazette* est un quotidien québécois de langue anglaise qui cible principalement les communautés anglophone et allophone montréalaises. C'est également ce public que vise le *Montreal Star*⁶⁹. Jusqu'à sa vente à des intérêts torontois, en 1973, le *Star* avait un lectorat plus important que celui de son concurrent. Cependant sa popularité diminue jusqu'à ce qu'une grève de plusieurs mois mette fin à cette publication. *La Presse*, pour sa part, est le plus important quotidien d'information francophone au Québec. C'est un quotidien fédéraliste, de tendance idéologique libérale.

L'utilisation que nous faisons des lettres des lecteurs reste prudente. À nos yeux, l'intérêt de ces lettres réside surtout dans ce qu'elles nous disent des valeurs, des représentations et des idées de leurs auteurs. Lorsque cela était possible, nous avons

⁶⁹ Time Magazine. Site Internet. «Press : A Star Is Shorn». <http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,916896,00.html> [en français]. Mise à jour en 2015. Page consulté le 12 décembre 2015.

cherché à vérifier, à l'aide d'autres articles de journaux, d'ouvrages de référence ou d'articles scientifiques la véracité des éléments d'information qu'elles contiennent. Ajoutons que la portée de cette analyse dépend en partie de ce que nous savons de ces derniers et de ce qui peut motiver leur prise de position. Dans cette perspective, leur identité professionnelle est une indication précieuse. Nous connaissons celle de 71 des 234 lecteurs dont les lettres sont publiées entre juin et décembre 1979. Ce sont des politiciens, des immigrants ou des gens œuvrant auprès d'immigrants, des professeurs, des chercheurs, des médecins, des avocats, des dirigeants syndicaux et des leaders religieux. Dès lors, il nous est possible de mettre en contexte, grâce à ces renseignements, le contenu de leurs lettres. Toutefois, les autres lettres de lecteurs, celles dont nous ne parvenons pas à associer les auteurs à un milieu, un groupe social ou un groupe d'intérêt spécifique, nous permettront néanmoins de dégager des tendances en ce qui a trait aux opinions ou aux arguments utilisés lors du débat. Enfin, nous remarquons que la majorité des intervenants sont des hommes. C'est le cas de tous les éditorialistes et de 162 des 234 lecteurs dont les lettres sont publiées. Seulement 39 de ces lettres ont été écrites par des femmes.

Le «moment discursif»

Lorsque l'on étudie à partir de la presse canadienne et québécoise l'effet de l'arrivée massive des réfugiés indochinois, la notion de moment discursif définie par la spécialiste en science du langage Sophie Moirand prend tout son sens. Un moment discursif se signale par:

la diversité des productions discursives qui surgissent, parfois brutalement, dans les médias, à propos d'un fait du monde réel qui devient par et dans les médias un «événement». [...] Mais un fait ou un événement ne constitue un moment discursif que s'il donne lieu à une abondante production médiatique et qu'il en reste également quelques traces à plus ou moins long terme [...]⁷⁰.

Cette notion est particulièrement pertinente dans le cas de l'arrivée des Boat people au Canada. Le moment discursif, dit Moirand, est caractérisé d'abord par un foisonnement d'articles qui paraissent dans une courte période de temps. Les quelque 285 articles parus au cours des sept mois sur lesquels porte notre analyse en sont un exemple frappant. Le moment discursif laisse également des traces à long terme: c'est de toute évidence le cas du débat sur les Boat people des années 1970, puisque cette expression sera reprise, des années plus tard, lors de départs massifs, par bateau, de réfugiés dans le monde.

Du dépouillement que nous avons effectué dans les journaux, nous avons également retenu des publicités et des caricatures. Notre graphique 1 ne les mentionne pas puisqu'elles forment, selon nous, des catégories à part, extrêmement pertinentes cependant pour notre analyse. Les caricatures sont en soi un commentaire politique⁷¹. Entre juin et décembre 1979, nous en avons trouvé dix qui reflètent le plus souvent les critiques des différents acteurs sociaux envers les élites politiques⁷². Nous avons également relevé 31 publicités qui

⁷⁰ Sophie MOIRAND, *Les discours de la presse quotidienne: Observer, analyser, comprendre*, Presses Universitaires de France, 2007, p.4.

⁷¹ Alex DROUIN, *Les éditorialistes du crayon: une analyse des représentations du genre dans la caricature politique*, M.A., Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 2012, p.iii.

⁷² Manon TREMBLAY et Nathalie BÉLANGER, « Femmes chefs de partis politiques et caricatures éditoriales: l'élection fédérale canadienne de 1993 », *Recherches féministes*, Vol. 10, No 1, 1997, p.37.

sont directement liées au débat que nous étudions, puisqu'elles sont diffusées par des organismes qui viennent en aide aux réfugiés indochinois.

L'analyse de contenu et de discours

Notre analyse des articles de journaux que nous avons retenus s'inspire de deux méthodes distinctes: l'analyse de contenu et l'analyse de discours. L'analyse de contenu, comme l'explique Aurélie Tavernier, a pour but de comprendre « pourquoi les acteurs et les institutions disent ce qu'ils disent, en fonction de déterminants sociaux, doxiques, etc ». ⁷³ C'est cette approche que nous adopterons dans la plus grande partie de notre analyse. Nous l'utiliserons pour mettre en évidence les préoccupations des participants au débat, dans un premier temps celles des éditorialistes. De même, nous identifierons les thématiques les plus discutées, nous verrons quelles opinions sont exprimées à leur égard et comment elles évoluent (si elles évoluent) au cours des sept mois où nous les étudions. L'analyse de contenu nous servira également à mettre en lumière qui, en dehors des éditorialistes, participe au débat et à vérifier dans la mesure du possible les liens qui existent entre l'appartenance sociale (l'identité ethnique ou religieuse) ou l'appartenance politique de ces participants, et les positions qu'ils adoptent. De cette façon, nous chercherons également à voir si des tendances d'opinion liées à l'appartenance peuvent être dégagées. Nous serons donc attentive non seulement à ce que disent les articles, mais aussi au contexte

⁷³ Aurélie TAVERNIER, « Introduction «discours social»: Perspectives réciproques en perspectives », Aurélie Tavernier, Jacques Noyer, Jean-Baptiste Lagavre et Bernard Delforce dir., *Figures sociales des discours. Le «discours social» en perspective*, Lille, Université Charles de Gaulle - Lille 3, 2010 p.18.

sociopolitique dans lequel ils sont écrits et publiés et à l'affiliation idéologique de leurs auteurs. Bien que l'analyse de contenu soit au cœur de notre étude, nous utiliserons également de façon ponctuelle l'analyse de discours. Nous serons ainsi attentive aux mots utilisés et aux expressions qui permettent de bien comprendre les écrits des éditorialistes et des lettres des lecteurs.

Étant donné le nombre phénoménal d'articles que nous avons trouvés dans les journaux, l'analyse du débat entourant l'arrivée massive des réfugiés indochinois au Canada est plus ardue que nous aurions pu le croire. Toutefois, en restreignant ce nombre par l'utilisation exclusive d'articles d'opinion, soit les éditoriaux et les lettres des lecteurs, nous pouvons cerner les acteurs et les principales orientations de ce débat.

CHAPITRE 2

LES ÉDITORIALISTES FACE À LA CRISE

Dès la chute de Saïgon en avril 1975, des milliers de Vietnamiens commencent à fuir le nouveau régime communiste. Le Canada, comme d'autres pays occidentaux, décide d'accueillir une partie de ces réfugiés. L'anthropologue Louis-Jacques Dorais distingue quatre vagues d'immigration vietnamienne⁷⁴. La première a lieu avant le mois d'avril 1975, durant la guerre du Vietnam. On comptait alors 1500 Vietnamiens au Canada, dont environ 75 % étaient établis au Québec. Tous étaient des étudiants, venus terminer leurs études universitaires dans une université francophone alors que la guerre sévissait toujours au Vietnam, ou d'anciens étudiants ayant décidé de s'établir ici de façon permanente après leurs études. Ces migrants qui avaient en poche des diplômes d'études avancées avaient principalement fait carrière dans les professions libérales, notamment en tant qu'ingénieurs ou médecins. La seconde vague de migrants, entre 1975 et 1978, amène au pays 7770 réfugiés. Issus de la bourgeoisie urbaine et parlant un peu le français, ces gens ont quitté leur pays rapidement après la prise de la ville de Saïgon par les communistes. De ce nombre, on estime que 65 % sont venus s'établir au Québec. La troisième vague, celle de 1979, est celle des Boat people. Ce groupe de réfugiés vietnamiens comprend des hommes et des femmes issus de tous les milieux sociaux qui ne parlent généralement ni le français ni l'anglais. Enfin la quatrième et dernière vague est beaucoup moins intense que les trois précédentes. Elle découle principalement de la réunification des familles. Notre étude, qui

⁷⁴ Louis-Jacques DORAIS. « Identités vietnamiennes au Québec ». *Recherches sociographiques*, Vol. 45, No 1, 2004:59-76.

s'articule autour de l'arrivée de ces migrants, couvrira plus spécifiquement le débat qui concerne les réfugiés arrivés en 1979.

La couverture de presse de ces événements est impressionnante. Les éditorialistes et le collaborateur Pierre Bourgeault, en particulier, écrivent énormément sur le sujet et tiennent un rôle de premier plan dans le débat. L'éditorial témoigne de l'importance accordée à un événement. Il peut signaler la position qu'adopte un journal, ce qui est surtout le cas des editoriaux non signés que l'on trouve plus souvent dans la presse anglophone; autrement il présente avant tout l'analyse et le point de vue de l'éditorialiste —ce qui est le cas des editoriaux signés que l'on trouve dans la presse francophone—, mais cette position dans le journal lui confère un rôle de leader d'opinion. De fait, les editoriaux contribuent à orienter le débat en attirant l'attention des lecteurs sur certains aspects de la question discutée. En expliquant l'actualité et en présentant divers point de vue, ces textes permettent aussi en principe le développement d'une réflexion plus profonde, autant sur les problèmes internationaux liés aux réfugiés indochinois, qu'en ce qui concerne les décisions prises par les différents paliers de gouvernement ou la façon dont on perçoit les agissements de la population elle-même.

Les caricatures qui accompagnent les pages éditoriales sont elles aussi un commentaire politique et nous relierons celles qui traitent des Boat people aux événements discutés dans les editoriaux⁷⁵. Les dix caricatures que nous avons relevées entre juin et décembre 1979 reflètent principalement les critiques que différents acteurs sociaux

⁷⁵ Les caricatures trouvées se trouvent dans l'annexe 1, p.96 à 105

impliqués dans le débat font aux élites politiques⁷⁶. De plus, on y critique à plusieurs reprises la population canadienne qui ne se soucierait pas assez du sort dramatique de ces réfugiés. Nous étudierons aussi les publicités qui concernent l'accueil des réfugiés indochinois. Quelques-unes de ces 31 publicités sont discutées dans les éditoriaux et il est primordial de les comprendre pour bien suivre le débat.

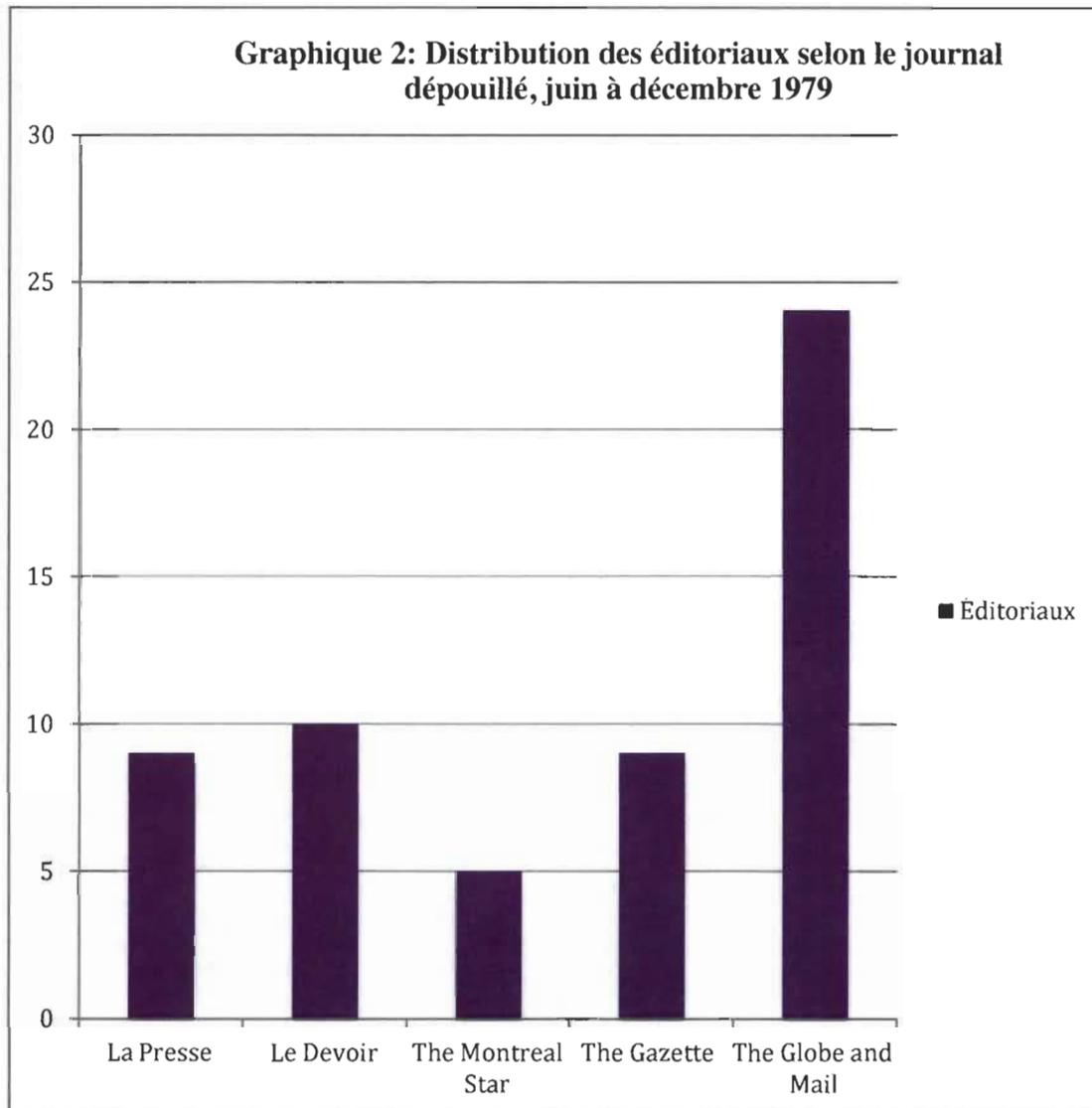
Dans les pages qui suivent, nous analyserons le débat, au fil des mois, tel qu'il paraît à travers les éditoriaux, la collaboration de Pierre Bourgeault, les caricatures et les publicités en lien avec le contexte dans lequel ils sont rédigés. Nous verrons quels aspects de la crise sont le plus discutés, quelles décisions gouvernementales retiennent l'attention des éditorialistes et quelles questions donnent lieu à une polémique. Nous verrons quelles opinions sont exprimées dans les différents journaux en accordant une attention particulière à la manière dont elles sont présentées et à l'évolution de l'argumentation. De même, nous serons attentive à la façon dont la vision des choses présentée par les éditorialistes peut évoluer au fil du temps et aux événements qui l'influencent.

Les journaux sur lesquels porte notre analyse ont un lectorat divers. Le *Globe and Mail* est une publication distribuée assez largement à travers le Canada. Ses éditoriaux traitent de l'ensemble du pays. *La Presse*, premier quotidien francophone canadien, a un lectorat assez large dans tout le Québec et rejoint aussi des francophones à l'extérieur de la province, en Ontario. *Le Devoir* a lui aussi un lectorat québécois, francophone bien sûr,

⁷⁶ Manon TREMBLAY et Nathalie BÉLANGER, « Femmes chefs de partis politiques et caricatures éditoriales: l'élection fédérale canadienne de 1993 », *Recherches féministes*, Vol. 10, No 1, 1997, p.37.

mais s'adresse particulièrement à un public qui recherche avant tout des articles de fond où l'analyse est plus poussée. Enfin, le *Montreal Star* et la *Gazette* rejoignent un public plus limité, c'est-à-dire principalement celui des Québécois anglophones.

Le graphique 2 montre la répartition des éditoriaux que nous avons relevés dans les journaux étudiés et qui commentent soit la crise internationale provoquée par l'exode massif des réfugiés indochinois, soit leur accueil au Canada et au Québec. Notre corpus documentaire compte cinquante et un éditoriaux. Ensemble, les deux principaux quotidiens montréalais de langue française en publient 19; les deux quotidiens anglo-montréalais (dont l'un, le *Montreal Star*, cesse de publier en septembre 1979) en font paraître 14. Le *Globe and Mail* en publie 24 à lui seul.



Le débat au fil des mois

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le gouvernement canadien réagit fortement à la crise des Boat people en acceptant, entre avril et juillet 1979, environ 15 000 de ces réfugiés au pays. Malgré cet effort et celui de plusieurs autres pays occidentaux, les

réfugiés affluent toujours en aussi grand nombre. Des camps sont organisés dans les pays voisins mais l'afflux se poursuit et crée une pression grandissante sur ces pays.

En juin 1979, on estime à près d'un million le nombre de réfugiés indochinois depuis le début de l'exode. Certains pays comme la Malaisie sont réticents à l'idée d'accueillir ces réfugiés. Aux prises déjà avec des problèmes importants de pauvreté, le gouvernement malaisien refuse d'en accepter davantage sur son territoire. Le 16 juin, le vice-premier ministre de ce pays annonce que l'armée a le feu vert pour tirer à vue sur les bateaux des Boat people si ces derniers s'approchent trop près de son rivage⁷⁷. Un sommet du G7 a lieu à Tokyo les 28 et 29 juin dans le but de discuter de ce problème. Les États qui y participent s'engagent à accepter davantage de réfugiés venant des camps de façon à diminuer la pression sur les pays du premier accueil.

La majorité des éditoriaux qui paraissent dans les journaux que nous étudions en juin 1979 cherchent à conscientiser les lecteurs. Les éditorialistes expliquent en quoi la situation indochinoise est dramatique. Ils utilisent des termes forts, notamment pour critiquer le Vietnam. Le *Globe and Mail* associe étroitement ce pays à l'URSS. Cette association crée un lien entre le gouvernement vietnamien qui fait fuir sa population et le communisme. En somme, on diabolise encore davantage ce gouvernement en l'associant à une peur — celle du communisme— présente depuis plusieurs années. Rapportant une déclaration récente du gouvernement vietnamien à l'effet que les réfugiés pouvaient s'ils le

⁷⁷ AFP et Reuter, « La Malaisie renverra en mer 76 000 réfugiés vietnamiens », *Le Devoir*, 16 juin 1979, p.1.

voulaient revenir au pays⁷⁸ le *Globe and Mail* dénonce l'arrogance de ce gouvernement et insiste sur le fait qu'il terrorise sa population. Le portrait qu'il dresse des agissements du gouvernement communiste vietnamien est extrêmement négatif.

Au Québec, *Le Devoir* intervient lui aussi sur les questions internationales. Bien que cela ne soit pas une habitude du journal d'axer ses interventions sur cet aspect de la crise, le sommet de Tokyo qui a lieu à la fin de ce mois retient l'attention de Michel Roy. Selon ce dernier, ce sommet annonce un progrès dans le règlement futur de la situation critique des réfugiés⁷⁹. En effet, suite à ce sommet le Canada pour sa part en accueille environ 60 000⁸⁰.

La plupart des éditoriaux publiés en juin se concentrent cependant sur les politiques canadiennes et sur l'attitude des Canadiens. Avec tout ce que l'on voit de la crise, disent les éditorialistes du *Devoir*, le Canada ne peut plus plaider l'ignorance⁸¹. Tout comme *Le Devoir*, le *Globe and Mail* publie trois éditoriaux qui sont des appels à l'aide humanitaire, en précisant toutefois que celle-ci ne règlera pas complètement la crise. Cela ne l'empêche pas d'affirmer que le pays doit aider et ouvrir ses portes largement aux réfugiés⁸². En fait, le *Globe* demande même à ce que le gouvernement canadien crée une structure permettant à la

⁷⁸ S.A., «Refugees», *The Globe and Mail*, 6 juin 1979, p.6

⁷⁹ Michel ROY, « Le Canada et la tragédie indochinoise », *Le Devoir*, 29 juin 1979, p.4

⁸⁰ Citoyenneté et Immigration Canada. Site Internet. « Les artisans de notre patrimoine: La citoyenneté et l'immigration au Canada de 1900 à 1977 ».

⁸¹ Jean-Claude LECLERC, « Comment aider les réfugiés », *Le Devoir*, 19 juin, p.4

⁸² S.A., «From Vietnam in terror», *The Globe and Mail*, 21 juin 1979, p.6.

population de venir en aide aux réfugiés⁸³. Enfin, alors que *Le Devoir* et le *Globe and Mail* appellent à un accroissement de l'aide canadienne consentie pour les camps et la relocalisation des réfugiés à l'étranger, le *Montreal Star* semble se concentrer davantage sur l'accueil des réfugiés dans ce pays et souligne même qu'à cette date, il a déjà fait mieux que plusieurs autres pays.

C'est au mois de juillet que le débat s'intensifie et que le nombre d'éditoriaux publiés à propos des Boat people atteint des sommets. L'effort du Canada ne paraît alors plus suffisant. Les éditorialistes de tous les journaux demandent à ce que le processus d'accueil soit accéléré et l'on critique vivement le « gouvernement raciste d'Hanoï »⁸⁴ et ses agissements⁸⁵. La conférence de Genève du 20 juillet 1979, spécialement organisée pour trouver des solutions à cet exode massif, est une réussite par le fait que les pays présents, dont le Canada, s'engagent à augmenter le nombre de réfugiés qu'ils acceptent. L'aide des pays occidentaux est également donnée aux pays voisins du Vietnam qui reçoivent de loin le plus grand nombre de réfugiés. C'est aussi à ce moment que le gouvernement fédéral annonce la création d'un programme de parrainage. Est-ce une réponse à la suggestion faite par les éditorialistes du *Globe and Mail*? On peut penser que ce journal et la presse en général contribuent à influencer les décisions gouvernementales. Mais comme il semble que cette demande n'a été mentionnée qu'une seule fois dans les journaux, et quelques jours

⁸³ S.A., «It's up to us», *The Globe and Mail*, 28 juin 1979, p.6.

⁸⁴ S.A., «The New Racism», *The Montreal Star*, 28 juillet 1979, p.B6.

⁸⁵ Voir la caricature de *La Presse* du 26 juillet 1979, p.A4.

seulement avant l'annonce gouvernementale, celle-ci nous paraît refléter davantage des idées de plus en plus discutées pour aider à régler la crise.

Dans le *Globe and Mail*, les six éditoriaux qui paraissent en juillet mettent davantage en évidence les décisions du gouvernement canadien concernant l'accueil des réfugiés qu'ils ne le faisaient au mois de juin. L'une des préoccupations qu'ils expriment concerne la capacité qu'a le Canada d'aider autant de réfugiés. En effet, ceux-ci vont forcément chercher, en arrivant, des emplois qui manquent déjà pour les Canadiens⁸⁶. Dans un contexte de crise monétaire et de chômage important, la question de l'emploi crée un sentiment d'insécurité pour certains. C'est aussi ce que montre la caricature du *Montreal Star* du 18 juillet 1979⁸⁷. De même, l'éditorialiste du *Devoir* aussi s'inquiète d'un ressac, d'une réaction négative possible de la part de la population, mais attribue ce sentiment de peur non à celle du Québec, mais à celle de Toronto et de l'Ouest canadien⁸⁸. Il s'appuie pour cela sur des commentaires parus dans les journaux ou faits aux radios de ces régions. «Beaucoup de ces réflexions, affirme-t-il, trahissent moins l'hostilité qu'un profond sentiment d'insécurité devant l'inconnu dont la présence parmi nous risque de changer les habitudes »⁸⁹.

⁸⁶ S.A., «Worried about a backlash», *The Globe and Mail*, 10 juillet 1979, p.6.

⁸⁷ *The Montreal Star*, Caricature, 18 juillet 1979, p.A6 (voir annexe 1, p.97).

⁸⁸ Michel ROY, « Politique nouvelle sur les réfugiés », *Le Devoir*, 19 juillet 1979, p.4 et Michel Roy, « Le Canada et les réfugiés d'Asie », *Le Devoir*, 30 juillet p.4.

⁸⁹ Michel Roy, « Le Canada et les réfugiés d'Asie », *Le Devoir*, 30 juillet p.4.

Pour la *Gazette*, dans l'immédiat, il faut prioriser la compassion et le traitement rapide des demandes d'admission, mais à long terme, des études sont nécessaires sur l'arrivée de ces réfugiés au pays⁹⁰. On peut penser notamment à une structure d'intégration adéquate pour un nombre aussi élevé d'immigrants. Le pays ne doit pas échouer à l'accueil. De plus, on aborde la question du parrainage de façon très positive. La *Gazette* croit que la population canadienne est mise à l'épreuve par le programme de parrainage du gouvernement et que les gens doivent participer et se montrer généreux⁹¹. Dans *La Presse*, l'éditorialiste Jean-Guy Dubuc se montre aussi de cet avis et axe ses propos sur les décisions canadiennes et leurs effets sur la population d'ici. Il avance que la politique de parrainage adopté par le gouvernement fédéral permet aux Canadiens de décider du degré de générosité de leur gouvernement et d'ainsi développer l'esprit d'accueil de la population. C'est une véritable mise à l'épreuve de notre conscience sociale et le Canada montre ainsi un souci humanitaire exceptionnel⁹².

Tout au contraire de la *Gazette* et de *La Presse*, le *Montreal Star* critique le gouvernement canadien. Il blâme, en effet, les ministres canadiens Ronald Atkey (à l'immigration) et Flora MacDonald (aux affaires internationales) qui, dit-on, par leur politique de parrainage laissent « le fardeau de l'accueil des réfugiés au peuple canadien »⁹³.

⁹⁰ S.A., «Impetuosity saves lives», *The Gazette*, 4 juillet 1979, p.8.

⁹¹ Pierre BOURGAULT, «Why don't we? Why don't we?», *The Gazette*, 21 juillet 1979, p.19.

⁹² Jean-Guy DUBUC, « Le défi canadien face aux réfugiés », *La Presse*, 20 juillet 1979, p.A4.

⁹³ S.A., «Response to crisis», *The Montreal Star*, 19 juillet 1979, p.A6.

Et comme les réfugiés ne sont jamais accueillis sans discrimination, ni à ce moment, ni jusque-là⁹⁴, on insiste même pour que le Canada accepte une proportion des réfugiés parmi ceux qui sont faibles, malades ou vieux⁹⁵.

Des cinq journaux étudiés, seule *The Gazette* s'intéresse à l'implication des municipalités dans l'effort de relocalisation des réfugiés. En effet, insiste-t-elle, la question des réfugiés est davantage locale que fédérale ou provinciale⁹⁶. Ainsi, trois des neuf éditoriaux parus dans ce quotidien au cours du mois de juillet 1979 dénoncent le manque d'implication de la ville de Montréal dans l'effort de parrainage⁹⁷. Elle fait mauvaise figure, dit-on, face à celles d'Ottawa, de Winnipeg, de Victoria, voire même de Peterborough qui ont, quant à elles, pris la décision de parrainer un groupe de réfugiés⁹⁸.

Notons un dernier fait important en ce qui concerne la *Gazette*. Faisant exception à la règle de ne pas publier le nom des éditorialistes, elle fait paraître le 21 juillet un texte signé par Pierre Bourgault. Alors professeur de communication à l'Université du Québec à

⁹⁴ Voir Gerald E. DIRKS, *Canada's Refugee Policy: Indifference Or Opportunism?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1977, 316p. et Valerie KNOWLES, *Strangers at Our Gates: Canadian Immigration Policy, 1540-2007*, Toronto Dundurn, 3e édition, 2007. 312p.

⁹⁵ S.A., «Speed Needed», *The Montreal Star*, 9 juillet 1979, p.A6.

⁹⁶ S.A., «City must act on refugees», *The Gazette*, 16 juillet 1979, p.8.

⁹⁷ S.A., «City must act on refugees», *The Gazette*, 16 juillet 1979, p.8, S.A., «Impetuosity Saves Lives», *The Gazette*, 4 juillet 1979, p.8 et S.A., «The Doors Open Wider», *The Gazette*, 19 juillet 1979, p.8.

⁹⁸ S.A., «City must act on refugees», *The Gazette*, 16 juillet 1979, p.8.

Montréal, Bourgault est un indépendantiste de gauche convaincu: dans les années 1960, il a été président du premier parti indépendantiste québécois, le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). Sa collaboration à *The Gazette* devient alors un fait plutôt étrange vu les tendances particulièrement anti-indépendantistes et conservatrices de ce journal. Il est vrai qu'au cours de cette décennie il collabore avec plusieurs autres quotidiens ou périodiques montréalais. Connu pour ses commentaires mordants et ses participations énergiques dans plusieurs débats, il ne sympathise pas également, dit-il, avec tous les réfugiés du Vietnam. En effet, ceux qui quittent leur pays parce qu'ils ont collaboré avec la France ou les États-Unis « *are nothing but traitors to their country* »⁹⁹. Selon Bourgault, en effet, il faut distinguer deux types de réfugiés, les coupables de trahison et les innocents. Cela dit, concède-t-il, les gouvernements du Canada et du Québec ont agi comme ils le devaient en acceptant des Boat people : c'est une question de conscience. Les arguments de Bourgault dirigent le débat vers une analyse plus critique de la situation de ces réfugiés, ce qui vient contrer le ton plutôt favorable des autres éditoriaux. Il est le seul à adopter ce ton dans les éditoriaux.

En août, peu d'éditoriaux sont publiés sur les réfugiés indochinois. Cependant, les interventions de la *National Citizens' Coalition* fait couler de l'encre¹⁰⁰. Basé à Toronto, ce groupe de pression ultra conservateur prône une réduction de l'intervention du

⁹⁹ Pierre BOURGAULT, «Why don't we? Why don't we?», *The Gazette*, 21 juillet 1979, p.19.

¹⁰⁰ Voir les publicités dans l'5 2, p.104 à 107.

gouvernement dans tous les secteurs de la société¹⁰¹. Cette coalition fait paraître à trois reprises différentes publicités pleine page dans le *Globe and Mail*¹⁰². Étant donné les coûts importants qu'engendre l'achat de publicités pleine pages, nous pouvons en conclure qu'elle dispose de moyens financiers importants. Cependant, lors de la publication de la première, le 24 août 1979, la coalition demande au public qui a aimé la publicité de faire un don pour permettre d'autres publications de ce genre¹⁰³. Ces publicités font réagir énormément et deviennent le sujet de deux éditoriaux et de neuf lettres de lecteurs, qui dénoncent leur propos. Dans ces publicités, la *National Citizens' Coalition* reconnaît clairement que la situation des Boat people est dramatique. Elle souligne cependant que les décisions prises par le gouvernement du Canada doivent aller dans le sens du meilleur intérêt des Canadiens. Le Canada, rappelle-t-on, entre autres grâce à son programme de parrainage, souhaite accueillir 50 000 réfugiés. Une fois arrivés ici, insiste la publicité, ces gens parraineront à leur tour en moyenne quinze personnes, ce qui fera passer ce chiffre de 50 000 à 750 000 réfugiés — de quoi soulever l'inquiétude des lecteurs du *Globe and Mail* que ces propos inquièteraient. L'intégration de ces personnes est aussi une de leurs préoccupations. Le taux de chômage au Canada a atteint un niveau important. Il est faux de croire que ces réfugiés iront s'établir en région, dit-on. Ils iront en ville et prendront des emplois que les chômeurs canadiens auraient pu vouloir. Le Canada ne peut, de toute façon,

¹⁰¹ Fred GUDMUNDSON, «Canada's Right Wing Zealots - The National Citizens' Coalition», *Canadian Dimension*, Vol. 20, No 2, Avril 1986: 3-5.

¹⁰² Ces trois publicités ont été publiés par le *Globe and Mail* le 24 août 1979 (p.3), le 12 septembre 1979 (p.B03) et le 6 décembre 1979 (p.B03).

¹⁰³ National Citizens' Coalition, «Canada's Great Humanitarian Gesture - The Boat People of Vietnam», *The Globe and Mail*, 24 août 1979, p.3.

résoudre le problème des réfugiés à lui seul. Il faut se baser sur notre capacité à intégrer, savoir dans quoi nous nous engageons et penser à toutes les implications possibles avant d'accepter une telle immigration, dit-elle:

*The National Citizens' Coalition understands the compelling reasons for this action and admires this great display of humanitarianism. But it wonders if the government knows enough about the situation to act in the best interests of the nation. It wonders why the government has not given us more details. And it believes that this is the time for objectivity and careful planning. If this is not done, the hidden problems could create a backlash that will be extremely hard on the unfortunate refugees and, in the long run, create great difficulties for all Canadians.*¹⁰⁴

Deux éditoriaux du *Globe and Mail* réagissent, dès le lendemain, à ces publicités. On met en garde la population canadienne de ne pas laisser la coalition détruire le travail humanitaire déjà bien entamé par le Canada¹⁰⁵. Les propos qu'elle avance sont mensongers et l'affirmation selon laquelle accepter 50 000 réfugiés signifie dans les fait s'engager à en accepter 750 000 est fausse. Ces publicités ne sont que des moyens de faire peur à la population canadienne. Aucun des autres journaux que nous avons dépouillés ne commente ces publicités.

Les préoccupations des éditorialistes du *Devoir* sont tout autres. Pour sa part, Jean-Claude Leclerc met en lumière la situation critique du Cambodge où il y a une pénurie

¹⁰⁴ National Citizens' Coalition, «Canada's Great Humanitarian Gesture - The Boat People of Vietnam», *The Globe and Mail*, 24 août 1979, p.3.

¹⁰⁵ S.A., «Refugees and citizens», *The Globe and Mail*, 29 août 1979, p.6.

alimentaire¹⁰⁶. Ce pays, alors sous le joug des Khmers rouges, voit sa population décimée par un génocide. Pendant ce temps, le Cambodge est aussi en guerre frontalière avec le Vietnam à l'est. Peu à peu, à partir du mois de septembre, les autres journaux canadiens que nous suivons s'intéressent eux aussi à cette situation des plus préoccupante.

Deux semaines plus tard, à la toute fin du mois de juillet, l'éditorialiste Michel Roy discute des relations entre le Canada et le Québec durant cette période critique. Se référant à la discrimination qu'ont subie les Antillais au Canada et les Haïtiens à Montréal, il précise que l'intégration des Vietnamiens pourrait être difficile étant données leurs caractéristiques physiques visibles. Cependant, insiste-t-il, le Québec n'est pas plus raciste que les autres provinces canadiennes. En effet, la relocalisation des Indochinois au Canada s'est faite en plein accord avec le Québec. Roy s'étonne même que ces deux gouvernements aient réussi, malgré leurs divergences, à avoir une coexistence pacifique et fructueuse. L'éditorialiste du *Devoir* croit que les pouvoirs du Québec en matière d'immigration, qui constituent selon lui un bon exemple de souveraineté dans un cadre fédéral, sont la raison de ce succès, de cette entente¹⁰⁷.

En septembre, on s'intéresse de moins en moins à la situation des Boat people. Plusieurs sont déjà relocalisés et progressivement le débat s'essouffle. La *Gazette* se préoccupe davantage de la question internationale des réfugiés. Les camps de réfugiés, dont ceux de Hong Kong, sont extrêmement pleins et le Canada doit accepter plus de réfugiés

¹⁰⁶ Jean-Claude LECLERC, « La famine au Cambodge », *Le Devoir*, 13 août 1979, p.4.

¹⁰⁷ Michel ROY, « Le défi de l'immigration », *Le Devoir*, 31 août 1979, p.4.

venant de ceux-ci. Au rythme où ces réfugiés sont relocalisés, affirme ce journal, il faudrait environ sept ans pour compléter le processus et tous les relocaliser. La *Gazette* avance même qu'aider Hong Kong et ses camps doit être une priorité puisqu'ils respectent davantage des réfugiés que d'autres pays où se trouvent des camps, comme la Malaisie qui tire à vue sur les Boat people¹⁰⁸.

En octobre, trois des quatre journaux étudiés, soit la *Gazette*, le *Globe and Mail* et le *Devoir* discutent de la situation qui se détériore au Cambodge¹⁰⁹. Les éditorialistes avancent que le Canada doit établir de l'aide¹¹⁰ pour le Cambodge et on ne parle plus vraiment de la relocalisation des Boat people.

De même, en novembre, on fait parfois allusion aux réfugiés mais les éditoriaux en parlent peu. C'est le 4 novembre 1979 que débute la crise des otages en Iran, où des diplomates et civils américains sont détenus à l'ambassade des États-Unis à Téhéran. Cette crise occupe davantage l'actualité et la crise des réfugiés indochinois s'estompe, au moins dans l'espace public.

¹⁰⁸ S.A., «'Canada must give more aid'», *The Gazette*, 25 septembre 1979, p.3.

¹⁰⁹ La famine et le refus du Cambodge d'accepter l'aide humanitaire y rendent de plus en plus précaire la situation de sa population. Voir: S.A., «Cruel dilemma in Cambodia», *The Gazette*, 31 octobre 1979, p.6, S.A., «Warriors», *The Globe and Mail*, 9 octobre 1979, p.6 et Jean-Claude LECLERC, «Enfin des secours», *Le Devoir*, 6 novembre 1979, p.4.

¹¹⁰ Jean-Claude LECLERC, « Un crime contre l'humanité », *Le Devoir*, 6 octobre 1979, p.4.

De fait, en décembre, on sent que le débat tire à sa fin. La *Gazette* déplore le fait que l'on entend de moins en moins parler des réfugiés et de la situation indochinoise¹¹¹ malgré le nombre encore important de réfugiés à relocaliser. Dans le *Globe and Mail*, les deux éditoriaux qui paraissent font le bilan des décisions gouvernementales en ce qui concerne l'accueil des Boat people au Canada. On précise que le programme de parrainage, au contraire de ce qu'ont pu en dire certains (on se rappellera que le *Montreal Star*, notamment, formulait cette critique), n'est pas un fardeau que le gouvernement laisse aux Canadiens, mais est bel et bien un programme qui fonctionne, puisque les volontaires servent mieux les réfugiés que la structure gouvernementale elle-même¹¹². On peut supposer, comme le fait le *Globe and Mail*, que le parrainage favorise l'intégration des réfugiés puisqu'un lien est formé dès le début entre une famille de réfugiés et un groupe du pays d'accueil.

Un débat modulé par les événements internationaux

Comme nous l'avons souligné déjà, la presse canadienne couvre inégalement la scène internationale malgré la nuance qu'apporte notre étude à ce sujet avec les éditorialistes qui attirent l'attention des lecteurs sur ces problématiques. Bien que le graphique 2 témoigne de l'intérêt des éditorialistes québécois envers la question des réfugiés, c'est le *Globe and Mail* qui suit davantage les questions touchant l'actualité

¹¹¹ S.A., « Cambodia is still starving », *The Gazette*, 5 décembre 1979, p.6.

¹¹² S.A., «The plight of the refugees, the volunteers' support», *The Globe and Mail*, 7 décembre 1979, p.6.

internationale. C'est à ce niveau que se joue, dans un premier temps, la crise des réfugiés indochinois, et un journal de la stature du *Globe and Mail* se doit de la commenter pour cette raison. De plus, bien sûr, elle interpelle le gouvernement canadien et les politiques fédérales d'immigration. Dans *Le Devoir* et *La Presse*, on ne commente pas de façon systématique l'actualité internationale mais on s'y réfère, par moments, ce qui est également le cas de la *Gazette*.

Tous les journaux étudiés traitent du sort des réfugiés et de leur situation dramatique. D'ailleurs, les éditoriaux du *Montreal Star*, sont principalement axés sur cet aspect de crise. La relocalisation des réfugiés, dont le *Star* parlait beaucoup au début de la période que nous étudions, est moins commentée après la fermeture du journal. Les politiques canadiennes sont discutées dans la grande majorité des éditoriaux, tous journaux confondus. Toutefois, les éditorialistes de *la Gazette* se distinguent et se montrent plus attentifs aux initiatives municipales que ceux des autres journaux. Les choix éditoriaux des journaux évoluent au fil des mois et s'adaptent à l'actualité. L'attention portée aux Boat people se déplace un peu vers les difficultés du Cambodge. De plus, certains événements, telle la crise des otages américains en Iran déclenché en novembre 1979, attirent tellement l'attention que le débat que nous étudions semble réellement être mis en pause à ce moment.

CHAPITRE 3

LES LETTRES DES LECTEURS: UNE PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE

I. Les lecteurs: des représentants de la société civile et des politiciens

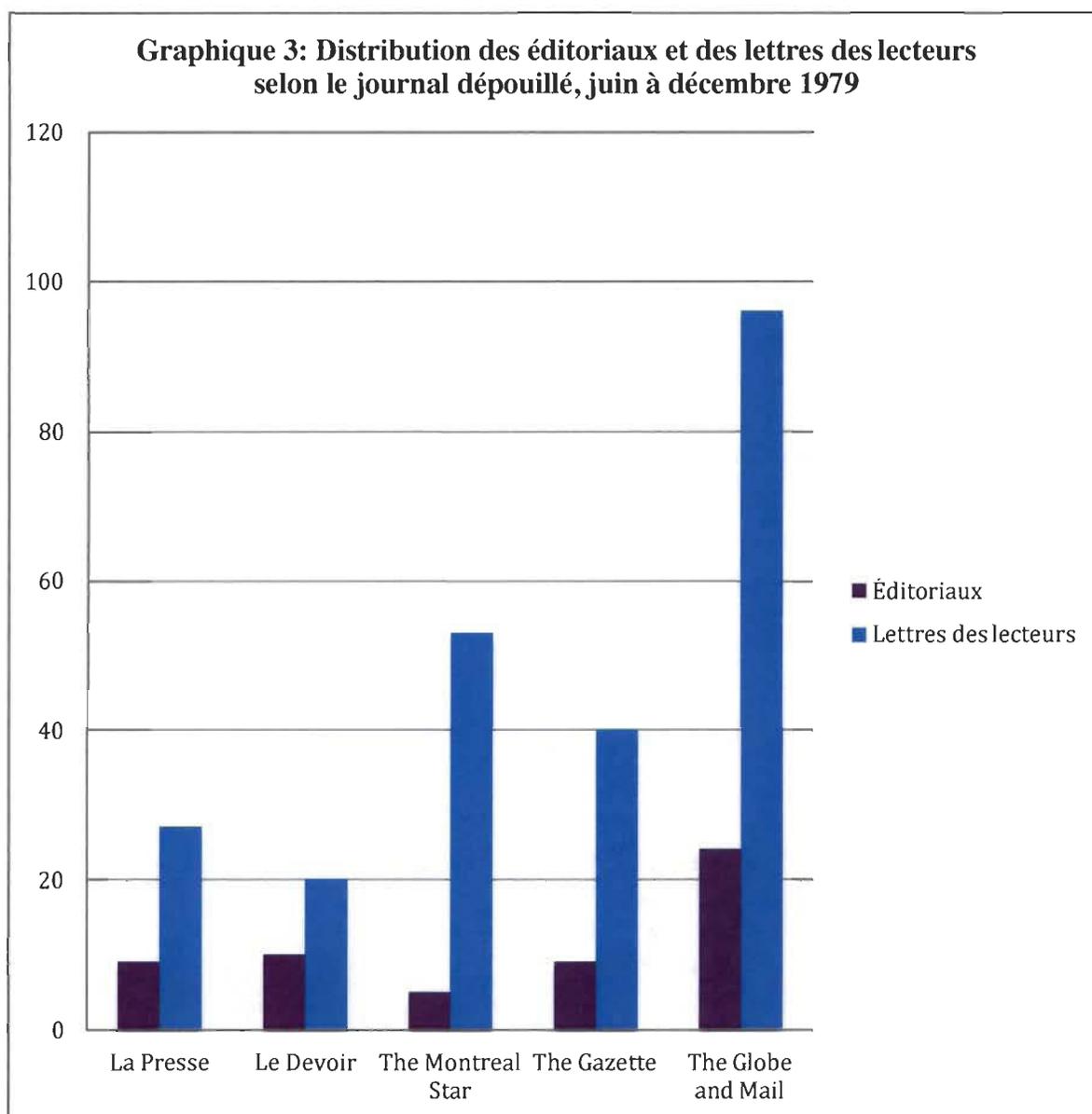
Entre les mois de juin et décembre 1979, de nombreuses lettres de lecteurs paraissent dans les quotidiens montréalais et dans le Globe and Mail où l'on commente la crise des Boat people et l'arrivée de ces réfugiés au Canada. Tout comme les éditoriaux, ces lettres sont des textes d'opinions. Cependant, leurs auteurs ne sont pas des professionnels de l'information. En étudiant leurs interventions nous serons dans un premier temps attentive non seulement au contexte dans lequel elles sont faites, que nous avons mis en lumière dans les chapitres précédents, mais à ce que nous pouvons connaître de l'identité de leurs auteurs, de leur appartenance à un groupe social particulier, à une religion, ou à une profession, et de leurs affiliations politiques. Dans un second temps, nous comparerons notre analyse de ces lettres des lecteurs aux résultats de notre recherche sur les éditoriaux, de manière à mettre en lumière les principales questions du débat.

Rapport-gratuit.com 
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

La majorité des lettres de lecteurs que nous avons trouvées au fil des mois où nous suivons ce débat (162/234, soit 69 %) ont été rédigées par des hommes¹¹³. On peut proposer deux raisons qui expliquent ce phénomène. Soit que l'habitude d'écrire aux journaux est

¹¹³ Nous n'avons pu déterminer le sexe des auteurs de 29 lettres. Parfois, l'auteur n'est identifié que par l'initial de son prénom et son nom de famille. De plus, dans certains cas, le nom mentionné non plus que les propos ne nous permettent de déterminer le sexe de cette personne. De plus, certains noms d'auteurs ont simplement une consonance étrangère qui nous empêche de connaître le sexe de l'auteur.

plus présente chez les hommes, soit que ce débat sur l'immigration et les réfugiés touche principalement les hommes et un peu moins les femmes.



Grâce au graphique 3, il nous est possible de voir la différence entre le nombre d'éditoriaux et de lettres des lecteurs qui ont été publiés. De toute évidence, le ratio éditoriaux/lettres varie énormément d'un journal à l'autre. Bien sur, on peut penser que le

Globe and Mail, qui reçoit des lettres de tous le Canada, en publie donc un plus grand nombre. Mais les variations qui apparaissent ici pourraient aussi suggérer des différences dans les politiques éditoriales de chacun. Nous avons remarqué déjà que ce débat a fortement touché la population, qui s'y implique intensément. Ce graphique permet de préciser que cela est particulièrement le cas dans la presse anglophone.

Les politiciens prennent (encore) la parole

L'une des particularités du débat public que provoque le sort des réfugiés indochinois est que plusieurs politiciens y interviennent, non seulement à travers des entrevues qu'ils accordent mais plus directement dans les lettres des lecteurs envoyées aux journaux. Ce phénomène est spécifique aux journaux anglophones, en particulier le *Globe and Mail* puisqu'il est pancanadien, et c'est l'un des contrastes les plus évidents qui apparaît lorsque l'on compare les journaux anglophones et francophones. Quelle que soit l'allégeance politique de leurs auteurs, ces lettres sont toutes favorables à l'accueil par le Canada des réfugiés du Sud-est asiatique et mettent l'emphase sur les efforts que déploie le gouvernement pour répondre à cette crise. On ne sera pas surpris d'apprendre qu'à l'exception de Cameron Wasson, le maire de la ville de Peterborough, en Ontario, ces lettres sont écrites par des membres du Parlement canadien. C'est le cas du ministre de l'Immigration du Canada, Ron Atkey, du ministre de la Culture et des Loisirs du Canada, Reuben C. Baetz, de Robert L. Wenman, député progressiste-conservateur de la Colombie-Britannique, de Bob Kaplan et Peter Strollery, tous deux députés libéraux de la région de Toronto, et le sénateur libéral John M. Godfrey. Nous notons toutefois que malgré les

interventions des politiciens canadiens, aucun politicien du Québec ne s'est prononcé dans les lettres des lecteurs durant cette période.

Ministre quelques mois seulement, entre 1979 et 1980, de l'éphémère gouvernement progressiste-conservateur de Joe Clark, Ron Atkey écrit quelques fois dans le courrier des lecteurs du *Globe and Mail*. Bien sûr, ses lettres mettent de l'avant les décisions de son gouvernement de façon positive. Un autre membre du parti progressiste-conservateur, Reuben Conrad Baetz, utilise ce médium pour démentir de fausses rumeurs sur l'arrivée massive des Boat people au Canada concernant la charge financière qu'elle pourrait représenter. En premier lieu, Baetz rassure la population en spécifiant que ces nouveaux arrivants ont des compétences et trouveront facilement de l'emploi. Baetz va même jusqu'à énumérer les compétences de quelques 234 réfugiés relocalisés à Toronto depuis le début de l'année 1979¹¹⁴. Quelques jours plus tard, le député réécrit une lettre au même journal afin de contredire une déclaration faite le 4 juillet par le professeur Howard Adelman, selon laquelle l'assurance maladie ontarienne ne couvre les réfugiés qu'après le premier mois de résidence dans la province¹¹⁵. Selon lui, les réfugiés sont en effet couverts dès leur arrivée au pays, ce qui devrait rassurer ceux qui s'inquiètent. Robert Lloyd Wenman écrit aussi dans le courrier des lecteurs du *Globe and Mail* en réponse aux critiques exprimées envers les politiques d'accueil des réfugiés du gouvernement. Le député de *Fraser Valley West* défend lui aussi son gouvernement à qui l'on reproche d'être indifférent à cette crise

¹¹⁴ Il mentionne de 25 professionnels, 45 techniciens, 78 manœuvres, 43 travailleurs de l'industrie du textile, 33 vendeurs et 10 entrepreneurs.
Reuben C. BAETZ, «Refugees», *Globe and Mail*, 17 juillet 1979 p.6.

¹¹⁵ Reuben C. BAETZ, «Refugees», *Globe and Mail*, 19 juillet 1979, p.6.

mondiale. Wenman précise que son parti a pris position sur cette question à plusieurs reprises. Tout comme Ron Atkey, il présente de façon positive le programme de parrainage et insiste sur le fait que tous les pays capables d'offrir de l'aide devraient avoir un programme semblable.

Les membres du parti progressiste-conservateur ne sont pas les seuls à utiliser les lettres des lecteurs comme médium pour rejoindre la population. Le député libéral Bob Kaplan et Cameron Wasson, maire de Peterborough, participent aussi au débat. Pour Kaplan, l'accueil est nécessaire puisque nous (Canadiens) sommes en mesure de le faire et que nous pouvons aussi tirer bénéfice de la présence de ces réfugiés au pays. On remarque que sur ce point, à juger de cette intervention, conservateurs et libéraux sont sur la même longueur d'onde. Pour le maire de Peterborough, une ville Ontarienne qui participe activement au programme de parrainage fédéral, les villes doivent agir elles aussi à leur niveau pour aider les réfugiés. Cette démonstration de compassion à la souffrance humaine, affirme-t-il, permettrait également de briser les barrières des préjugés¹¹⁶. Lui-même et son conseil de ville, précise-t-il, ont d'ailleurs déjà mis en place un bureau dédié à la situation et ils invitent d'autres municipalités à suivre cet exemple. Bien que cette lettre soit publiée dans le *Globe and Mail*, l'importance des municipalités dans le débat est aussi une préoccupation des éditoriaux du journal *The Gazette*.

¹¹⁶ Cameron WASSON, «Refugees», *Globe and Mail*, 17 juillet 1979, p.6.

Deux des lettres de Ron Atkey concernent le programme de parrainage des réfugiés. La première, parue à la fin du mois de juin 1979, est un appel au parrainage des Boat people où il insiste sur les bienfaits d'une réponse humaine et efficace ¹¹⁷ à la crise mondiale. Six mois plus tard, tout comme le député conservateur Baetz qui était intervenu dans le courrier du *Globe and Mail* au mois de juillet, Atkey sent le besoin de contredire des rumeurs qui courent concernant le parrainage. Cette fois cependant il ne s'agit pas de calmer des inquiétudes face aux problèmes que pourraient causer l'arrivée de nombreux réfugiés. Plutôt, dans cette réponse à une lettre du révérend Clarke MacDonald qui lui reproche de laisser tomber les réfugiés, le ministre canadien de l'Immigration spécifie que les promesses d'accueil du gouvernement sont toujours honorées et que ces réfugiés seront accueillis par le gouvernement par le biais du programme de parrainage. Il ajoute aussi que le succès de ce programme dépasse largement les espérances du gouvernement canadien ¹¹⁸.

Des organismes interpellés par le sort des réfugiés

Quinze des 234 lettres de lecteurs que nous avons relevées (soit un peu plus de 6 %) sont écrites par les représentants d'organismes d'aide et d'accueil œuvrant auprès des immigrants afin de convaincre la population canadienne et québécoise de l'importance d'aider ces réfugiés et de participer à leur accueil. Toutes ces intervenants insistent sur l'urgent besoin d'agir en prônant, avant tout, le parrainage et la participation du public.

¹¹⁷ Hon. Ron ATKEY, «Canadians can help refugees», *Globe and Mail*, 30 juin 1979, p.7.

¹¹⁸ Hon. Ron ATKEY, «Mr. Atkey replies», *Globe and Mail*, 21 décembre 1979, p.6.

Parfois, en partageant des bribes de leur réalité d'aidant, ils mettent en évidence la grande capacité d'adaptation des réfugiés. Ils demandent publiquement au gouvernement d'agir davantage.

Michel Vallée, ainsi que plusieurs de ses collègues¹¹⁹ rédigent une lettre publiée à la fois par le *Devoir*, le 21 juillet puis par *La Presse*, le 26 juillet. Vallée est responsable du COFI de la Mauricie, un des organismes du réseau de Centres d'Orientation et de Formation des Immigrants créé, dix ans plus tôt, par le gouvernement québécois. Ils décrivent la situation en Asie du Sud-Est comme un « gouffre de misère [et un] cataclysme démographique »¹²⁰, et insistent sur le fait que les réfugiés indochinois accueillis jusque-là au Québec s'y trouvent particulièrement heureux. Il est « odieux »¹²¹, ajoutent-ils, que l'immigration soit vue comme une histoire d'économie, d'emploi ou de chômage. Aussi demandent-ils au gouvernement d'accueillir davantage de réfugiés en même temps qu'ils incitent la population à souscrire aux programmes de parrainage des gouvernements québécois et canadien.

Brigit Dessaulles, porte-parole de la branche québécoise de *Save the Children Fund*, un organisme international qui défend les droits des enfants à travers le monde et qui, à

¹¹⁹ Lise Boisclair, Louise Legault, Gisèle Laramée, Louise-L. Van Tham, Michel Lemay, Gilles Deveault et Paul Croteau.

¹²⁰ Michel VALLEE, «Le drame indochinois», *Le Devoir*, 21 juillet 1979, p.4 et *La Presse*, 28 juillet 1979, p.A5.

¹²¹ Michel VALLEE, «Le drame indochinois», *Le Devoir*, 21 juillet 1979, p.4 et *La Presse*, 28 juillet 1979, p.A5.

cette époque, s'intéresse en particulier au sort des Boat people, écrit au *Montreal Star* afin de promouvoir le travail que fait cet organisme. En effet, précise-t-elle, la moitié de ces réfugiés sont des enfants et la situation dans les camps de réfugiés de Malaisie est critique. L'organisme envoie de l'eau potable, fait la collecte de vêtements pour enfants donnés, voire tricotés, par des Québécois et aide à l'organisation de classes d'apprentissage de l'anglais et du français pour les enfants afin qu'ils augmentent leur chance de relocalisation¹²². Pour sa part, le directeur de bureau de *Operation Lifeline*¹²³, Steve Mundy, fait publier une lettre dans *The Globe and Mail* en réponse à une lettre d'un lecteur publiée le 28 septembre. L'organisme est heureux que des gens, comme l'auteur de la lettre, changent d'idée, pour une plus positive, en ce qui concerne l'arrivée des 50 000 boat people¹²⁴. Un autre organisme d'entraide s'implique dans le débat. Robert J. Elkin, président du *Thunder Bay Friends of Refugees*, un organisme basé à Thunder Bay, une ville du nord-ouest de l'Ontario, écrit au journal *The Globe and Mail*, pour discuter des décisions du gouvernement canadien en ce qui concerne la relocalisation des Boat people. Lorsque le Canada a décidé d'accepter 50 000 réfugiés, rappelle-t-il, les gens de partout au pays ont pensé que cela causerait un énorme contrecoup pour le Canada. Mais les réfugiés sont venus s'installer au pays et il n'y a aucun problème. Il reproche alors au Canada, dont le gouvernement vient de mettre fin au programme de parrainage, de ne pas en avoir accepté assez. Puisque leur arrivée s'est bien passée, pourquoi n'en acceptons-nous pas davantage?

¹²² Brigit DESSAULLES, «Save the Children Fund working on behalf of little ones in Malaysian refugee camp», *The Montreal Star*, 9 août 1979, p.A8.

¹²³ Operation Lifeline est un organisme torontois, développé par Howard Adelman, qui a favorisé l'organisation du parrainage dans cette province.

¹²⁴ Steve MUNDY, «Boat people», *The Globe and Mail*, 1 octobre 1979, p.6.

Selon Elkin et son organisation, le gouvernement canadien devrait poursuivre son programme de parrainage jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de parrain pour en accueillir.¹²⁵

Enfin, un groupe de bénévoles travaillant auprès des réfugiés signe une lettre dans *La Presse*. Pour eux, la crise des réfugiés d'Asie du Sud-Est est « le sujet le plus bouillonnant, le plus discuté de cette époque qui a fait couler des flots d'encre dans le monde entier [...] »¹²⁶. Ce groupe précise que les réfugiés n'ont aucun problème d'adaptation dans les pays qui les accueillent. Ils louangent même ces réfugiés en précisant qu'ils sont travailleurs, patients, polis, tempérés, sobres et économes. Ici, le groupe de volontaires souhaite clairement contribuer à donner une bonne image de ces réfugiés.

La Presse publie en août 1979 une lettre signée Henri Bernard, du Comité d'accueil C.S.C. Selon Bernard, des centaines de groupes de parrainage s'organisent au Québec, mais le problème vient des grands délais administratifs. La venue en sol québécois des réfugiés est plus importante et urgente que les voyages de nos délégations dans les camps de réfugiés de Malaisie ou de Thaïlande, insiste-t-il¹²⁷. De plus, une bénévole pour le *Quebec Committee to Save the Boat People*, organisme provincial créé pour aider à la relocalisation des réfugiés indochinois, Helena Kats, souligne de son côté la générosité du public québécois envers les réfugiés indochinois. Dans deux lettres des lecteurs, elle explique que

¹²⁵ Robert J. ELKIN, «S.T.», *The Globe and Mail*, 8 décembre 1979, p.7.

¹²⁶ Un groupe de volontaire au service des réfugiés, «L'aide aux réfugiés vietnamiens», *La Presse*, 9 août 1979, p.A5.

¹²⁷ Henri BERNARD, «Victimes de notre incurie administrative», *La Presse*, 11 décembre 1979, p.A5.

le principal problème est cependant le manque de parraineurs : or ces réfugiés ont besoin de ces commanditaires pour vivre au Québec. Dans le cadre du programme créé par le gouvernement fédéral, rappelle-t-elle, il n'en coûte que 1 500 \$ par année pour parrainer une famille. Elle insiste par ailleurs sur le fait que ces réfugiés sont travailleurs et trouvent des emplois facilement et enjoint le public, pour le bien d'autres êtres humains, à parrainer un réfugié¹²⁸. Bien sûr, il est plutôt normal que les organismes ou les gens qui travaillent auprès des immigrants soient favorables au parrainage, mais en plus de leur prise de position, ils tentent, grâce aux lettres des lecteurs, d'éveiller les consciences de ces derniers.

Les leaders religieux: un soutien unanime

Dans notre corpus de lettres des lecteurs, nous comptons également neuf lettres écrites par des leaders religieux catholiques et protestants: Marc Bage, délégué de la paroisse de St-Bruno, au Québec; le révérend Joseph Killoran, archevêque de Toronto; Brant Fotheringham, que nous avons mentionné plus tôt, également représentant de l'archidiocèse catholique romain de cette ville; Lewis S. Garnsworthy, l'évêque anglican de Toronto; le révérend James G. Endicott, secrétaire du *General Council United Church of Canada*. Le président du Congrès juif Canadien qui, à cette époque, est aussi Rabin au Temple *Holy Blossom* de Toronto, intervient lui aussi. Leurs lettres sont toutes extrêmement positives à l'égard des réfugiés au Canada. Les représentants des Églises

¹²⁸ Helena KATZ, «'A generous public but too few refugee sponsors'», *The Gazette*, 21 août 1979, p.8 et Helena KATZ, «Helping Indochina's refugees doesn't mean that domestic needy are being rejected», *The Montreal Star*, 31 août 1979, p.A6.

catholiques et protestantes prônent l'aide humanitaire en se référant au précepte chrétien selon lequel nous devons nous aimer les uns les autres. Tous en faveur de la relocalisation au Canada des Boat people, ils n'hésitent pas de recommander à la population qui est en mesure de les aider de s'inscrire au programme de parrainage de familles de réfugiés.

Les voix des immigrants: solidarité ou mise à distance

Entre les mois de juin et décembre 1979, quatorze immigrants prennent la parole dans les journaux que nous avons dépouillés, autant dans les quotidiens francophones qu'anglophones¹²⁹. Certains de ceux-ci viennent même des pays directement touchés par l'exode massif des réfugiés indochinois mais plusieurs sont originaires d'autres parties du monde. Bien qu'on puisse croire de prime abord que les immigrants sont tous en faveur de l'accueil des réfugiés indochinois au pays, leurs opinions sont toutefois diverses. Quelques-uns, qui disent avoir vécu les étapes d'une immigration régulière, ont des réticences, disent-ils, à ce que le pays accepte autant de réfugiés alors qu'il est normalement ardu de faire ces démarches. Ils se plaignent du passe-droit accordé selon eux à ces réfugiés. Selon H. Anaiyo Panjvan, l'arrivée massive d'autant de réfugiés pourrait créer une vague de racisme ou de xénophobie qui risquerait aussi de toucher les immigrants qui sont déjà bien intégrés¹³⁰. D'autres sont au contraire favorables à l'accueil de ces réfugiés par le Canada.

¹²⁹ Cinq lettres sont publiées par *La Presse*, trois par *le Devoir*, trois par le *Montreal Star*, deux par le *Globe and Mail* et une par *The Gazette*.

¹³⁰ H. Anaiyo PANJVAN, «Are we afraid of the boat people?», *The Montreal Star*, 14 juillet 1979, p.B et Trung Viet NGUYEN, «Derrière le drame vietnamien», *La Presse*, 8 août 1979, p.A5.

Ils insistent sur le caractère dramatique de la situation du Sud-Est asiatique et préconisent une aide humanitaire exemplaire de ce pays¹³¹. Ayant déjà vécu l'immigration, disent-ils, ils se sentent concernés par le sort des Boat people.

Une intervention syndicale

Une seule centrale syndicale, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)¹³², se prononce et prend part au débat dans les journaux. André Leclerc, permanent et militant de la FTQ signe en effet une lettre publiée dans *La Presse* en son nom et aux noms de cinq autres collègues de cette centrale, de même qu'en celui du poète et éditeur André Miron. Parlant à titre personnel mais spécifiant toutefois leur lien avec la FTQ, ce groupe reproche aux États-Unis et au Canada d'être indirectement responsable de l'exode des Vietnamiens, les premiers parce qu'ils ont détruit ce pays et le Canada parce qu'il a, selon eux, tiré des milliards de dollars de la vente d'armes. Bien sûr, les citoyens canadiens qui participent au parrainage ou à l'aide sont de bonne foi, mais le Canada doit réviser sa politique de

¹³¹ John H. KEAY Jr, «A plea to Clark to act quickly to save Vietnam refugees», *Globe and Mail*, 28 juin 1979, p.7 et T.H. NGUYEN, «'Canada could give leadership to world'», *The Gazette*, 29 juin 1979.

¹³² Créée en 1957 de l'union de deux autres syndicats, la Fédération des travailleurs du Québec, la plus importante centrale syndicale au Québec, a comme objectif la justice sociale, la dignité de l'individu et la liberté démocratique. Depuis 1971, elle prend d'ailleurs position pour le droit du Québec à la souveraineté. Cette idéologie transparait d'ailleurs dans les propos de Leclerc qui critique fermement le Canada.

boycottage des échanges avec le Vietnam et aider à la reconstruction économique de ce pays¹³³. Ces propos semblent être en accord total avec l'idéologie de la FTQ.

Les membres des professions libérales: une vision positive

Vingt-cinq lettres des lecteurs ont été écrites par des membres des professions libérales qui sont parfois aussi experts en immigration. On compte sept professeurs du CÉGEP ou d'université, huit médecins, deux avocats, un ingénieur, un géographe, un représentant de la commission canadienne des droits de la personne et un autre représentant de l'École des hautes études commerciales de Montréal. Ces personnes ne sont pas toutes du même avis sur la question de l'accueil de ces réfugiés au Canada. Les réflexions qu'elles présentent s'appuient généralement sur des arguments solides puisqu'ils se basent sur ce qu'ils vivent sur le terrain (on parle ici de médecins qui ont travaillé dans des camps de réfugiés de Malaisie ou d'avocats en droit de l'immigration) ou de faits plus facilement vérifiables. Bien sûr, des sujets comme l'immigration massive de réfugiés laissent aussi place aux sentiments et aux idées personnelles, mais ces acteurs ont une expertise qu'ils utilisent pour défendre leur point de vue. Par exemple, le docteur N.P. Markeley utilise son expérience des camps de réfugiés pour enjoindre le Canada d'agir. Il écrit « *I have just returned from northern Thailand where there are now in excess of 150 000 Lao refugees.*

¹³³ André LECLERC et collègues, « Le drame indochinois », *La Presse*, 11 septembre 1979, p.A5.

[...] Surely our government can give a greater consideration to the acceptance of these refugees [...]»¹³⁴.

II. Questions et préoccupations récurrentes du débat

Réponses à la *National Citizens' Coalition*

Nous avons discuté au chapitre précédent de la campagne publicitaire que la *National Citizens' Coalition*, un groupe de pression extrêmement conservateur basé à Toronto, fait paraître à pleines pages dans le *Globe and Mail* à partir du mois de juillet, au moment même où le nouveau programme de parrainage annoncé par le gouvernement fédéral devrait permettre d'augmenter (et il le fera en effet) le nombre de réfugiés admis au pays. John M. Godfrey et Peter Strollery, respectivement sénateur et député libéraux, écrivent dans le *Globe and Mail* à propos de ces publicités. Le sénateur Godfrey se dit estomaqué du fait qu'elles puissent dénoncer ainsi l'arrivée massive des réfugiés indochinois. Il rétablit les faits sur le parrainage en expliquant clairement que la proportion de parrainés ne dépassera jamais un pour un et que les parraineurs doivent prouver leur capacité financière à aider. La lettre de Strollery, tout comme celle de Godfrey dénonce les dires de cette coalition. En commentant des extraits, il explique notamment que, contrairement à ce qu'affirme la NCC, le parrainage entre réfugiés est impossible. De plus,

¹³⁴ Dr. N.P. Markeley, «Refugees», *Globe and Mail*, 17 juillet 1979, p.6.

assure-t-il, le Canada enquête sur les gens qu'il compte accueillir¹³⁵. Toute affirmation contraire serait fausse.

Comme plusieurs éditorialistes et politiciens, des lecteurs que leur travail, voire leur expérience sensibilise particulièrement au sort des réfugiés, ou qui ont accès à une information de première main sur les questions qui les concernent, prennent eux aussi position contre les publicités de la *National Citizens' Coalition*. Ainsi, le commissaire en chef de la Commission canadienne des droits de la personne, Gordon Fairweather, écrit une courte lettre qui est publié dans le *Globe and Mail* le 13 septembre 1979 où il dénonce les propos de cette coalition. Il affirme que ces insinuations négatives sur les Canadiens d'origine asiatique comme quoi les 50 000 réfugiés acceptés pourraient se transformer en 700 000, sont inacceptables puisque ces derniers contribuent au Canada de plusieurs façons. Le président du *Council of Chinese Canadian in Ontario*, Peter Tsang, qui lui aussi écrit au *Globe and Mail*, abonde dans le même sens. Il qualifie cette publicité d'hostile et d'incitation à la peur¹³⁶. Selon le président de cette association, l'intégration dépend de deux choses : l'acceptation de la majorité et l'adaptabilité des immigrants. Si les réfugiés indochinois sont bien accueillis et acceptés, ils s'intégreront bien au Canada. Sidney Poon et Ying Hope, de l' *Indo-chinese Refugees Relief Trust Fund* et de Joseph Wong, du *Action Committee for Refugees in Southeast Asia*, critique aussi vivement la coalition qui dit que le ratio de réfugiés atteindra le quinze pour un alors que le gouvernement assure que celui-ci

¹³⁵ Peter STROLLERY, « Facts on refugees distorted, MP says », *Globe and Mail*, 18 septembre 1979, p.7.

¹³⁶ Peter TSANG, «Chinese statistics refute claims», *Globe and Mail*, 3 octobre 1979, p.7.

ne dépassera pas le un pour un. Dans cette lettre, ils précisent aussi que depuis les trois mois où s'est fait une immigration plus intense, les réfugiés ont démontré une volonté d'accepter n'importe quel emploi. Pour ces hommes, l'aide humanitaire n'a pas de frontière, de religion, de couleur, de race ou de nationalités ¹³⁷. Il en va de même pour Brant Fotheringham, le coordinateur de *Refugee Resettlement*, un organisme qui dépend de l'archidiocèse catholique romain de Toronto. Selon lui, les publicités de la NCC ne tiennent compte ni de l'histoire ni de l'intelligence ¹³⁸. Le Canada, dit-il, et il rejoint sur ce point les éditorialistes, se doit de donner un exemple d'aide humanitaire.

L'aide humanitaire

L'aide humanitaire est la principale question discutée lors du débat sur l'arrivée des réfugiés indochinois au Canada. La plupart des lettres des lecteurs et des éditoriaux utilise l'aide humanitaire comme principal argument généralement en faveur, mais parfois même en défaveur, de l'accueil des Boat people au Canada.

Principalement, dans ces textes, on demande au gouvernement canadien de se concentrer davantage sur l'aide humanitaire pour aider à résoudre cette situation d'urgence. Pays de liberté ayant un vaste territoire et d'innombrables ressources, le Canada, affirme un

¹³⁷ Sidney POON, Ying HOPE et Joseph WONG, «Coalition charges about refugees draws sharp protest», *The Globe and Mail*, 28 août 1979, p.7.

¹³⁸ Brant FOTHERINGHAM, «S.T.», *The Globe and Mail*, 8 décembre 1979, p.7.

lecteur de la *Gazette*, doit montrer son humanité¹³⁹. Par le passé, le pays aurait trop souvent abandonné les moins fortunés. Maintenant, il faut faire notre part¹⁴⁰. Certains croient que l'aide humanitaire est nécessaire pour le pays puisque la présence de ces réfugiés nous serait profitable¹⁴¹. D'autres avancent que les raisons idéologiques n'ont pas leur place dans de pareils cas et qu'il faut seulement agir pour des raisons humanitaires¹⁴². Le politicien Bob Kaplan concède que l'aide humanitaire est dispendieuse mais, dit-il, elle est nécessaire¹⁴³. Selon Vincent Prince, éditorialiste de *La Presse*, il faut faire preuve d'une générosité qui n'attend rien en retour. En tant que privilégiés, nous avons le devoir d'aider¹⁴⁴. Il serait odieux de parler d'immigration en termes d'économie, d'emplois et de chômage¹⁴⁵. Aider ces réfugiés est une question de conscience, il est temps de prouver que nous sommes vraiment généreux¹⁴⁶.

¹³⁹ Eugene MCCARTHY, «'Irish heritage started on a low note, too'», *The Gazette*, 29 juin 1979, p.9.

¹⁴⁰ S.A., «Respond to crisis», *The Montreal Star*, 19 juillet 1979, p.A6.

¹⁴¹ Bob KAPLAN, «We can absorb 100,000 "boat people" in a year; such immigrants would be an asset, no liability», *The Montreal Star*, 4 juillet 4 juillet 1979, p.A12.

¹⁴² Luc LAURIN, « Le Vietnam: autre son de cloche », *La Presse*, 16 octobre 1979, p.A5.

¹⁴³ David GRANSLAVA, «Refugees», *Globe and Mail*, 13 juillet 1979, p.6.

¹⁴⁴ Vincent PRINCE, « Le Canada et les réfugiés indochinois », *La Presse*, 5 juillet 1979, p.A4.

¹⁴⁵ Michel VALLEE, Lise BOISCLAIR, Louise LEGAULT, Gisèle LARAMÉE, Louise-L. VAN THAM, Michel LEMAY, Gilles DEVEAULT, Paul CROTEAU, « Le Drame indochinois », *La Presse*, 26 juillet 1979, p.A5.

¹⁴⁶ Pierre BOURGAULT, «Why don't we? Why don't we?», *The Gazette*, 21 juillet 1979, p.19.

Dans d'autres cas, l'aide humanitaire est traitée de façon à mettre de l'avant les efforts du gouvernement canadien. Plusieurs lettres des lecteurs félicitent le pays pour son intervention et sa compassion. Michel Roy écrit même dans son éditorial que : « Le Canada [...] [a] à juste titre acquis une réputation de compassion et de générosité envers les réfugiés, victimes de régimes politiques qui les chassent de leur patrie »¹⁴⁷. On souligne souvent aussi que ce pays en a fait plus que d'autres pour aider les Indochinois¹⁴⁸. Il faut applaudir le Canada pour son aide, écrit Cindy Homzy dans la *Gazette*¹⁴⁹. Au yeux de Le Quang Hung, lui même immigrant vietnamien, le gouvernement du Canada et celui du Québec sont hospitaliers et il exprime une profonde gratitude face à ce geste humanitaire¹⁵⁰. Le Canada est souvent félicité dans tous les journaux que nous avons dépouillés, mais c'est dans *Le Devoir* qu'on félicite aussi le gouvernement du Québec et en particulier son ministre de l'Immigration, Jacques Couture. Le ministre, dit Michel Roy, favorise l'ouverture au monde du Québec par la solidarité qui est démontré envers les réfugiés¹⁵¹.

Au contraire de ces articles plutôt positifs, plusieurs lettres de lecteurs présentent l'aide humanitaire de façon négative. Les problèmes économiques et le taux de chômage

¹⁴⁷ Michel ROY, « La Canada et la tragédie indochinoise », *Le Devoir*, 29 juin 1979, p.4.

¹⁴⁸ S.A., «The boat people», *The Montreal Star*, 19 juin 1979, p.A10.

¹⁴⁹ Cindy HOMZY, «'Reaction to refugee problem is a treatment, not a cure'», *The Gazette*, 30 juillet 1979, p.8.

¹⁵⁰ Le Quang HUNG, « Du Vietnam à la Molson », *Le Devoir*, 2 août 1979, p.5.

¹⁵¹ Michel ROY, « Le Québec au secours du Cambodge », *Le Devoir*, 11 décembre 1979, p.4.

important inquiètent ces intervenants qui dans ce contexte ne voient pas l'aide humanitaire d'un bon œil. En ne pensant qu'à l'aide humanitaire, on en oublierait la situation économique canadienne difficile et les chômeurs d'ici qui peinent déjà à trouver un emploi¹⁵². Bien que cette perception négative de l'aide humanitaire soit moins présente dans le débat, cette préoccupation est exprimée à quelques reprises.

a. Le Canada comme leader

Tout au long du débat, les propos tenus par la majorité des acteurs sociaux qui interviennent dans les journaux montréalais et dans le *Globe and Mail* mettent aussi en lumière la place du Canada ou celle du Québec dans le monde, leur positionnement comme leaders humanitaires. Lors de cette crise mondiale, certains lecteurs affirment que le Canada contribue raisonnablement à l'aide fournie aux réfugiés, mais pas généreusement¹⁵³. Dans sa lettre au *Globe and Mail*, Richard Hofer demande ainsi au pays de prendre le leadership mondial en acceptant plus que les 50 000 réfugiés d'abord annoncés¹⁵⁴. Un citoyen de Saint-Lambert, au Québec, qui écrit au *Montreal Star*, affirme: «*As a Canadian I am humbly proud that we, as a people, can responde positively to the plight of these most*

¹⁵² Graham D. SMITH, «'Boat people bring out bad side'», *The Gazette*, 17 juillet 1979, p.8.

¹⁵³ S.A., «Speed the rescue», *The Montreal Star*, 3 juillet 1979, p.A8.

¹⁵⁴ Richard HOFER, «Refugees», *Globe and Mail*, 3 juillet 1979, p.6.

unfortunate people from Vietnam. [...] Canada has the opportunity of leading the world in demonstrating that civilization can work, that love can work.»¹⁵⁵

b. Un nouvel holocauste?

La situation des Boat people est souvent qualifiée de «tragédie humaine la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale».¹⁵⁶ Plusieurs lettres de lecteurs, 21 en tout (soit près de 9 % au total), discutent des liens que l'on peut établir ou non entre la situation des Boat people et le génocide juif, que ces intervenants désignent par le terme « Holocauste ». Cela montre le sérieux et l'importance qu'accordent leurs auteurs à la situation des réfugiés vietnamiens. Certains de ces lecteurs, très favorables à l'accueil des réfugiés, utilisent l'image de l'Holocauste pour faire en sorte qu'une mobilisation s'organise.¹⁵⁷ D'autres croient au contraire que ce parallèle entre la situation des Boat people et l'Holocauste est exagéré et extrême¹⁵⁸. À l'exception de deux personnes (qui incitent leurs concitoyens à agir « avant qu'un nouvel Holocauste ne commence »¹⁵⁹) les lecteurs qui participent à cet aspect de la discussion ne sont pas juifs. Outre l'ampleur du

¹⁵⁵ David A. FERRIER, «The boat people and Canadians», *The Montreal Star*, 24 juillet 1979, p.A6.

¹⁵⁶ Sidney A. FREIFELD, «Refugees», *Globe and Mail*, 3 juillet 1979, p.6.

¹⁵⁷ Louis KAWALL, «Canada and others urged to unite to help boat people», *Globe and Mail*, 21 juin 1979, p.7.

¹⁵⁸ Michael NEUMANN, «Refugees», *Globe and Mail*, 17 juillet 1979, p.6.

¹⁵⁹ Helene ZOLSTON, «Let them taste Canadian freedom», *The Gazette*, 29 juin 1979, p.9.

drame des Boat People, l'évocation relativement fréquente du génocide juif dans ce débat s'explique peut-être par la diffusion, au cours de l'année qui précède, de la minisérie télévisée américaine « Holocauste » réalisée par Marvin Chomsky, qui fait forte impression crée une référence largement partagée¹⁶⁰.

Une question politique

Bien sûr, la politique est au centre du débat sur l'accueil des réfugiés indochinois au pays. Les critiques envers les décisions gouvernementales sont nombreuses. On reproche notamment aux politiciens d'utiliser la sympathie du public pour soigner leur propre image¹⁶¹. Mais plusieurs participants approuvent aussi ces décisions. En effet, certains se disent heureux de voir la réponse du gouvernement et du peuple canadien devant la situation désespérée des réfugiés de la mer¹⁶².

L'une des préoccupations les plus souvent exprimées en ce qui a trait à la politique concerne le communisme. On sent une peur du communisme dans les propos de plusieurs intervenants, particulièrement dans ceux des immigrants vietnamiens arrivés avant la crise.

¹⁶⁰ Voir à ce propos Alan E. Steinweis, "The Holocaust and American Culture: An Assessment of Recent Scholarship", dans *Holocaust and Genocide Studies*, 2001, vol. 15, no 2, p. 296-310, p. 307-9. Nous remercions M. Pierre Lanthier, professeur au département des sciences humaines de l'Université du Québec à Trois-Rivières, de nous avoir suggéré cette hypothèse et fourni cette référence.

¹⁶¹ Ross WARD, «'Canada should apply the lifeboat theory's», *The Gazette*, 19 juillet 1979, p.9.

¹⁶² Reverend James G. ENDICOTT, « Pour que les réfugiés ne soient pas oubliés », *Le Devoir*, 7 novembre 1979, p.4.

Ainsi, dans une lettre que publie *La Presse*, Vo Van Nhung affirme qu'il est, bien sur, nécessaire d'agir pour aider les Boat people, mais que cette immigration de masse pourrait devenir un véhicule pour l'immigration communiste au Canada.¹⁶³ Comme une lectrice le précise dans sa lettre parue dans le *Montreal Star*, « [...] *there should be some order and rules as to how many refugees Canadians can bring into this country.* ».¹⁶⁴

La peur du communisme n'est pas un argument utilisé seulement pour inciter la population à la vigilance. On l'utilise aussi pour démontrer à quel point les réfugiés sont méritants de quitter un régime semblable. Le Vietnam devient alors la preuve que sous le communisme, l'intolérance sert de base à toutes les politiques. C'est une idéologie qui méprise les hommes, affirme Jean-Guy Dubuc, l'éditorialiste en chef de *La Presse*.¹⁶⁵ En insistant ainsi sur le fait que l'exode est causé par ce régime on met en évidence la bravoure des réfugiés. Leur bravoure et leur esprit pionnier qu'ils partagent avec les Canadiens, affirme Emiliano Joanes dans la lettre qu'il écrit à *The Gazette*, sont les raisons pour lesquels ils fuient à cause des conditions inhumaines du régime communiste et non par attrait de la nouveauté¹⁶⁶. Pour sa part, Ding Vance, qui se présente lui-même comme un

¹⁶³ Vo Van NHUNG, « Réfugiés vietnamiens à l'affût », *La Presse*, 4 juillet 1979, p.A5 et Vi Bercovitch, « Infiltration? », *The Montreal Star*, 6 août 1979, p.A6.

¹⁶⁴ Florence ANDERSON, « Share abundance with the refugees », *The Montreal Star*, 7 juillet 1979, p.B.

¹⁶⁵ Jean-Guy DUBUC, « Le défi canadien face aux réfugiés », *La Presse*, 20 juillet 1979, p.A4 et Bob KAPLAN, « We can absorb 100,000 "boat people" in a year; such immigrants would be an asset, no liability », *The Montreal Star*, 4 juillet 1979, p.A12.

¹⁶⁶ Emiliano JOANES, « We need their guts », *The Gazette*, 29 juin 1979, p.9.

réfugié, écrit au journal *La Presse* en réponse à la lettre plutôt haineuse d'un autre lecteur de ce journal. Affirmant que les réfugiés n'ont pas hésité à affronter tous les périls pour échapper au régime communiste, il ajoute « Vous n'avez jamais vécu le régime communiste alors que nous sommes traumatisés par cet affreux et atroce régime qui nous a hantés jour et nuit. Tous les réfugiés préféreraient mourir en mer plutôt que de vivre sous un tel régime»¹⁶⁷.

L'économie avant tout

Les problèmes économiques et le taux de chômage important sont des préoccupations fréquemment exprimées par les acteurs du débat que nous analysons. Certains éditorialistes du *Devoir* et de *La Presse* et quelques lecteurs qui sont par moments ambivalents face à l'arrivée massive des réfugiés indochinois au Canada, invoquent ces problèmes économiques. Michel Roy, du *Devoir*, qui pour sa part appuie généralement l'accueil des réfugiés, croit qu'en accueillir un si grand nombre nécessite des dépenses pour assurer leur bonne intégration: « Il faut être prêt à créer des programmes d'intégration, de formation de la main-d'œuvre, de recyclage, d'enseignement des langues secondes, d'établissement sans lesquels les réfugiés sont condamnés au chômage ou au bien-être social »¹⁶⁸. L'important taux de chômage au pays fait aussi réagir. Emiliano Joanes croit toutefois que: « Des problèmes comme le chômage et l'économie seront toujours présents

¹⁶⁷ Dinh VANCE, « Sans pitié pour les réfugiés », *La Presse*, 8 juin 1979, p.A5.

¹⁶⁸ Michel ROY, « Le Canada et la tragédie indochinoise », *Le Devoir*, 29 juin 1979, p.4.

mais nous les surmonterons toujours. Ce n'est donc pas une excuse pour ne pas accueillir ces gens »¹⁶⁹. De même, dans *La Presse*, malgré ces problèmes économiques, on conçoit l'accueil de ces réfugiés comme un sacrifice nécessaire.¹⁷⁰ Par contraste, aux yeux de J. Anderson, qui écrit au *Montreal Star*, il y a de meilleures solutions que l'accueil massif de ces réfugiés dans un période où «*All people residing in Quebec are living daily under considerable pressures and anxieties as a result of the impending referendum, Bill 101, high unemployment, inadequate low cost housing (a waiting list of 13,000 in Montreal), uncertainty over the new federal government's attitude to Quebec, and problems regarding services and work in the area of language*»¹⁷¹.

La peur d'un contrecoup

La notion de contrecoup est omniprésente lorsque l'on parle d'une opération de si grande envergure que celle de l'accueil au pays de milliers de réfugiés. Le 19 juillet 1979, Michel Roy du *Devoir* rapporte les propos malheureux qu'a tenus Ronald Atkey, le ministre de l'immigration du Canada, lors d'une émission télévisée. « À qui lui demandait alors pourquoi son gouvernement ne faisait pas davantage sur le champ pour les Indochinois éperdus, M. Atkey avait répondu qu'il fallait appréhender un ressac pénible de la population contre les nouveaux venus si la conjoncture économique se dégradait. Le ministre a fait

¹⁶⁹ Emiliano JOANES, «We need their huts», *The Gazette*, 29 juin 1979, p.9.

¹⁷⁰ Guy CORMIER, « Les damnés de la mer », *La Presse*, 23 juin 1979, p.A4.

¹⁷¹ J. ANDERSON, «The backlash over the boat people», *The Montreal Star*, 4 août 1979, p.B7.

preuve de maladresse, mais la crainte qu'il exprimait est évidemment réelle ». ¹⁷² Selon A. Y. Eng, un médecin ontarien qui écrit au *Globe and Mail*, cette allégation du ministre démontre que la peur d'un contrecoup suite à l'arrivée massive de ces réfugiés n'est pas seulement présente dans la population mais qu'elle est aussi anticipée par le gouvernement. ¹⁷³ Bien sûr, ce dernier n'ignore pas la possibilité d'une réaction négative à l'arrivée de ces réfugiés; la maladresse tient à ce que les propos du ministre laissent voir que le gouvernement est soucieux de calmer l'inquiétude qu'il pressent dans la population.

Selon Michel Roy toutefois, la peur d'un contrecoup à l'accueil des réfugiés est un phénomène que l'on observe plutôt dans l'Ouest canadien et à Toronto. « On doit se garder d'exagérer le phénomène, mais il faut encore en reconnaître lucidement l'existence, au besoin le contrôler et le réduire par des mesures appropriées. Nul n'a vraiment étudié méthodiquement à l'aide d'instruments convenables les réactions des citoyens de chacune des régions [...]. Mais il est vrai que certains commentaires entendus dans les lieux publics et à la radio sont préoccupants » ¹⁷⁴. Comme on le voit dans ces propos, derrière les arguments économiques les préjugés affleurent. De fait, observe encore Michel Roy, une telle immigration visible amènera sans doute la xénophobie. En effet, la peur d'un

¹⁷² Michel ROY, « Politique nouvelle sur les réfugiés », *Le Devoir*, 19 juillet 1979, p.4.

¹⁷³ Dr. A. Y. ENG, « Is government discouraging refugee aid? », *Globe and Mail*, 14 juillet 1979, p.7.

¹⁷⁴ Michel ROY, « Le Canada et les réfugiés d'Asie », *Le Devoir*, 30 juillet 1979, p.4.

contrecoup à l'accueil de ces réfugiés est exprimée quelque fois par d'autres lecteurs qui ont peur que la générosité marquée du pays ne se fasse qu'au dépend du peuple canadien.¹⁷⁵

L'intégration à la société d'accueil est l'une des raisons qui amènent certains intervenants, surtout des immigrants déjà installés au pays, à craindre une réaction négative de la part des Canadiens et des Québécois. Ils soulignent que l'intégration des réfugiés âgés et sans formation sera plus difficile que celle des jeunes plus éduqués. Nguyen Trung Viet, un immigrant vietnamien arrivé au pays bien avant la présente vague de réfugiés, craint que les réfugiés âgés ne deviennent un fardeau. Une immigration d'une telle ampleur pourrait créer des ghettos. « Sauront-ils s'intégrer, s'inquiète-t-il, ou auront-ils la même conduite qu'au Vietnam, celle-là même qui leur a valu d'être expulsés? »¹⁷⁶. Selon ce dernier, une arrivée massive créera une xénophobie et un racisme qui deviendra de plus en plus fréquent et qui fera souffrir le pays d'accueil¹⁷⁷. Mais le politicien Bob Kaplan, député conservateur, réfute ce genre d'allégations en précisant que les gens qui voient une menace dans cette immigration devraient penser au fait que si les Communistes n'en voulaient pas, c'est qu'ils ne cadrent pas dans ce système.¹⁷⁸

¹⁷⁵ H. Anaiyo PANJVAN, «Are we afraid of the boat people?», *The Montreal Star*, 14 juillet 1979, p.B.

¹⁷⁶ Nguyen Trung VIET, « Derrière le drame vietnamien », *La Presse*, 8 août 1979, p.A5.

¹⁷⁷ Nguyen Trung VIET, « Derrière le drame vietnamien », *La Presse*, 8 août 1979, p.A5.

¹⁷⁸ Bob KAPLAN, «We can absorb 100,000 "boat people" in a year; such immigrants would be an asset», *Montreal Star*, 4 juillet 1979, p.A12.

D'autres acteurs sociaux, dont un groupe de bénévoles travaillant au service des réfugiés, louangent ces nouveaux arrivants en les décrivant comme organisés, travailleurs, patients, polis, tempérés, sobres, économes et altruistes. Selon eux, « Ils ne connaîtront pas de problèmes d'adaptation dans les pays généreux et humanitaires qui les accueilleront »¹⁷⁹.

Le problème du racisme est le plus souvent signalé par des gens qui se disent en faveur de l'accueil des réfugiés indochinois, et qui parlent de ceux qui s'opposent à leur arrivée massive. On trouve ainsi des accusations de racisme dans des lettres des lecteurs du *Montreal Star*, de la *Gazette* et de *La Presse*. F. Niemi-Mitchell, qui écrit au *Montreal Star* en juillet 1979, affirme que c'est du racisme qui se cache derrière certains des arguments des gens qui s'opposent à l'arrivée des Boat people.¹⁸⁰ En effet, si le Canada s'est développé grâce à l'immigration, « Pourquoi sommes-nous craintifs des non-blancs? », s'interroge un autre lecteur¹⁸¹. Une lectrice de la *Gazette* croit, pour sa part que l'intolérance vient d'un manque de compassion, du fait que les gens ne s'imaginent pas à la place de ces réfugiés, coincés sur un rafiôt ou dans un camp de réfugiés pendant des mois.¹⁸²

¹⁷⁹ Un groupe de volontaire au service des réfugiés, « L'aide aux réfugiés vietnamiens », *La Presse*, 9 août 1979, p.A5.

¹⁸⁰ F. NIEMI-MITCHELL, « Are we afraid of the boat people? », *The Montreal Star*, 14 juillet 1979, p.B.

¹⁸¹ Walter KAMBULOW, « Are we afraid of the boat people? », *The Montreal Star*, 14 juillet 1979, p.B.

¹⁸² Jane PAIGE, « 'Canadians selfish, intolerant' », *The Gazette*, 8 août 1979, p.8.

Quelques questions moins dominantes

La religion joue un rôle important dans le débat que nous analysons. Nous avons noté déjà l'implication de plusieurs leaders religieux ou représentants de groupes confessionnels dans la mobilisation pour l'accueil. En effet, catholiques, protestants et juifs ont pris position en faveur de l'admission de réfugiés vietnamiens.¹⁸³ Il faut dire que les réfugiés vietnamiens d'origine chinoise qui représentent une grande partie des réfugiés indochinois sont le plus souvent chrétiens. Leur religion attire la sympathie des groupes chrétiens d'ici pour cette raison¹⁸⁴. Enfin, les préceptes religieux teintent aussi les opinions des lecteurs: la foi passe par des gestes et non des paroles, disent certains leaders religieux. L'amour du prochain, la charité et l'aide au voyageur blessé sur le bord de la route sont des concepts qui renforcent leur position en faveur de l'arrivée de ces réfugiés.¹⁸⁵

Plusieurs participants à ce débat s'interrogent sur les limites fixées au nombre de réfugiés que le pays accueille. En effet dit André Brien, un lecteur de La Presse, « Comment le Canada peut avoir un nombre strict de boat people alors qu'il y a de si vastes territoires et autant de ressources? »¹⁸⁶. Cette question ne fait cependant pas l'unanimité.

¹⁸³ W. Gunther PLAUT, «Religion and politics do mix», *Globe and Mail*, 28 novembre 1979, p.7.

¹⁸⁴ A. SONAC, «Race religion and world politics all factors in the tragedy of refugees», *The Montreal Star*, 8 août 1979, p.A8.

¹⁸⁵ André BRIEN, « L'aide aux réfugiés Vietnamiens », *La Presse*, 9 août 1979, p.A5.

¹⁸⁶ Eugene MCCARTHY, «'Irish heritage started on a low note, too'», *The Gazette*, 29 juin 1979, p.9.

Bien sur, la population du pays est faible en regard de sa superficie, mais, fait valoir Patricia Humphrey qui écrit au *Montreal Star*, il faut prendre en compte le fait que seule une partie de territoire près de la frontière américaine est réellement habitable.¹⁸⁷

Enfin, plusieurs lecteurs disent souhaiter une répartition des réfugiés à travers le territoire canadien. Bien sûr, le territoire du Québec et du Canada sont vastes, mais les villes canadiennes sont déjà suffisamment peuplées. Un lecteur du *Globe and Mail*, suggère même que donner des terres aux réfugiés : « serait un bon investissement pour le Canada. Ce serait une meilleure idée que de les envoyer en ville »¹⁸⁸.

Rapport-gratuit.com
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES 

Une seule lettre de lecteur, parue à la fin du mois de novembre 1979, exprime l'inquiétude face aux problèmes de santé que pourraient causer l'arrivée des réfugiés indochinois au Canada¹⁸⁹. À peine quelques jours plus tard, le ministre canadien de l'Immigration, Ron Atkey, intervient dans le *Globe and Mail* pour rassurer la population sur les précautions prises par le gouvernement quant à la santé des réfugiés et des tests médicaux qu'ils doivent subir. En effet, avant que l'admission d'un réfugié ne soit approuvée, il doit passer certains tests médicaux, dont le test pour la tuberculose, des analyses d'urine et de sang, des tests pour des maladies vénériennes et pour les parasites

¹⁸⁷ Patricia HUMPHREY, «How long can nations of the Western world continue to absorb refugees in such numbers», *The Montreal Star*, 2 août 1979, p.A6.

¹⁸⁸ Marion O. LORING, «Give refugees land, animals in countryside», *Globe and Mail*, 7 juillet 1979, p.7. [traduction libre]

¹⁸⁹ Mary L. EMERY, «Blunder by Atkey?», *Globe and Mail*, 26 novembre 1979, p.6.

intestinaux. Atkey précise cependant qu'aucun mouvement de population n'est sans risque, mais qu'avec tous ces examens, les risques sont minimaux.¹⁹⁰

Les lettres des lecteurs publiées par les journaux que nous étudions au cours des mois de juin à décembre 1979 sont d'une abondance surprenante. La diversité de leurs auteurs et les contrastes de leurs positions en font un débat animé. Il est intéressant de noter que même des immigrants vietnamiens établis au pays depuis assez longtemps ne sont pas tous du même avis sur l'arrivée massive de ces réfugiés. Malgré les opinions diverses et le climat économique incertain, nous sentons un appui assez majoritaire, autant chez les francophones que chez les anglophones, à l'accueil des réfugiés indochinois. Ce phénomène est particulièrement vrai pour ceux et celles que leur travail ou leurs fonctions mettent plus directement en contact avec les immigrants.

¹⁹⁰ Hon. Ron ATKEY, «Mr. Atkey responds», *Globe and Mail*, 29 novembre 1979, p.6.

CONCLUSION

Le 30 avril 1975 ne marque pas seulement la fin de la guerre du Vietnam mais aussi le début de l'exode d'une partie de sa population. Les conflits entre le Vietnam, le Cambodge et la Chine qui se développent et créent le phénomène des Boat people, ces réfugiés qui quittent ces pays de l'Asie du Sud-Est par la mer. Ce phénomène provoque rapidement une crise mondiale. Plusieurs pays, comme le Canada, les États-Unis, l'Australie, la France et l'Angleterre participent à la relocalisation des réfugiés. Les mois de juin à décembre 1979 représentent une période charnière dans le dénouement de cette crise et c'est à ce moment qu'on en discute le plus dans les journaux canadiens. Ainsi, dans les quatre quotidiens québécois (et montréalais) que nous avons étudiés, soit *La Presse*, *Le Devoir*, le *Montreal Star* et *The Gazette*, et dans le journal pancanadien qu'est le *Globe and Mail*, c'est durant cette période de sept mois que le débat est à son plus fort. En effet, le nombre d'articles que nous avons relevés sur cette question est saisissant et nous a d'autant plus étonné. Bien que plusieurs chercheurs dont Jean-Pierre Rogel, Denis Stairs et T.A. Keenleyside ont insisté sur le peu d'attention accordé aux nouvelles internationales dans les journaux canadiens et québécois ¹⁹¹. Ainsi, en ce qui concerne la crise des réfugiés indochinois, notre étude les contredit. Le drame des Boat people a été intensément couvert.

Entre juin et décembre 1979, nous avons recensé 1473 articles de toutes sortes (agence de

¹⁹¹ Voir Denis STAIRS, «The Press and Foreign Policy in Canada», *International Journal*, Vol. 31, No 2, 1976, p. 230 ; T.A. KEENLEYSIDE, B.E. BURTON et W.C. SODERLUND, «La presse et la politique étrangère canadienne», *Études Internationales*, Vol. 18, No 3, 1987, p.514 ainsi que Jean-Pierre ROGEL, «La presse québécoise et l'information sur la politique internationale», *Études Internationales*, Vol. 5, No 4, 1974, p.704.

presse, journalistes locaux, éditoriaux, lettres des lecteurs, publicités et caricatures). Cependant, nous nous sommes intéressée plus spécifiquement aux textes d'opinion, et nous avons donc retenu de cet ensemble les 51 éditoriaux et 234 lettres des lecteurs publiés dans les journaux que nous avons mentionnés.

Notre étude est davantage une analyse de contenu que de discours. Nous avons identifié les acteurs qui prennent part au débat, les préoccupations qu'ils expriment et leurs principaux arguments en ce qui concerne l'arrivée des réfugiés indochinois dans leur pays. De même, nous avons été attentive aux décisions gouvernementales et aux réactions qu'elles provoquent, puisque ce sont elles qui ont fait couler le plus d'encre. La création, en juillet 1979, d'un programme fédéral de parrainage des réfugiés indochinois, dont nous discutons en particulier dans notre premier chapitre, en est une d'importance. Bien que le principe du parrainage existe depuis plusieurs années déjà dans les politiques canadiennes d'immigration le programme mis sur pied par le gouvernement canadien est exceptionnel. Il favorise en effet l'implication active de groupes organisés, ou de groupes familiaux, qui s'engagent à suivre et aider des familles de réfugiés pendant un an. Pour sa part, le gouvernement s'engage à accueillir un réfugié pour chaque réfugié parrainé par le public et ce, jusqu'à ce que l'on ait ainsi admis 50 000 réfugiés au total. Cette décision du gouvernement fédéral est énormément discutée dans les lettres des lecteurs, et fortement encouragée entre autres, par différents leaders religieux.

Notre second chapitre est consacré à l'évolution des éditoriaux au fil des mois et aux préoccupations dont ils témoignent. Ainsi, au mois de juillet 1979, le regard des éditorialistes est principalement tourné vers la scène internationale : ils prônent assez unanimement l'intervention du Canada dans la crise. Au cours des mois qui suivent, l'arrivée de ces milliers de réfugiés au pays devient le principal élément de discussion. On discute de la limite du nombre de personnes que l'on peut accueillir et l'on s'inquiète aussi des problèmes que leur arrivée nombreuse peuvent causer. À la fin de l'automne cependant ces questions paraissent avoir perdu de leur acuité. Les regards se tournent à nouveau vers le Sud-Est asiatique, mais cette fois ce sont le Cambodge et ses problèmes politiques qui deviennent le point de mire de l'actualité.

Notre troisième chapitre est une analyse des lettres des lecteurs. Ces derniers représentent des secteurs très divers des sociétés canadienne et québécoise : ce sont des leaders religieux, des politiciens, des gens œuvrant auprès des immigrants, et des membres des professions libérales. Les immigrants eux-mêmes, en particulier quelques Vietnamiens, participent eux aussi à ce débat.

Enfin, nous avons analysé plus en profondeur les préoccupations exprimées de façon récurrente au cours de ce débat. L'aide humanitaire est la question qui domine dans les éditoriaux et dans les lettres. Le Canada devrait utiliser cette occasion pour se placer comme leader d'aide humanitaire. Les comparaisons entre l'holocauste et la crise des réfugiés sont nombreuses. Nous sentons, chez les participants au débat, une réelle volonté

d'éviter la reproduction d'une aussi grande tragédie. Le communisme vietnamien inquiète plusieurs lecteurs de tous les journaux. Nous remarquons une volonté de se positionner contre le communisme et pour les gens qui fuient ce régime. Malgré tout, on note une inquiétude de certains lecteurs qui ont peur, par l'arrivée d'un trop grand nombre de ces réfugiés, que le communisme prennent de l'essor au Canada. La situation économique difficile pousse plusieurs à se demander combien de réfugiés peuvent être accueillis par le Canada sans empirer l'économie. Cependant, des éditorialistes précisent que l'accueil est un mal nécessaire et que nous devons aider malgré nos difficultés. Bien sur, certaines craintes récurrentes, telles la xénophobie, la création de ghettos et le racisme reviennent à plusieurs occasions dans les lettres plus critiques envers l'accueil des réfugiés. Chose étonnante, des immigrants installés depuis longtemps au Canada semblent être ceux qui craignent le plus ces contrecoups.

L'analyse du débat entourant l'arrivée des Boat people au Canada nous permet de voir que malgré la distance physique et culturelle qui sépare le Vietnam du Canada, la population de ce pays se préoccupe beaucoup des problèmes provoqués par cette crise internationale. Le nombre d'articles de toutes sortes parus à ce propos dans les journaux le prouve. Mais surtout, la remarquable participation à ce débat, par le biais des «lettres des lecteurs», d'individus et de groupes issus de la société civile en montre une autre dimension. Or les lettres des lecteurs que nous étudions sont de véritables lettres, écrites à la main et postées par leurs auteurs à l'adresse de leur journal. Il y a dans ce geste en soi, une grande volonté de partager son opinion, de faire partie du débat. Ces opinions montrent qu'à aucun moment il n'y a de consensus, mais bien une évolution des questionnements et des

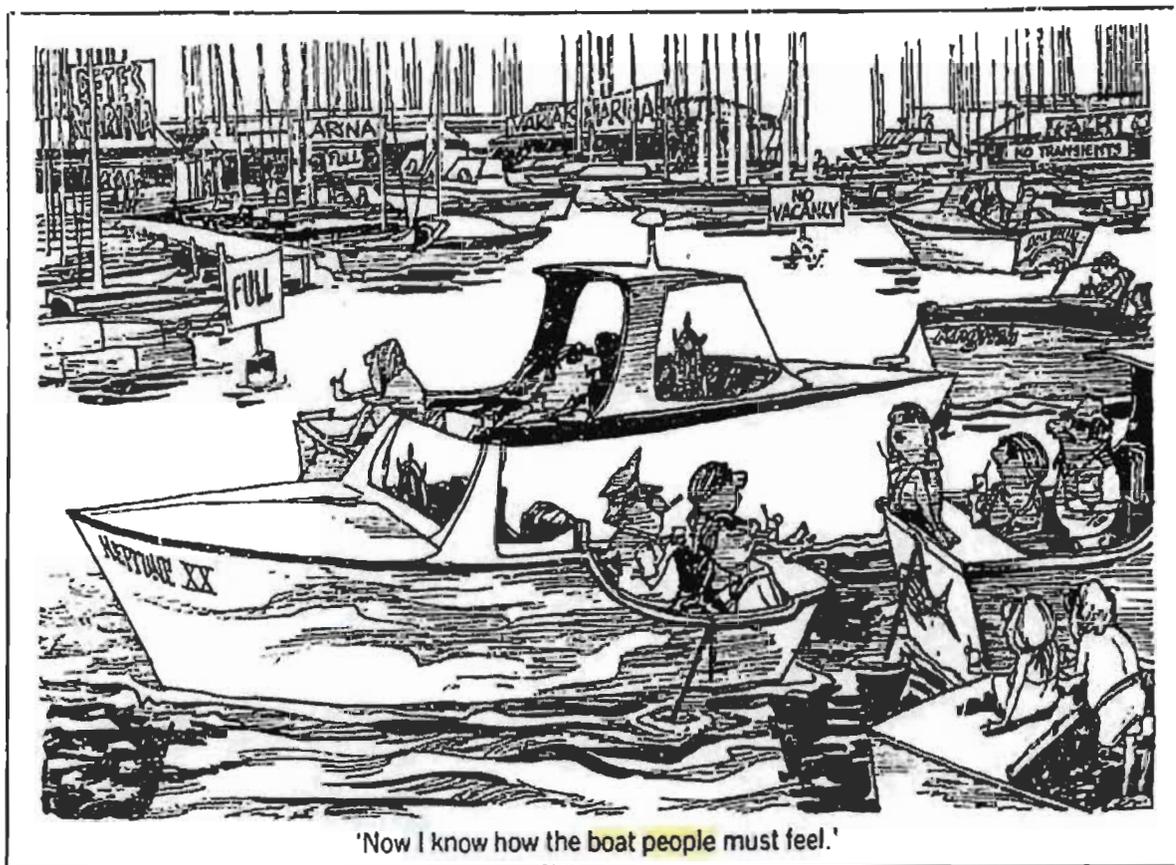
positions. Cela dit la majorité des interventions est plutôt favorable à l'accueil des réfugiés indochinois, et cela avant tout pour des raisons humanitaires.

Quelques questions restent en suspens. Bien que plusieurs politiciens canadiens participent au débat à travers le courrier des lecteurs du *Globe and Mail*, leurs homologues québécois n'interviennent pas de cette façon, dans aucun des principaux quotidiens montréalais, et paraissent nettement moins présents dans les discussions publiques. De plus, quel que soit le journal, exception faite du *Devoir* dans un éditorial, les éditoriaux et les lettres ne font pas de distinction entre l'arrivée des réfugiés au Canada et leur arrivée au Québec. Bien que cette province accepte une grande proportion des réfugiés accueillis par le Canada (en juillet 1979, le Québec s'engage à accepter 1/3 des réfugiés), il est presque exclusivement question des politiques canadiennes et de l'ensemble du pays. Plusieurs articles écrits par des journalistes locaux ou des agences de presse rapportent pourtant la création, par le gouvernement du Québec, d'un programme de parrainage des réfugiés¹⁹² très semblable au programme fédéral. Cependant aucun éditorial ou lettre de lecteur ne le mentionne. Les critiques et les félicitations sont uniquement dirigées vers le gouvernement canadien, à un moment où pourtant le Québec commence à avoir davantage de pouvoir et d'autonomie en matière d'immigration. Ce silence est une invitation à étudier d'autres facettes, moins publiques, de ce débat.

¹⁹² Régis VIGNEAU, « Le Québec et le parrainage des réfugiés », *Le Devoir*, 5 juillet 1979, p.5.

ANNEXE 1 - CARICATURES

The Globe and Mail, 4 juillet 1979, p.6.



La Presse, 9 juillet 1979, p.A4.



1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

The Montreal Star, 18 juillet 1979, p.A6.

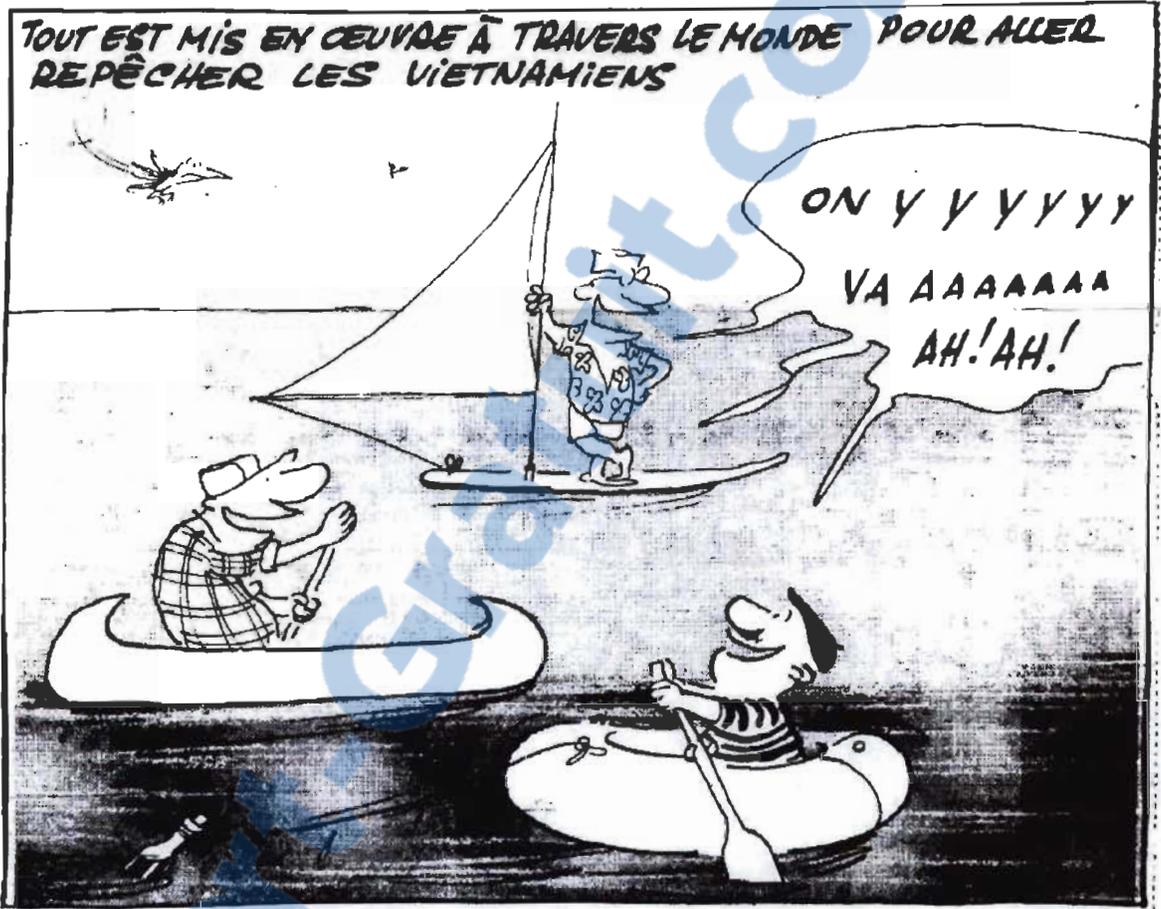


La Presse, 19 juillet 1979, p.A4.

3-
e-
a-
o-
s
m
g
s
m
e
e
it
s
u
a
r
n
i-
r
n
t

t
e
s
t
e
r-
r
u
e
s.
it

r-
n
s
i
l
l
n
v



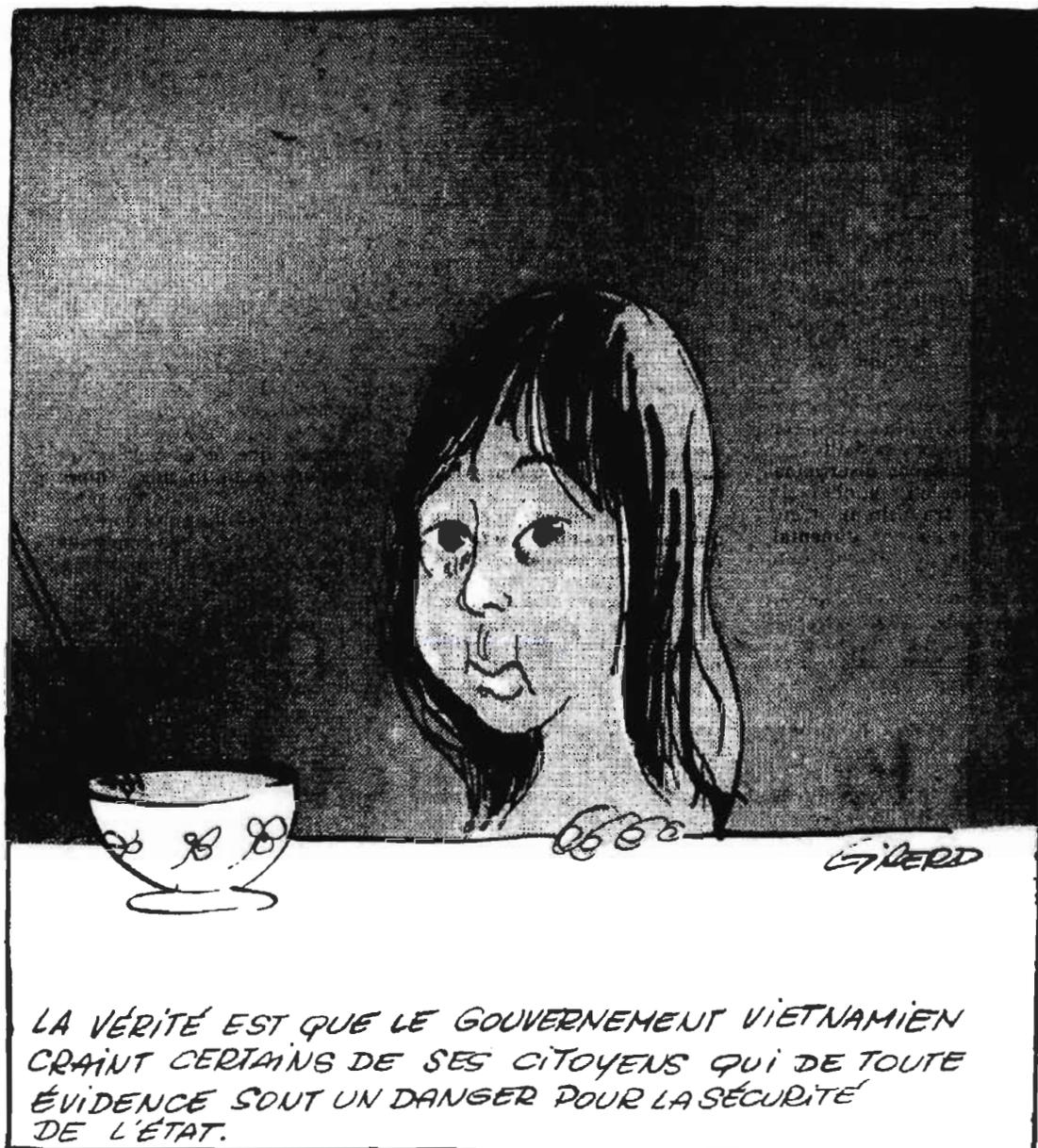
Rapport

La Presse, 24 juillet 1979, p.A4.



Droits réservés

La Presse, 26 juillet 1979, p.A4.



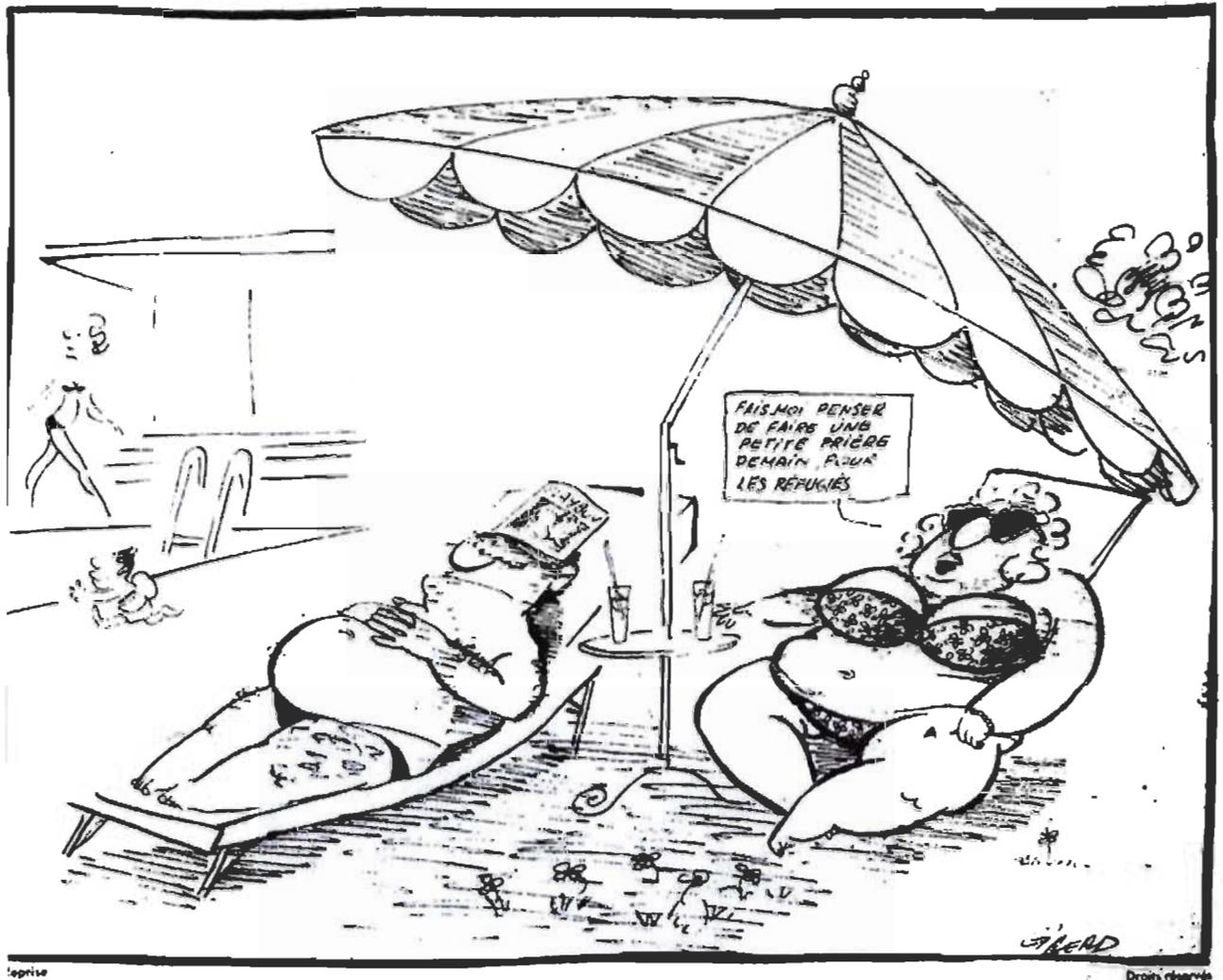
Droits réservés

The Montreal Star, 4 août 1979, p.B7.

In the forefront in easing a human crisis — Joe Clark



La Presse, 6 août 1979, p.A4.



Leprise

Droits réservés

La Presse, 12 novembre 1979, p.A4.



La Presse, 31 décembre 1979, p.A4.

Depuis des temps immémoriaux les hommes ont l'habitude de s'échanger des vœux de paix et de bonheur au jour de l'an. Beaucoup voient aujourd'hui dans cette pratique sociale un rituel qui ne vaut que ce que valent ordinairement les vœux pieux. Les apparences ne leur donnent-elles pas raison? Les hommes s'échangent des vœux qui valent plus souvent des lettres que du cœur. Même si cette pratique est généralement sans lendemain elle introduit néanmoins une journée de trêve et de désarmement

moral dans les rapports individuels, familiaux et sociaux d'une multitude d'êtres humains. C'est peu mais c'est déjà ça de gagné pour la paix. D'ailleurs, se souhaiter mutuellement du bien, n'est-ce pas se rappeler les uns les autres que le monde pourrait être meilleur et qu'il en dépend peut-être un peu de chacun? Même s'ils ne succèdent qu'à une nostalgie d'un jour à l'égard d'un monde mythique, ces vœux du Nouvel An empêchent peut-être de se résigner comme à une fatalité aux misères de ce monde. Qui sait? Bonne et heureuse année!

Marcel ADAMI



ANNEXE 2 - LES PUBLICITÉS DE LA NATIONAL CITIZENS' COALITION

National Citizens' Coalition, «Canada's Great Humanitarian Gesture - The Boat People of Vietnam», *The Globe and Mail*, 24 août 1979, p.3.

CANADA'S GREAT HUMANITARIAN GESTURE - THE BOAT PEOPLE OF VIETNAM

During the last few months we have been reading and hearing about the Boat People of Vietnam. It is a dramatic story and no one, with any feeling for humanity, can remain unmoved. It is a terrible moment in the history of the overseas Chinese people. We have all seen the rotting and overcrowded boats, the tin shacks, the internment camps, and the hopelessness and squalor.

Across the land Canadians have reacted with compassion. People have come forward to sponsor and care for the refugees. The Federal Government has raised the quota for the first seventeen months of the Refugee Movement to 50,000, and some provinces have offered financial support. We have all been asked to become involved, and to sponsor and promote the introduction of the refugees to Canada.

The National Citizens' Coalition understands the compelling reasons for this action and admires this great display of humanitarianism. But it wonders if the government knows enough about the situation to act in the best interests of the nation. It wonders why the government has not given us more details. And it believes that this is the time for objectivity and careful planning. If this is not done, the hidden problems could create a backlash that will be extremely hard on the unfortunate refugees and, in the long run, create great difficulties for all Canadians.

This is a sensitive issue and anyone who questions it may be accused of prejudice or racism. No organization, that relies on public support, would take this risk without carefully weighing the consequences. The National Citizens' Coalition was founded to try to ensure that important national issues are carefully thought out before they are implemented, and to make certain that government policies are consistent with the wishes and the best interests of the Canadian people. With this mandate in mind, we would like you to consider the following points.

The best authorities on immigration tell us that the 50,000 initial entrants will each sponsor about 15 of their relatives, on average, and this will lead to at least 750,000* people in the not too distant future. Each refugee who lands in Canada is entitled to sponsor, by law, his relatives as soon as he or she lands here, and has the necessary financial resources. The relatives are also entitled to sponsor their relatives as soon as they arrive. This will create a massive intake and a situation unlike anything Canada has experienced before.

The government states that these refugees will not take jobs away from Canadians as they will accept work that Canadians are unwilling to perform. But has this been carefully thought out? Many of the refugees are businessmen and city people. Will they really take jobs in areas where we are having trouble providing workers? And for that matter, why are we not providing incentives for our own people?

The small immigration staff in Southeast Asia is swamped with work and cannot properly identify and check the backgrounds of the applicants. Is it wise to move so quickly? The July 21, 1979 edition of the *London Economist* reported that "Canada seems to be scooping up refugees suspected by their fellows of being agents for Hanoi."

All people who have studied the situation in Indo-China and in other refugee centres of the world agree that the Indo-Chinese refugees represent only the beginning of the problem and that there is no way that Canada can solve the world's refugee problem without destroying and completely changing Canadian society. For example, there are 300,000 refugees in Thailand and this group alone is expected to increase two or three times during the winter. Where do we draw the line?

We also wonder why more has not been done to encourage the homelands of the refugees to become more humanitarian and provide better living conditions.

We were quick to place embargoes on Rhodesia for not giving Blacks political power. Why are we hesitating about using the same technique for Vietnam and Communist China? Vietnam's crises are far more serious, and China is the natural homeland of the overseas Chinese people who make up the vast majority of the refugees.

The cabinet made the decision to allow in 50,000, without consulting the Canadian people or their representatives in Parliament.

We wonder if it is wise for a handful of new ministers and their neophyte political advisors to place Canada in a position from which there will be no retreat and before Canadians or their political representatives are even aware of the ramifications. If it were just the matter of the costs involved, even though these costs may run into billions of dollars, that would be one thing. But, it is the general impact that concerns us and makes the National Citizens' Coalition feel that much more information is required.

Your views, as expressed through your answers to the questions in the coupon would be appreciated:

*Write us for confirmation of these figures.



National Citizens' Coalition

100 Adelaide Street West, Suite 907
Toronto, Ontario M5H 1S3
1-416-880-3838

A national non-profit corporation

NATIONAL CITIZENS' COALITION
Suite 907
100 Adelaide Street W.
Toronto, Ontario M5H 1S3

Dear Sir:

Here are my answers to the questions listed below:

Name: _____
Address: _____
Telephone Number (For Verification): _____

Do you think that the government acted wisely by deciding on an initial intake of 50,000 that could lead to 750,000 without consulting parliament or the people first?
YES _____ NO _____

In cases of this kind where political decisions can change the nature of our society, should the issues be submitted to the people in the form of a national referendum which is binding on the government?
YES _____ NO _____

I am enclosing a donation to help pay for more ads like this.

NATIONAL CITIZENS' COALITION
Suite 907
100 Adelaide Street W.
Toronto, Ontario M5H 1S3

Dear Sir:

Here are my answers to the questions listed below:

Name: _____
Address: _____
Telephone Number (For Verification): _____

Do you think that the government acted wisely by deciding on an initial intake of 50,000 that could lead to 750,000 without consulting parliament or the people first?
YES _____ NO _____

In cases of this kind where political decisions can change the nature of our society, should the issues be submitted to the people in the form of a national referendum which is binding on the government?
YES _____ NO _____

I am enclosing a donation to help pay for more ads like this.

NATIONAL CITIZENS' COALITION
Suite 907
100 Adelaide Street W.
Toronto, Ontario M5H 1S3

Dear Sir:

Here are my answers to the questions listed below:

Name: _____
Address: _____
Telephone Number (For Verification): _____

Do you think that the government acted wisely by deciding on an initial intake of 50,000 that could lead to 750,000 without consulting parliament or the people first?
YES _____ NO _____

In cases of this kind where political decisions can change the nature of our society, should the issues be submitted to the people in the form of a national referendum which is binding on the government?
YES _____ NO _____

I am enclosing a donation to help pay for more ads like this.

National Citizens' Coalition, «An Open Letter About the Boat People», *The Globe and Mail*, 12 septembre 1979, p.B03.

AN OPEN LETTER ABOUT THE BOAT PEOPLE



Kim Abbott
former Director of Canadian
Immigration Services

Because of the controversy surrounding the boat people, we are reprinting a letter written to National Citizens' Coalition by Kim Abbott, former Director of Canadian Immigration Services. Mr. Abbott supplied much of the information for an advertisement which we ran in this paper on August 24, 1979.

⁴⁴Because some of the controversy seems to revolve around my credentials, the subject these refugees will have in Canada, and the nature of immigration, I will start at the beginning.

I joined the Immigration Service in 1950 and served there until 1967. After that I was a manpower consultant with the Ontario Economic Council, then later, was the senior adviser on federal-provincial relations with Energy, Mines and Resources. I am now retired.

In immigration I was the Director of Organization and Personnel, the Director of Inspection Services, the Acting Director of the Chinese Service, and the Director of the Canadian Immigration Service. In the Ontario Economic Council, I was engaged in matters relating to immigration and manpower training. In the course of these duties I was responsible for surveys carried out in cooperation with the provinces to determine immigration prospects or requirements. I have travelled extensively abroad, examining immigration procedures and assessing the content of immigration movements. I have had a long experience in Chinese immigration and was responsible for leading an investigation into illegal Chinese immigration during the early 1960's.

I do not feel that Canadians have been properly informed about the consequences of the entry of 50,000 refugees from Viet Nam, who will be mostly Chinese, and I believe that a common mistake of this nature is not something that should be undertaken without proper and careful consideration.

I know I will cause the hatred of many people who feel that as a large, privileged country, we cannot stand by and allow this kind of suffering to take place without a positive response. I understand that and am sympathetic to the people involved but I want to be sure that we all know a good deal more about the situation we are getting into. We certainly do not want to become involved in a program that could end up causing bitterness and the kind of social conflicts we have been able to avoid in the past. I am not advocating that we do nothing. I believe our country has a responsibility for preventing and reversing the sort of thing that has been happening in Viet Nam and in other parts of the world. I suppose this is why so many people of my generation fought such a terrible war against Nazi Germany but I am sure that allowing the entry of 50,000 refugees to Canada is not the solution to the problem of the world's millions of refugees. Canadians have a great inheritance that is based on the culture of Western Europe and the evolutionary development of parliamentary democracy over many centuries. We are all immigrants, or the children of immigrants, and over the years we have learned from the struggle to give it that special Canadian flavour that is the envy of people from all over the world.

This is not something that happened through an open door immigration policy. If we had done that, the structure of our country would have been quite different. What we did, in one way or another, was to bring people here on the basis of our capacity to integrate them into our society. This was based on our "absorptive capacity". We know that if we brought in too many people from one group at one time, they would tend to segregate and become separate and unintegrated groups. No one who believes in the Canadian identity wants this, so a careful balance was maintained.

During the 19th and 19th and 20th years things started to get out of hand. Our absorptive capacity was not given as much importance and we were now beginning to see the seeds of racial problems in our metropolitan areas. To do this in the time it takes stock and decide on the kind of country one's children will live in, for one, want to preserve and strengthen the foundation, and democracy our ancestors brought us hard to believe, as if systems we had better be careful about introducing large numbers of unassimilated people into our midst, so a matter how compelling the reasons, if they do not show, it even understand the fundamental tenets of our society. Now let me tell you why I believe that 50,000 refugees from Viet Nam, and it's relatives they will bring in after them, represent a number that is too large to absorb without changing the nature of our society.

Fifty thousand refugees, mainly of Chinese origin, have the potential to swamp another 700,000 in the not too distant future and most will settle in large metropolitan centres like Toronto, Montreal and Vancouver. This projection is based on an average of 15 relatives for every person who comes into Canada. To fully appreciate the impact of hundreds of thousands of these people, we have to compare the Canadian population. For example, Prince Edward Island has a population of 122,000. The potential created by the 50,000 is 675 times the size of that province. The Northwest Territories only has a population of 13,000. Go across the country and compare the numbers with other areas, towns and cities and you will see what I mean. If a third were to be added to the population of that city will be dramatically changed. In this really what we want? The Minister of Employment and Immigration, the Honourable Ron Atkey, and members of his Department, say that my relatives of their relatives to follow in sequence. They point to demographic studies they have conducted which indicate that under the present Immigration Act and regulations the number of relatives would not exceed one for each person who comes here on his own. From what I understand, it is not a question of the potential, because everyone knows that it is almost unknown from Southeast Asia and China. What the Department seems to be saying is that if now, in systems in place that could control the intake and that through this control the rate will not exceed 1 to 1. Has the demand for sponsorship really increased in this generation of politicians any better at understanding the pressures that sponsorship creates than the last?

To sponsor or assist entry of a relative you must be a Canadian citizen or a permanent resident, which in the status gives privileges on arrival. You must be 18 or older, and sign an agreement - which is as legally enforceable - to provide lodging, care and maintenance for the people you sponsor and have the financial resources to provide the promised support. This may sound like a difficult proposition but in the past, it has been immigration at least, the financial requirement has never been a matter of any importance.

Here are the people the Immigration Department says the qualified applicant can bring in a spouse or fiancée and accompanying unmarried children under 21, unmarried children under 21, parents or grandparents, 60 or over, plus accompanying dependent parents or grandparents under 60 who are widowed or orphaned and dependent, plus accompanying dependent, widowed, single, widowed, divorced or grandfathers who are under 18, unmarried and orphaned, and any child under 18 whom you intend to adopt, or any other relative if you have no close relatives in Canada and could not otherwise sponsor anyone. A person who becomes a citizen after three years may sponsor their parents of any age or circumstance.

You may also assist the entry of other relatives who cannot sponsor their own entry requirements for entry on their own. They include brothers, sisters, parents, grandmothers, children, grand children, aunts, uncles, nieces and nephews. This is quite a formidable group. It is important to remember that each new arrival from the group is entitled to the same privileges as seen as he or she arrives in Canada, and this creates the geographic progression that leads to the 15 to 1 potential.

Now let me put that in a situation which shows how this geographic progression works. It is not intended to describe sponsorship by the fact that people but simply to show how the system has worked in the past. The period covers 7 years and although it is an actual case history, I have deleted the names and personal details for obvious reasons. The original contact was an 85 year old and came

here through the normal immigration process. On arrival he took up employment as a janitor. He then brought in his wife, a brother and two sisters. The brother brought in his wife and a daughter. One sister brought in her husband and her son and daughter. The other sister brought in her husband. The man's wife sponsored her mother and father, two brothers and a sister. One of these sisters brought in her husband, and his in turn, brought in his father, his mother, two brothers and two sisters. Another brother brought in his wife in all, during the first five years, 23 persons entered as sponsored or assisted relatives, a ratio of 23 to 1 but at least 6 of the people in the chain had the potential to repeat this whole process so in the long run, it would be very much higher.

The Minister says that this will not happen this time. Doesn't he know that the domestic and international pressures are going to be very much greater than anything we have experienced before, and the list goes around, the politicians on all sides simply "caved in" when pressure started?

Sponsorship rates are governed to a large extent by the conditions which prevail in the country from which the immigrants or refugees originate. Where there are difficult economic and political problems the pressures for the relatives to leave are great and the sponsorship rates are high. In countries where conditions are generally good, the sponsorship rates are low.

The pressures for increased sponsored immigration come from two sources, people in the country of origin, and the sponsoring in Canada that represents the people concerned. They take the form of representation on individual cases and are directed at all levels of government from the selection office in the field to the Minister. They are persistent and often have political overtones. There are also pressures from the countries where the relatives reside. In the last few weeks we have seen these representations from Thailand and other countries in Southeast Asia.

The logical way to decide what will happen in Canada or any other immigration is to examine the past and apply it to the future. Unfortunately, Chinese immigration has been controlled for many years by legislative restrictions and by limiting the sponsoring facilities on an individual basis. What happened will not give a reliable indication of what will happen in the future. A fair and more accurate way in my opinion would be to look at countries where controls did not distort the entries and select the last years of large immigration movements with somewhat comparable conditions. To avoid the usual charges about racial prejudice, I have decided to use European countries as the model. A country I have selected has somewhat similar problems from an economic standpoint. The movement started after World War II and reached its significant period between 1950 and 1960. The total number of people who came to Canada during the 10 year period was slightly over 250,000. The ratio between the sponsored relatives and those who came here on their own was 14.2 to 1. I think you can see from this that the 15 to 1 potential is not out of line and if anything is probably low.

Most who have ever been in the immigration business know that the great problem over the control of numbers is sponsorship. A few years ago I completed a survey in England, and know something about their problem. Let me tell you their rates were many times the 1 to 1. Mr. Atkey talks about it in a world wide problem. Only last week Mr. Atkey's government announced that they would introduce a new policy to control sponsored immigration. As a result, I cannot understand Mr. Atkey's 1 to 1 ratio. I do not know how he arrived at it.

One thing is certain. We must find out. As soon as the government passes the freedom of information legislation, we will draw these files and statistics from the department, hire our own investigators, and determine how the work was done and who was responsible for it. Let's hope that the government does not try to exempt immigration materials from this legislation.

Canadians are entitled to know.⁴⁵

Kim Abbott

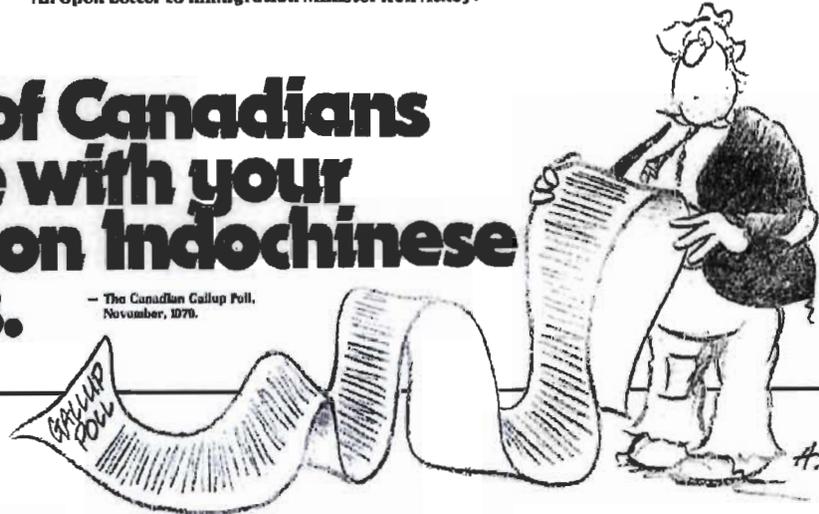
National Citizens' Coalition

National Citizens' Coalition, «63.6 % of Canadians Disagree With Your Position on Indochinese Refugees», *The Globe and Mail*, 6 décembre 1979, p.B03.

An Open Letter to Immigration Minister Ron Alkey:

63.6% of Canadians disagree with your position on Indochinese refugees.

— The Canadian Gallup Poll, November, 1979.



Dear Mr. Minister:

On July 30, 1979, you announced that Canada would admit up to 50,000 Indochinese refugees as a humanitarian gesture.

On August 24, 1979, The National Citizens' Coalition pointed out that most of these 50,000 initial immigrants would be entitled — and, from past experience, would actively — sponsor a wide range of relatives. In the end, even by your own admission, Mr. Alkey, this could result in approximately 100,000 new citizens as a result of this tragedy in Indochina.

As soon as our advertisement appeared, you said it "smacked of racism."

We are not racist, Mr. Alkey. Far from it. The persecution of the Chinese in Vietnam, their forced departure in overcrowded, leaky boats and the consequent horrors they endured on the high seas have inspired every thinking citizen's heart. The explosion of the Boat People has been condemned by almost every democratic nation in the world.

Not were we wrong about the potential sponsorship of relatives. According to the annual report to Parliament on Immigration Levels, which you tabled in the House of Commons, 74.3 percent of new immigrants who arrived in Canada in 1978 were related to earlier immigrants.

Unfortunately, during the heat of the debate you seem to have missed the point, Mr. Alkey. What The National Citizens' Coalition was criticizing was not the decision to admit 50,000 refugees but the fact that this decision was made without consulting Parliament, the people or even your own caucus.

This was the main point, Mr. Alkey. That plus the fact that Canada lacks a well thought out, long-term policy in immigration.

In other words, we are concerned about Canada's future.

So are a lot of other Canadians. A Canadian Gallup Poll which we commissioned and which was conducted in November, 1979, shows that 63.6 percent of the population would prefer to see 25,000 or less Indochinese admitted into Canada in the next five years. And 73 percent would prefer 50,000 or less.

The same poll asked citizens who should be allowed to sponsor relatives to immigrate to Canada. 64.2 percent said no one should be allowed to sponsor relatives; that the prospective immigrants should apply independently. 35.4 percent said only Canadian citizens should be allowed to sponsor relatives to a new life in Canada. 0.4 percent said invited immigrants should be allowed to sponsor relatives.

That, Mr. Alkey, adds up to an overwhelming vote against your present sponsorship program.

That is the voice of the people. The same people who voted so far up with arrogance and Government without least representation over the last 11 years that they elected your party last May 22.

We are concerned about future immigrants fitting into our society, no matter what that country of origin. Whether there will be sufficient housing, food, health, educational and other social services to meet their needs.

While the Federal Government pays a portion of these costs, the professions and municipalities—and in the end, the taxpayer—must foot the rest of the bill.

We are also concerned whether the newcomers will possess the job skills that Canadian industry needs.

We want all newcomers to Canada to lead the best life and a better future, both for the newcomer and for Canada.

It has often been claimed that Canada can absorb a much larger population than its present 22,800,000. But the hard fact is that only a narrow ribbon of land along our southern border is suitable for food production, some 4.8 percent of our total land area.

And where do most immigrants choose to settle? Not in the empty spaces, but in southern Ontario, Montreal, Calgary, Edmonton and Vancouver.

Most of the prime agricultural land in Canada is located around the major cities. For every 1,000 new settlers, some 200 acres of arable land are lost to cultivation.

A Toronto-Dominion Bank study of Food and Agriculture, released in June, 1976, concluded that:

"Canada's ability to feed itself will become increasingly tenuous through the 1990's unless there is concerted effort among public policy makers, producers and consumers. "If these vital components of Canada's food chain cannot agree on the objectives of a national food policy, Canada will be unable to feed itself in little more than a generation."

France has cut immigration to the core. It plans to cancel work permits for one million "foreign workers" by 1983. Norway has stopped immigration altogether. Japan has decided to admit up to 500 Boat People. That's right, 500.

We are not suggesting that Canada adopt a similar course of action. But surely the facts we have presented should cause any Government official concerned with the future of our country to pause and think about the implications before allowing mass immigration.

Yours sincerely,
The National Citizens' Coalition

Your views as citizens, expressed through your answer to the question on the coupon, would be appreciated. Perhaps the citizens of this country can encourage the Government to adopt an immigration policy which is truly representative of the wishes of the people.

It would be a change, wouldn't it?

THE CANADIAN GALLUP POLL	
November, 1979	
QUESTION: How many Indochinese, from Vietnam, Cambodia, etc., in total should the Federal Government allow into Canada in the next five years?	
None	28.7
Less than 25,000	33.9
25,000	11.0
SUB-TOTAL	73.6
50,000	11.9
100,000	9.0
250,000	3.1
More than 250,000	1.3
No restrictions	7.0
Don't know	2.9
Not stated	0.5
TOTAL	100.0
QUESTION: In your opinion, who should be able to sponsor relatives to immigrate to Canada?	
Landed immigrants	17.4
Canadian citizens	34.6
No one. Immigrants must apply independently	43.6
Don't know	2.9
Not stated	0.4
TOTAL	100.0

*Copies of the complete Gallup Poll are available on request. Please send \$1.00 to cover postage and handling.

National Citizens' Coalition
100 Adelaide Street West, Suite 807
Toronto, Ontario M5H 1S3
1-416-598-2824
A non-profit corporation

National Citizens' Coalition
Suite 807, 100 Adelaide Street West
Toronto, Ontario M5H 1S3

Dear Sir:

You are asked your opinion on an ordinary citizen. How do you feel about the way the Government is handling the Indochinese problem?

Name: _____

Address: _____

City: _____

Province: _____

Postal Code: _____

It is the policy of the National Citizens' Coalition to keep the names of all persons who supply answers to the Gallup Poll confidential.

National Citizens' Coalition
Suite 807, 100 Adelaide Street West
Toronto, Ontario M5H 1S3

Dear Sir:

You are asked your opinion on an ordinary citizen. How do you feel about the way the Government is handling the Indochinese problem?

Name: _____

Address: _____

City: _____

Province: _____

Postal Code: _____

It is the policy of the National Citizens' Coalition to keep the names of all persons who supply answers to the Gallup Poll confidential.

National Citizens' Coalition
Suite 807, 100 Adelaide Street West
Toronto, Ontario M5H 1S3

Dear Sir:

You are asked your opinion on an ordinary citizen. How do you feel about the way the Government is handling the Indochinese problem?

Name: _____

Address: _____

City: _____

Province: _____

Postal Code: _____

It is the policy of the National Citizens' Coalition to keep the names of all persons who supply answers to the Gallup Poll confidential.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES PRIMAIRES

La Presse, juin à décembre 1979.

Le Devoir, juin à décembre 1979.

The Montreal Star, juin à décembre 1979.

The Montreal Gazette, juin à décembre 1979.

The Globe and Mail, juin à décembre 1979.

Documents officiels

Province de Québec, *Bilan de l'opération des réfugiés du Sud-est asiatique*, Québec, Ministère des communautés culturelles et de l'Immigration, 1982, 106p.

OUVRAGES GÉNÉRAUX ET ÉTUDES DE L'HISTORIOGRAPHIE

LINTEAU, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Richard. *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930, tome II*. Montréal, Les éditions du Boréal, 1989, 834p.

OUVRAGES ET ARTICLES SPECIALISES

DOBSON, Hugo. *Japan and the G7/8, 1975-2002*. Londres, Routledge, 2004, 220p.

BEAUDRY, Paul et Thomas Lemieux. «Le chômage des années 80: leçons à tirer des comparaisons internationales», *L'Actualité économique*, Vol. 72, No 3, 1996: 291-304.

TIME MAGASINE. Site Internet. «Press : A Star Is Shorn». <http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,916896,00.html> [en français]. Mise à jour en 2015. Page consulté le 12 décembre 2015.

STEINWEIS, Alan E., «The Holocaust and American Culture: An Assessment of Recent Scholarship», *Holocaust and Genocide Studies*, 2001, vol. 15, no 2 :296-310

Les médias et l'opinion publique

BAUDER, Harald. «Immigration Debate in Canada: How Newspapers Reported, 1996-2004», *International Migration & Integration*, Vol. 9, 2008: 289-310.

CRESPI, Irving. *The Public Opinion Process: How the People Speak*. Mahwah, Lawrence Erlbaum Associates, 1997, 208p.

DROUIN, Alex. *Les éditorialistes du crayon: une analyse des représentations du genre dans la caricature politique*. M.A. Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 2012, 103p.

FRYBERG, Stephanie A., Nicole M. STEPHENS, Rebecca COVARRUBIAS, Hazel Rose MARKUS, Erin D. CARTER, Giselle A. LAIDUC et Anna J. SALIDO, «How the Media Frames the Immigration Debate: The Critical Role of Location and Politics», *Analyses of Social Issues and Public Policy*, Vol. 12, No 1, 2012: 96-112.

- KEENLEYSIDE, T-A, B.E. BURTON et W.C. Soderlund. « La presse et la politique étrangère canadienne », *Études internationales*, Vol. 18, No 3, 1987: 501-521.
- KENNAMER, David J. *Public Opinion, the Press, and Public Policy*, London, Praeger, 1994, 216p.
- LEMERT, James B. *Effective Public Opinion*, Westport, Greenwood Publishing Group, 1994, 202p.
- MOIRAND, Sophie. *Les discours de la presse quotidienne: Observer, analyser, comprendre*. Presses Universitaires de France, 2007, 179p.
- PORTES, Jacques « Le monde vu du Canada (1970-1990) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 31, 1991: 51-64.
- ROGEL, Jean-Pierre « La presse québécoise et l'information sur la politique internationale », *Études Internationales*, Vol. 5, No 4, 1974: 693-711.
- STAIRS, Denis. «The Press and Foreign Policy in Canada». *International Journal*, Vol. 31, No 2, 1976: 223-243.
- TAVERNIER, Aurélie. « Introduction «discours social»: Perspectives réciproques en perspectives », Aurélie Tavernier, Jacques Noyer, Jean-Baptiste Legavre et Bernard Delforce, *Figures sociales des discours. Le « discours social » en perspective*, Villeneuve-d'Ascq (Nord), Université Charles de Gaulle-Lille 3, 2010, 247p.
- TREMBLAY, Manon et Nathalie BÉLANGER. « Femmes chefs de partis politiques et caricatures éditoriales: l'élection fédérale canadienne de 1993 ». *Recherches féministes*, Vol. 10, No 1, 1997: 35-75.

Le concept de réfugié

BEYLERIAN, Onnig. « Déplacés et réfugiés: droit humanitaire et action internationale ». ».

Études internationales, Vol. 31, No 1, 2000: 165-185.

CAESTECKER, Frank. « Les réfugiés et l'État en Europe occidentale pendant les XIXe et

XXe siècles ». *Le mouvement social*, Vol. 4, No 225, 2008: 9-26.

DORAIS, Louis-Jacques. « À propos de migration transnationales: l'exemple de Canadiens

d'origine vietnamienne ». *Revue européenne des migrations internationales*, Vol.

20, No 3, 2004, p.49.

Haut commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies. Site internet. « Convention relative au statut des réfugiés ».

<http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/StatusOfRefugees.aspx> [En français]. Mise à jour en 2015, Page consultée le 15 avril 2015..

SAILLANT, Francine et Karoline TRUCHON. « Être plus que corps. Figure des réfugiés

dans l'espace public ». *Lien social et politiques*, No 59, 2008: 61-74.

SUCHARITKUL, Sompong. « Quelques questions juridiques à l'égard des "boat people" en

tant que réfugiés politiques ». *Annuaire français de droit international*, Vol. 35,

1989: 476-482.

Études sur l'immigration et les réfugiés

Citoyenneté et Immigration Canada. Site Internet. «Les artisans de notre patrimoine: La

citoyenneté et l'immigration au Canada de 1900 à 1977».

<http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/publications/patrimoine/chap-6a.asp#chap6-16> [en français]. Mise à jour le 1er Octobre 2000. Page consulté de 22 septembre 2014.

DORAIS, Louis-Jacques. « L'étranger aux yeux des francophones de Québec ». *Recherches sociographiques*, Vol. 31, No 1: 11-23.

HELLY, Denise. *Les Chinois à Montréal*. Québec, Institut de recherche sur la culture, 1987, 315p.

MADOKORO, Laura. «'Slotting' Chinese Families and Refugees, 1947-1967», *Canadian Historical Review*, Vol. 93, No 1, 2012, 32p.

MARFLEET, Philip. «Refugees and History: Why We Must Address the Past». *Refugee Survey Quarterly*, Vol. 26, No 3, 2007, 136-148.

MILLS, Sean. «Quebec, Haiti, and the Deportation Crisis of 1974», *Histoire sociale/Social History*, Vol. 94, no3, Septembre 2013: 405-435.

VOISIN, Vanessa. « Réfugiés en Europe ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No 95, 2007, 251-252.

WIHTOL DE WENDEN, Catherine. *La question migratoire au XXIe siècle*. Condé-sur-Noireau, Sciences Po. Les Presses, 2010, 243p.

Les réfugiés indochinois

ADELMAN, Howard. *Canada and the Indochinese Refugees*. Regina, L.A. Weigl Educational Associates, 1982, 168p.

- DORAIS, Louis-Jacques. « Les Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens au Canada ». *La société historique du Canada*, Les groupes ethniques du Canada, Brochure No 28, 2000: 1-35.
- INDRA, Norman Buchignani, Doreen MARIE, Ram SRIVASTAVA. *Le voyage continu: Histoire sociale des Sud-Asiatiques au Canada*. Ottawa, Multiculturalisme et citoyenneté Canada, 1989, 271p.
- LAM, Lawrence. *From Being Uprooted to Surviving: Resettlement of Vietnamese-Chinese "Boat-People" in Montreal, 1980-1990*. Toronto, York Lanes Press, 1996, 200p.
- Le Petit Robert. Site Internet. « Boat people ». <http://www.lepetitrobert.fr/les-neologismes/boat-people> [en français]. Mise à jour en 2012. Page consulté le 17 mars 2015.
- ROBINSON, W. Courtland. «The Comprehensive Plan of Action for Indochinese Refugees, 1989-1997: Sharing the Burden and Passing the Buck», *Journal of Refugee Studies*, Vol. 17, No 3, 2004: 319-333.
- STEIN, Barry. «The Geneva Conference and the Indochinese Refugees Crisis», *International Migration Review*, Vol. 13, No 4, 1979, 716-723.
- TASCHEREAU, Sylvie. « Migration et relations ethniques », Gilles Bibeau et Denise Lemieux, dir. *Traité de la culture*, Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC, 2002, 1089p.
- TASCHEREAU, Sylvie. « Une historiographie sortie de l'enclave ? L'histoire des migrations et de l'ethnicité au Québec », à paraître dans Stéphan Gervais, Raffaele Iacovino, et Mary Anne Poutanen (dirs.) *Living in Québec: A Reader in Intercultural Relations*, McGill-Queen's University Press.

VAILLANT, Barbara. *Boat people vietnamiens: entre mémoire et diaspora*. Paris, L'Harmattan, 2013, 226p.

Législation canadienne en matière d'immigration et de droits

BALTHAZAR, Louis, Louis BÉLANGER et Gordon MACE. *Trente ans de politique extérieure du Québec 1960-1990*. Sainte-Foy, Centre québécois des relations internationales, Les éditions du Septentrion, 1993, 412p.

DIRKS, Gerald E. *Canada's Refugee Policy: Indifference Or Opportunism?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1977, 316p.

HOLLIFIELD, James F. « Immigration et logiques d'États dans les relations internationales », *Études internationales*, Vol. 24, No 1, 1993: 31-51.

KNOWLES, Valerie. *Strangers at Our Gates: Canadian Immigration Policy, 1540-2007*, Toronto Dundurn, 3e édition, 2007. 312p.

KOSTOV, Chris. «Canada-Quebec Immigration Agreements (1971-1991) and Their Impact on Federalism», *American Review of Canadian Studies*, Vol. 38, No 1, 2008. 91-103.

PANTAL, Michel-Ange. « Immigration: L'Accord Canada-Québec ». *Étude générale de la Bibliothèque du Parlement*, Ottawa, 2011: 1-7.

Articles de journaux et revue

GUDMUNDSON, Fred. «Canada's Right Wing Zealots - The National Citizens' Coalition». *Canadian Dimension*. Vol. 20, No 2, Avril 1986: 3-5.

MACFARQUHAR, Emily. «The survivors who seek their place in paradise», *The*

Economist, 21 juillet 1979: 19-26.

Perspective Monde, « 20 juillet 1979: Ouverture d'une conférence internationale sur les réfugiés de la mer en Asie du Sud-Est », mise à jour en 2014, vu le 11 février 2015

[<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=771>].

Site Internet, «One in every 122 people is displaced by war, violence and persecution, says

UN», <http://www.theguardian.com/global-development/2015/jun/18/59m-people-displaced-war-violence-persecution-says-un> [En anglais]. Mise à jour le 18 juin

2015, Page consultée le 25 juin 2015.